

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 31 Janvier 2020
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

| N°AFFAIRE | Titre des Affaires | Page |
|------------------|--|-------------|
| MD2019-041 | Protocole transactionnel pour la parution d'un magazine spécial "Montpellier invente l'économie de demain" | 359 |
| MD2019-840 | Décision relative à un avenant au marché de coordinateur sécurité et santé dans le cadre de l'opération de réaménagement de l'Hôtel Montcalm en centre d'art contemporain (Mandat SA3M MoCo) | 361 |
| MD2019-884 | Décision relative à la convention d'occupation temporaire du domaine public pour la mise en place d'une activité de restauration- quartier Odysseum - Avenant n°3 - Décision portant abrogation de la décision MD2019-693 | 363 |
| MD2019-978 | Décision relative au marché n°5024 - Construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier - Avenant n°1 | 365 |
| MD2019-1001 | Décision relative au marché n°G9C0005CO - Exécution graphique, mise au format des supports de communication - Autorisation de signature | 367 |
| MD2019-1013 | Décision relative à l'attribution d'une convention de mandat pour la réalisation d'études préalables à l'aménagement de 8 parcs d'activités économiques sur le territoire de la Métropole | 370 |
| MD2019-1016 | Décision relative à un emprunt de dix millions d'euros auprès du Crédit Coopératif | 372 |
| MD2019-1038 | Décision relative à un avenant n°1 de prolongation au marché 3938MG15 "Acquisition et livraison de fournitures d'hygiène" | 375 |
| MD2019-1044 | Décision relative à un avenant n°1 au marché n°5095MG18 "Marché d'exploitation et de maintenance en génie climatique d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole" - Modification du Lot 2 "Bâtiments culturels et sportifs" | 377 |
| MD2019-1057 | Décision relative au marché n°M9B0043DC " fabrication et fourniture de repas Bio en liaison froide pour l'accueil de loisirs de l'Ecolothèque" - Autorisation de signature | 380 |
| MD2019-1068 | Décision relative au marché n°M9C0038AT "réalisation d'une fontaine - Place de la Ramade à Saint-Brès" - Attribution - Autorisation de signature | 382 |
| MD2019-1075 | Décision relative à un Avenant n° 1 de prolongation du marché 3937MG15 Lot n°1 "Acquisition et livraison de fournitures d'environnement de bureau" | 384 |
| MD2019-1082 | Décision relative à l'attribution du marché M8D0024DM "Etude de jalonnement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole" | 386 |
| MD2019-1085 | Décision relative au marché de travaux n°4826AT17 - RD610 - Déviation de Castries - Autorisation de signature du protocole transactionnel | 388 |
| MD2019-1087 | Décision relative au mandat d'études préalables à l'aménagement des sites Naussargues - Mijoulan - Bel Air sur les communes de Juvignac et Saint-Georges d'Orques - Avenant n°1 | 390 |
| MD2019-1090 | Décision relative au mandat d'études préalables à l'aménagement du site Saporta - Commune de Lattes - Avenant n°5 | 392 |
| MD2019-1092 | Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 4 m ² avenue de Justice de Castelnau - Commune de Montpellier | 394 |
| MD2019-1113 | Décision relative au marché n°M9C0028DC " Renouvellement des équipements audiovisuels du musée Fabre - Lots 1 et 2" - Autorisation de signature | 396 |

| N°AFFAIRE | Titre des Affaires | Page |
|-------------|--|------|
| MD2019-1114 | Décision relative à l'avenant n°4 au marché complémentaire n°2127 pour la "Réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST" | 398 |
| MD2019-1120 | Décision relative à l'acquisition de la parcelle AE 151 située lieu-dit Cabanis - Commune de Prades-le-Lez | 401 |
| MD2019-1121 | Décision modificative relative aux marchés n°4737MG17 - Maintenance multi-technique du Siège de la Métropole et des bâtiments annexes avec travaux associés à la maintenance, n°4983MG18 - Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole et n°5095MG18 - Exploitation et maintenance en génie climatique d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole | 403 |
| MD2019-1125 | Mandat de réinvestissement de la Lauze - Commune de Saint Jean de Védas - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature | 406 |
| MD2019-1126 | Décision relative à l'avenant n°1 au marché n° 4676DM16 d'exploitation du parking Vicarello | 408 |
| MD2019-1128 | Décision relative à avenant n°1 au mandat d'études du Domaine du Chapitre - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Approbation - Autorisation de signature | 410 |
| MD2019-1131 | Décision relative à l'avenant n° 2 au marché 3362GD13 de travaux pour la réalisation du casier n° 2 de l'Installation de Déchets Non Dangereux de Castries (ISDND) - lot 03A | 412 |
| MD2019-1140 | Décision relative à un avenant n°3 au marché n°3951DC15 de gardiennage du musée Fabre de Montpellier | 415 |
| MD2019-1143 | Décision relative à l'avenant n°1 au marché subséquent M9D0043AT "travaux d'aménagement de la rue F. Soubeyran et l'allée de la Cour Haute" - Commune de Jacou | 418 |
| MD2019-1146 | Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SOLEDGE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha | 420 |
| MD2019-1149 | Décision modificative relative au marché n°M9C0008RI de fourniture d'une infrastructure réseau avec accès internet pour la coupe du monde féminine 2019 de la FIFA | 422 |
| MD2019-1151 | Décision relative au marché M9D0083VD relatif au "Suivi post-exploitation de l'ISDND de Castries - lots 1, 2 et 3" - Autorisation de signature | 424 |
| MD2019-1152 | Décision relative au marché n°4470DM16 - Avenant n°1 - Ajout de prix supplémentaires au bordereau des prix unitaires du lot n°1 - Autorisation de signature | 427 |
| MD2019-1156 | Décision relative à l'avenant N°3 au marché 5081AT18 relatif aux travaux de réaménagement de l'Avenue de Fontcaude à Juvignac - autorisation de signature | 429 |
| MD2019-1158 | Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine privé - Parcelle cadastrée section AK n° 221p - Commune de Baillargues | 431 |
| MD2019-1164 | Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société POLIGMA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega | 433 |
| MD2019-1169 | Décision relative à la cession au profit d'Angelotti Promotion parcelle cadastrée BK 462 avenue de Justice de Castelnau commune de Montpellier | 435 |
| MD2019-1170 | Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 21 m² à extraire de la parcelle ZB 402 - Chemin des Crouzettes - Commune de Montaud | 437 |
| MD2019-1173 | Décision relative à un avenant à la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Courreau, Figuerolles, Nord-Ecusson - Autorisation de signature | 439 |

| N°AFFAIRE | Titre des Affaires | Page |
|------------------|---|-------------|
| MD2019-1175 | Décision relative à un échange foncier sans soulte avec les consorts CAISSO sur la commune de Fabrègues | 442 |
| MD2019-1176 | Décision relative à l'attribution du marché N°M9D0102AT - Travaux de réaménagement de l'avenue Champ des Moulins à Murviel lès Montpellier - autorisation de signature | 445 |
| MD2019-1177 | Décision relative à une convention de domiciliation au sein du bâtiment MIBI passée entre MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE et la société SKETCHPIXEL FRANCE | 447 |
| MD2019-1178 | Décision relative à l'avenant de prix nouveaux ajoutés au bordereaux des prix unitaires du lot n°5 au marché n°4411EP16 de fournitures de lanternes d'éclairage public à Leds - Autorisation de signature | 449 |
| MD2019-1183 | Décision relative à l'avenant n°1 du subséquent n°M8D0026AT - Travaux d'aménagement de la rue du Cours complémentaire, des impasses des Oiseaux et du Rossignol - Commune de CASTRIES - Autorisation de signature | 451 |
| MD2019-1184 | Décision relative à l'avenant n°4 du marché n°2921 S 13.01 portant sur la mission de maîtrise d'œuvre pour l'étude et la réalisation de l'extension Est de la 1ère ligne de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France | 453 |
| MD2019-1185 | Décision relative au marché n°G9D0108CO - Veille médias - Attribution | 456 |
| MD2019-1191 | Décision relative à l'acquisition du tiers indivis parcelle IX 59 et de la parcelle IX 343 auprès de Mme ESNAUD née VILA - rue de Fontcarrade - Commune de Montpellier - Abroge la décision n° MD2018-941 du 21 novembre 2018 | 458 |
| MD2019-1192 | Marché n°M9B0105DC de conception et réalisation d'une application Fabre and the City saison 2 - Autorisation de signature | 461 |
| MD2019-1193 | Décision relative à une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour un marché d'achat de Gaz Naturel Comprimé pour véhicules | 463 |
| MD2019-1194 | Décision relative à la cession des parcelles cadastrées BX 5p, BX 6p, BY 16p et BY 17p situées sur la Commune de GRABELS au Conseil départemental de l'Hérault dans le cadre de l'aménagement du L.I.E.N | 465 |
| MD2019-1195 | Décision relative à l'acquisition de deux parcelles AI 87 commune de Montpellier et AB 103 commune de Montferrier-sur-Lez | 467 |
| MD2019-1196 | Décision relative à l'acquisition de la parcelle TD 183 rue Georges Denizot - Commune de Montpellier | 469 |
| MD2019-1197 | Décision relative au marché M9B0121VD de "Pompage et transport des perméats de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Castries (34160)" | 471 |
| MD2019-1198 | Décision relative à un avenant n°1 de substitution de titulaire à la convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Free-Mobile concernant un dispositif d'antenne au 5 avenue de Maurin à Montpellier | 473 |
| MD2019-1200 | Décision relative au marché subséquent M9D0103AT concernant les travaux d'aménagement de la rue de la Chaussée à Saint Jean de Védas - Autorisation de signature | 476 |
| MD2019-1202 | Décision relative à l'acquisition de 12 bus fonctionnant au Gaz Naturel pour Véhicule (GNV) auprès de la centrale d'achats de l'UGAP | 478 |
| MD2019-1203 | Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IPRASENSE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha | 480 |

| N°AFFAIRE | Titre des Affaires | Page |
|------------------|--|-------------|
| MD2019-1204 | Décision relative à la signature de la convention de prise de possession anticipée de la parcelle cadastrée EB n°147partie sise commune de Lattes | 482 |
| MD2019-1206 | Décision relative au marché subséquent M9C0050AT concernant les travaux de création de traversées pluviales - PUP les Saliniers à Murviel lès Montpellier - Autorisation de signature | 484 |
| MD2019-1207 | Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'ADMICAL (Association pour le développement du mécénat industriel et commercial) | 486 |
| MD2019-1208 | Décision relative au marché n°M9B0119TE - Construction d'une serre multi chapelle à usage de cultures maraîchères sur le site de la Condamine | 488 |
| D2019-1209 | Décision relative à la signature de l'avenant n°2 au marché 3984TV15 relatif à des missions de géomètres, de levés topographiques, d'établissement de plans, de contrôles et de récolements. | 490 |
| MD2019-1211 | Décision relatif au marché global de performance n°4941EA17 relatif à la modernisation de la station d'épuration MAERA - Déclaration sans suite de la procédure | 492 |
| MD2019-1212 | Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété CHICAUD - Parcelles AC 20 et AC 19 - Lieudit Les Clapissous - Commune de Murviel-lès-Montpellier | 494 |
| MD2019-1213 | Décision relative à la cession des parcelles CS 322 - CS 324 - CS 325 et CS 326 - Avenue Konrad Adenauer - Castelnau-le-Lez | 497 |
| MD2019-1214 | Décision relative à un emprunt de quinze millions d'euros auprès du Crédit Agricole CIB | 499 |
| MD2019-1215 | Décision relative à l'avenant n° 1 de transfert du marché 4931VD17 "Traitement des déchets inertes issus des déchèteries de la Métropole de Montpellier" | 503 |
| MD2019-1216 | Avenant n°1 au marché M8B0014EA "contrôle des dispositifs d'autosurveillance des systèmes de collecte et d'épuration des eaux usées de Montpellier Méditerranée Métropole" | 505 |
| MD2019-1218 | Décision relative à l'acquisition auprès des conjoints GRAS des parcelles cadastrées AK 80, AK 106 et AK 79p situées Plaine de Colombier sur la Commune de Baillargues | 507 |
| MD2019-1222 | Décision relative à un avenant au marché M9D0004TE ' réalisation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur le parking de la piscine Poséidon à Courdonterral ' - Autorisation de signature | 509 |
| MD2019-1223 | Décision relative au marché n°8.424 portant sur les travaux anticipés du giratoire Gennevaux dans le cadre de la 5ème ligne de tramway - Autorisation de signature | 511 |
| MD2019-1224 | Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété DUMONT - Parcelle MS 290 lots 5161 et 5187 Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier | 515 |
| MD2019-1225 | Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété NIEL - Parcelle MS 290 lot 3020 Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier | 519 |
| MD2019-1226 | Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété PELLECUER - Parcelle MS 290 lots 5040-5015-5836 Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier | 522 |
| MD2019-1227 | Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété EL GALTA - Parcelles LR 3 et 262 lots 70-93-33 - Résidence Le Plein Ciel - Commune de Montpellier | 526 |

| N°AFFAIRE | Titre des Affaires | Page |
|-------------|--|------|
| MD2019-1228 | Décision relative à "Aménagement d'une aire de stationnement des compacteurs à déchets du centre-ville sur le domaine privé de la Ville" - Autorisations d'urbanisme préalables nécessaires - Autorisation de signature | 530 |
| MD2019-1229 | Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété des consorts REY - Parcelle LY 47 lot 268 et 938 - Résidence du Lac - Commune de Montpellier | 532 |
| MD2019-1230 | Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété société ARMAND F21 - Ensemble immobilier industriel - Parcelles CA 13 et 15 - Zone d'activités des Quatre Chemins - Commune de Fabrègues | 536 |
| MD2019-1231 | Décision relative à "Aménagement du local à ordures ménagères situé Maison Pour Tous Louis Feuillade situé sur le domaine privé de la Ville - Autorisations d'urbanisme préalables nécessaires - Autorisation de signature" | 539 |
| MD2019-1232 | Décision d'ester en justice " Assignation TGI - Résidence Le forum-Lattes" | 541 |
| MD2019-1233 | Décision relative au dépôt provisoire et gratuit du Fonds régional d'art contemporain Occitanie Montpellier d'une oeuvre de Simon Hantaï, Tabula, 1980, au musée Fabre | 543 |
| MD2019-1234 | Décision relative à l'avenant n°1 de prix nouveaux au marché n°5141EP18 de fournitures de lampes d'éclairage public - Autorisation de signer | 545 |
| MD2019-1235 | Décision relative au dépôt provisoire et gratuit par le Fonds régional d'art contemporain Occitanie Montpellier au musée Fabre d'une œuvre de Vincent Bioulès, Le grand Silence, 1981 | 547 |
| MD2019-1236 | Décision relative à l'avenant n°2 de prix nouveaux aux lots 6 et 7 du marché n°4571AT16 "maintenance des installations d'éclairage public" - Autorisation de signer | 549 |
| MD2019-1238 | Décision modificative relative à l'avenant n°3 au marché transféré de la commune de Restinclières n°4248TV15 Programme de voirie 2014/2017 - Travaux de rénovation | 551 |
| MD2019-1239 | Décision relative aux avenants n°1 aux marchés publics de travaux pour la réalisation de la phase 1 de l'opération de restructuration de la médiathèque centrale Émile Zola (mandat SA3M) | 553 |
| MD2019-1240 | Décision relative à l'acquisition de la parcelle EB n°147p sur la commune de Lattes | 555 |
| MD2019-1241 | Décision relative à la signature d'un mandat d'acquisition foncière pour la démolition de la Tour d'Assas à Montpellier - Approbation | 557 |
| MD2019-1245 | Décision relative à une convention de mandat d'études préalables avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la construction de l'Ecole Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) de Montpellier | 560 |
| MD2019-1247 | Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NUMALIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega | 562 |
| MD2019-1248 | Décision relative à la cession de la parcelle A 2413 rue de la Taillade Commune de Castries | 564 |
| MD2019-1250 | Décision relative à l'agrément de la candidature de RECIPRO'CITE dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire - Commune de Montpellier | 566 |
| MD2019-1252 | Décision relative à la convention de gestion locative de l'Hôtel French Tech à Montpellier | 568 |
| MD2019-1255 | Décision relative au marché n°M9D0053EP de fourniture de mâts d'éclairage public type tramway - Autorisation de signer le marché | 570 |

| N°AFFAIRE | Titre des Affaires | Page |
|-------------|---|------|
| MD2019-1256 | Décision relative au marché M9D0025EP "surveillance du patrimoine d'ouvrages d'art de Montpellier Méditerranée Métropole" - Autorisation de signer le marché | 572 |
| MD2019-1257 | Décision relative à la convention d'occupation du domaine public autorisant l'implantation de sondes de mesure autonomes sur les supports du réseau d'éclairage public entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale des Fréquences | 575 |
| MD2019-1258 | Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété DESPLAN - Parcelle MS 290 lots 5410 et 5424 Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier | 577 |
| MD2019-1259 | Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété BARGIBANT - Parcelle LR 12 et 15 lots 419 et 439 Résidence L'Hortus - Commune de Montpellier | 581 |
| MD2019-1260 | Décision relative à un marché d'acquisition d'oeuvre d'art dans le cadre de l'aménagement du centre d'art contemporain Montpellier Contemporain (MoCo) à l'hôtel Montcalm de Montpellier (mandat SA3M, opération n°02944) | 585 |
| MD2019-1261 | Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété JAHDARI - Parcelle LR 262 et 3 lots 438-476-35 Résidence Le Plein Ciel - Commune de Montpellier | 587 |
| MD2019-1262 | Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété ROUZAUD - Parcelle LR 51 lots 338 et 425 - Résidence Le Nouveau Peyrou - Commune de Montpellier | 591 |
| MD2019-1264 | Décision relative à un avenant 1 rectificatif de l'avenant 1 du marché n° 5210MG18 ' Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la maintenance des Ascenseurs pour le groupement de commandes composé de Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier, la Ville du Crès, la Ville de Pérols, la Ville de Pignan et la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone ' - Approbation | 595 |
| MD2019-1269 | Décision relative à un marché n° M9D0060MG "Achat de prestations diverses de reprographie pour l'ensemble des services de Montpellier Méditerranée Métropole" - Autorisation de signature | 598 |
| MD2019-1270 | Décision relative aux avenants n° 1 aux lots 9, 12, 13, 15 et 16 du marché de travaux n° 2905 relatif à l'extension et modernisation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER | 600 |
| MD2019-1271 | Décision relative aux avenants n°1 au marché de travaux n°2905 relatif à l'extension et modernisation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER - lots 2,3, 4, 6, 7, 8, 10 et 18 - Approbation | 603 |
| MD2019-1274 | Décision relative à l'avenant n°7 au marché de mandat de maitrise d'ouvrage déléguée n°969 pour l'étude et la réalisation de la 3ème ligne de tramway, extension ouest de la 1ère ligne et ligne 4 la Circulade | 606 |
| MD2019-1275 | Décision relative à une convention d'occupation du domaine public avec la Ville de Montpellier pour le déploiement de l'Ideas Box, médiathèque itinérante | 609 |
| MD2019-1278 | Décision relative au marché n°M9B0086MG - Entretien et maintenance des balayeuses - Attribution | 611 |
| MD2019-1279 | Décision relative au marché n°M8D0025AT - RD986 - Création d'une passerelle pour le franchissement de la Mosson au PR 53+900 - Communes de Lattes et de Villeneuve-Lès-Maguelone - Attribution du marché | 613 |
| MD2019-1281 | Décision relative à la mise à la réforme de matériel de comptage routier | 615 |

| N°AFFAIRE | Titre des Affaires | Page |
|-------------|--|------|
| MD2019-1283 | Décision relative à l'acquisition amiable de la propriété des Consorts LOMBARDINI - Parcelle LR 33 - Lots 1089 et 1025 - Résidence Le Pic Saint Loup - Commune de Montpellier | 617 |
| MD2019-1285 | Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Assemblée des Communautés de France (AdCF) - Exercice 2019 | 620 |
| MD2019-1286 | Décision relative au marché n°M9B0119TE - Construction d'une serre multi chapelle à usage de cultures maraîchères sur le site de la Condamine - Autorisation de signature - Abrogation de la décision n°MD2019-1208 du 3 décembre 2019 | 622 |
| MD2019-1290 | Décision d'ester en justice "Requête n°19MA05295 CAA - Ressources humaines" | 624 |
| MD2019-1292 | Décision relative à une convention avec la Ville de Montpellier pour la mise à disposition de locaux situés au sein de la médiathèque Jean-Jacques Rousseau | 626 |
| MD2019-1293 | Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS Cellmark France - Locaux Lot n° 4 au 391 rue de Font Froide à Montpellier | 628 |
| MD2019-1296 | Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule de marque Ford modèle Transit Connect immatriculé AA-708-ME, techniquement réparable et économiquement irréparable - Hôtel des Ventes de Montpellier | 630 |
| MD2019-1298 | Avenant n°1 au marché M9D0005EA Dévoiement du réseau des eaux usées avenue du Marché Gare/Rue de l'Industrie à Montpellier - Autorisation de signature | 632 |
| MD2019-1299 | Décision relative à un avenant n°2 au marché n° 4025MG16 "Prestation de Télésurveillance, intervention de sureté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole" - Autorisation de signature | 634 |
| MD2019-1302 | Décision relative à l'acquisition de la quote part de 1/88ème de chemin des parcelles cadastrées CK n°44, CL n°39, CO n°64, CO n°65 sise communede Juvignac - ZAD de NAUSSARGUES | 636 |
| MD2019-1303 | Décision relative à l'agrément de la candidature de la société SCI NMB dans la ZAC GAROSUD EXTENSION | 639 |
| MD2019-1306 | Décision relative à l'agrément de candidature de la société AWADAC dans l'HÔTEL FRENCH TECH à Montpellier | 641 |
| MD2019-1307 | Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public avec le Relais des Assistantes Maternelles de Saint Jean de Védas | 643 |
| MD2019-1309 | Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelles AL n°206 et AL n°207, 31 rue de la Parquière à Montpellier | 645 |
| MD2019-1311 | Décision relative à l'agrément de candidature de la société VIRDYS dans l'HÔTEL FRENCH TECH à Montpellier | 648 |
| MD2019-1313 | Décision d'ester en justice "Requête n°1906372-5 TA - Guy RUBAN" | 650 |
| MD2019-1315 | Décision relative à l'agrément de candidature de la société SCCV CANTAUSSEL dans la ZAC de CANTAUSSEL à Saint-Brès | 652 |
| MD2019-1316 | Décision d'ester en justice "Requête n°1906290-6 TA - Nora FLORENT" | 654 |
| MD2019-1317 | Décision d'ester en justice "Requête n°1905694-6 TA - Régis MAITRE" | 656 |
| MD2019-1322 | Décision relative à la donation de Madame Francine Arnal d'une Peinture acrylique aérosol sur toile libre, Pliage, vers 1970 d'André-Pierre Arnal | 658 |
| MD2019-1324 | Décision relative à la donation de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre de Jean-Baptiste REGNAULT (Paris, 1754 - id., 1829), Mars et Vénus, vers 1795 | 660 |

| N°AFFAIRE | Titre des Affaires | Page |
|------------------|--|-------------|
| MD2019-1325 | Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SCI du Trois Mats - Locaux au 4ième étage et 7 places de parking Immeuble "le Belem" à Montpellier | 662 |
| MD2019-1326 | Décision relative à la donation de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre de 3 gouaches de Jean Hugo (Paris, 1894 - Mas de Fourques, 1984) : Décor à quatre personnages, Cheval et personnage à vélo, Méditation sous un arbre | 664 |
| MD2019-1327 | Décision relative au renouvellement de l'adhésion aux associations Fédération Européenne des Cités Napoléoniennes et Sites et cités remarquables de France, association des villes et pays d'art et d'histoire et des sites patrimoniaux | 666 |
| MD2019-1329 | Décision d'ester en justice " Requêtes n°1906236-4 et n°1906237-4 TA - EURL BOUCHERIE LOPEZ" | 668 |
| MD2019-1330 | Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IMAGEAU au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha | 670 |
| MD2019-1332 | Décision relative à l'exercice du Droit de Préemption Urbain (DPU) - Propriété LA SARL LA GRANDE BRASSERIE- lots de copropriété - Parcelle HM 487 - 66 rue du jeu de ballon - Commune de Montpellier | 672 |
| MD2019-1334 | Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété POPESCU - Parcelle LS 13 lots 411-488-595 Résidence Les Allées du Bois - Commune de Montpellier | 680 |
| MD2019-1335 | Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété HARLE - Parcelle LR 51 lot 346 et 433 Résidence Le Nouveau Peyrou - Commune de Montpellier | 684 |
| MD2019-1338 | Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété HAOUHAOU - Parcelle LR 262 lots 494 et 427 Résidence Le Plein Ciel - Commune de Montpellier | 688 |
| MD2019-1339 | Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SAIDI - Parcelle LY 47 lots 626-627-628-629-863-944-945-946-968 La Résidence du Lac - Commune de Montpellier | 692 |
| MD2019-1342 | Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété HARMOUR - Parcelle LR 25 lots 1030-1060-1093 Résidence Bonnier de la Mosson - Commune de Montpellier | 696 |



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Protocole transactionnel pour la parution
d'un magazine spécial "Montpellier
invente l'économie de demain"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

CONSIDERANT :

- Qu'il y a lieu de procéder à un protocole transactionnel afin de payer à la société La Lettre M sise à Montpellier la prestation réalisée ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le protocole transactionnel pour la parution d'un magazine spécial « Montpellier invente l'économie » à l'entreprise La Lettre M, pour un montant de 108 000 euros HT.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 DEC. 2019

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 31 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché
de coordinateur sécurité et santé dans le
cadre de l'opération de réaménagement de
l'Hôtel Montcalm en centre d'art
contemporain (Mandat SA3M MoCo)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et son article 27,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- Vu la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation d'un centre d'art contemporain dans les locaux de l'hôtel Montcalm, à Montpellier, dont la signature a été approuvée par délibération n°13898 en date du 30 juin 2016,

- Vu le marché de coordonnateur santé et sécurité pour cette opération, notifié à l'entreprise Qualiconsult Sécurité par ordre de service le 20 juin 2017, consécutivement à l'approbation expresse du maître d'ouvrage par courrier le 10 mai 2017, et au terme d'une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation, passée dans le respect des dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015 et de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 Mars 2016,

CONSIDERANT :

- que les missions confiées à l'attributaire du marché susmentionné, couvrant les phases conception et réalisation de l'ouvrage, sont définies par les articles R4531-11 à R4532-16 et suivants du code du travail, et déterminées à l'origine selon les dispositions relatives à une opération de catégorie 1, prévoyant ainsi la constitution et le suivi d'un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail ;
- qu'il apparaît au regard de l'étendue de l'opération que le chantier relève d'une opération de catégorie 2, n'obligeant donc pas à la constitution d'un collège inter-entreprises ;
- qu'un avenant au marché initial doit être conclu en conséquence avec l'entreprise attributaire, afin de supprimer cette mission et prendre acte de l'impact financier de cette modification ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché de coordonnateur santé et sécurité pour l'opération de réalisation d'un centre d'art contemporain dans les locaux de l'hôtel Montcalm, à Montpellier, avec l'entreprise Qualiconsult Sécurité, portant le montant global et forfaitaire du marché à 6 560 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 2 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : - 3 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 2 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention
d'occupation temporaire du domaine
public pour la mise en place d'une activité
de restauration- quartier Odysseum -
Avenant n°3 - Décision portant abrogation
de la décision MD2019-693**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, notamment celle d'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
- Vu l'arrêté de délégation de signature accordé à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de « l'Administration générale, aux contentieux et aux affaires juridiques et au protocole » ;
- Vu la délibération n°8978 du 3 juillet 2009, par laquelle, le Conseil a autorisé la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public d'un local commercial jouxtant la patinoire

Végapolis, au profit de la SARL JEDA SCHOLLER pour une durée de 15 ans et pour y créer une activité de type « brasserie parisienne » d'une redevance annuelle de 60 000 € HT ;

- Vu la délibération n°9459 du 1er avril 2010 par laquelle un avenant n°1 à cette convention a été autorisé prenant en compte l'augmentation de la surface mise à disposition à la SARL JEDA SCHOLLER pour recalculer la redevance trimestrielle, la portant à 62 142,86 € HT ;

- Vu la délibération n°9906 du 15 décembre 2010, par laquelle un avenant n°2 à cette convention a été autorisé, afin d'approuver la mensualisation de la redevance d'occupation prévoyant ainsi une redevance mensuelle d'un montant de 5 178,57 € HT ;

- Vu la décision n°MD2019-693 du 29 juillet 2019 par laquelle la signature d'un avenant n°3 a été autorisée afin de préciser les modalités de la cession des parts sociales de la SAS VALSTORG ;

CONSIDERANT :

- que la SAS VALLE HOLDING (SIREN : 794 837 310) représentée par David VALLE et la Société Civile ASTORG HOLDING (SIREN : 514 303 692) représentée par François ASTORG, détentrices des parts sociales de la SAS VALSTORG, ont cédé la totalité de leurs parts sociales à la SAS LAURPI, représentée par Monsieur Pierre DELJARRY en qualité de représentant de la SAS LULIJEM, Présidente de la société acquéreuse,

- qu'à la suite de cette cession des parts sociales, la SAS LAURPI est devenue associée unique de la SAS VALSTORG,

- qu'il convient d'abroger la décision n°MD2019-693 du 29 juillet 2019 autorisant la signature d'un avenant n°3, en ce qu'elle contient une erreur matérielle.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La présente décision abroge et remplace la décision n°MD2019-693 du 29 juillet 2019.

ARTICLE 2 : D'autoriser la signature d'un avenant n°3 qui précise que la SAS VALSTORG demeure titulaire de la convention d'occupation temporaire du domaine public correspondant au local mis à disposition se situant place de France à Montpellier, à la suite de son changement de forme sociale et de la cession de ses parts sociales.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction à signer l'avenant n°3 de la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5024 -
Construction de la station d'épuration de
Murviel-lès-Montpellier - Avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux relatif aux marchés publics,
- VU les dispositions relatives au code des marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »;
- VU la décision n°MD2018-1122 du 28 décembre 2018 attribuant le marché n°5024 relatif à la construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier au groupement SYNTEA/VALERIAN dont le mandataire est l'entreprise SYNTEA sise ZAC des Balarucs – 112 rue Toussaint Fléchaire – 84 510 CAUMONT-SUR-DURANCE, pour un montant de

Montpellier, le

19 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 19 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire 19 DEC. 2019

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction de la Communication**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°G9C0005CO - Exécution graphique,
mise au format des supports de
communication - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les dispositions du Code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi El Kandoussi dans le domaine de « Communication ; Développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique »,
- **CONSIDERANT :**
 - que la direction de la communication a besoin d'un prestataire pour l'exécution graphique et mises au format des supports de communication,
 - qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commandes avec un montant maximum de 200 000 € HT pour une durée de 1 an;
 - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

1 675 000 euros HT et pour une durée d'études et de travaux de 15 mois (hors mise en service et assistance à exploitation) ;

CONSIDERANT :

- que des travaux supplémentaires sont apparus nécessaires pendant la période de préparation afin de permettre une meilleure coordination entre les intervenants et de satisfaire à la demande de la police de l'eau, notamment au regard des cas de modifications autorisées par l'alinéa 2 de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016,

- que ces travaux supplémentaires entraînent la prolongation des délais d'exécution.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°5024 de construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier avec le groupement SYNTEA/VALERIAN dont le mandataire est l'entreprise SYNTEA sise ZAC des Balarucs – 112 rue Toussaint Fléchaire – 84 510 CAUMONT-SUR-DURANCE, avenant d'un montant de 87 820,72 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 1 762 820,72 euros HT, soit une augmentation de +5,24%.

ARTICLE 2 : De prolonger les délais d'exécution de 5 mois (3 mois pour la phase 1 des travaux et 2 mois pour la phase 2 des travaux)

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 3 DEC. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



- 3 DEC. 2019

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire – 3 DEC. 2019

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

- * valeur technique 50%
- * prix 30%
- * délais 20%

- qu'après analyse, le groupement des entreprises LES DISSIDENTS/C.MEIER (34 000 Montpellier) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°G9C0005CO Exécution graphique à au groupement d'entreprises LES DISSIDENTS/C. MEIER pour un montant maximum de 200 000 € HT.
Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930, 933, 936 et 937.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 2 DEC. 2019

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : - 3 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 2 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution d'une
convention de mandat pour la réalisation
d'études préalables à l'aménagement de 8
parcs d'activités économiques sur le
territoire de la Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2014 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 4^{ème} Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines des « Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain ».
- **CONSIDERANT :**
 - qu'un des axes majeurs de la stratégie de développement économique de la Métropole est de permettre l'implantation et le développement d'entreprises en déployant une chaîne complète de solutions foncières et immobilières,

- que parallèlement à la définition de sites à vocation d'activités dans le cadre de la révision du SCoT et face à une situation de pénurie de foncier économique commercialisable sur le territoire de la Métropole, il convient de rattraper le retard accumulé et renforcer l'économie productive du territoire,

- qu'il est par conséquent nécessaire de faire réaliser des études préalables à l'aménagement de 8 parcs d'activités économiques.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de mandat est passée avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

ARTICLE 2 : Le mandat concerne la réalisation d'études préalables à l'aménagement de 8 parcs d'activités économiques sur le territoire de la Métropole.

ARTICLE 3 : La durée prévisionnelle du mandat est égale à 30 mois à compter de l'entrée en vigueur du mandat.

ARTICLE 4 : Il est prévu la réalisation d'études pour un montant prévisionnel de 930 000 € HT, la rémunération du mandataire est égale à 320 000 € HT.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention de mandat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Gilbert PASTOR

Publiée le : - 6 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 6 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative à un emprunt de dix millions d'euros auprès du Crédit Coopératif

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget. Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
 - à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.

Décision n° MD2019-1016

- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,

- Vu l'offre établie par le Crédit Coopératif en réponse à la consultation bancaire de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de Prêt ci-annexé,

- CONSIDERANT que pour financer les investissements inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de conclure un contrat d'emprunt,

- CONSIDERANT qu'à l'issue de l'analyse des offres, la proposition du Crédit Coopératif répond correctement à la demande,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un contrat de prêt long terme avec période de préfinancement est conclu avec le Crédit Coopératif, dont le siège est situé 12 Boulevard Pesaro – CS 10002 – 92024 Nanterre Cedex.

ARTICLE 2 : Le montant du contrat s'élève à 10 000 000 Euros (Dix millions d'Euros).

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

- Score Gissler : 1A,
- Montant : 10 000 000 €,
- Durée de la période de préfinancement : 2 ans,
- Durée totale maximale de consolidation : 20 ans.

Période de préfinancement:

- La période de préfinancement est celle pendant laquelle doit intervenir le versement des fonds qu'ils soient versés en une ou plusieurs fois.
- Durée maximale : 2 ans, qui commence à courir à compter de la signature du contrat par le prêteur, et l'emprunteur et après régularisation des garanties et levée des conditions suspensives éventuelles. Elle prend fin à la date de point de départ d'amortissement du prêt ou le cas échéant, à la date de point de départ de la période de différé d'amortissement du prêt.
- Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur, selon modèle fourni en annexe 1 au contrat, adressée par télécopie ou par courrier à l'agence régionale, au minimum 15 jours calendaires avant la date de versement.
- Taux d'intérêt variable : Euribor 3 mois flooré à 0 assorti d'une marge de +0.40% l'an,
- Base de calcul des intérêts : sur la base d'un mois forfaitaire de 30 jours, d'un trimestre de 90 jours, d'un semestre de 180 jours, et d'une année de 360 jours

- Périodicité des intérêts : trimestrielle, à terme échu, la première échéance étant calculée prorata temporis pour tenir compte de l'écart entre la date de mise à disposition des fonds et la première échéance,
- Commission d'engagement : 7 500€

Période de consolidation :

- La consolidation interviendra à la date de versement intégral des fonds ou au plus tard au terme de la période de préfinancement. Si au plus tard au terme de la période de préfinancement le montant total du prêt n'est pas entièrement versé, le prêteur sera réduit au montant des sommes effectivement utilisées à cette date, sauf prorogation de cette période expressément accordée par le Prêteur. L'emprunteur sera alors redevable d'une commission de dédit égale à 3.5% du montant non mobilisé et non consolidé, exigible à la fin de la période de préfinancement. En cas de versement intégral des fonds avant la fin de la période de préfinancement, l'emprunteur aura la faculté en accord avec le prêteur, de différer le point de départ de l'amortissement dans une période comprise entre la date qui suit le versement de la totalité des fonds et le terme de la période de préfinancement.
- Durée maximale d'amortissement : 20 ans à compter de la date de versement intégral des fonds ou du terme de la période de préfinancement,
- Taux d'intérêt variable : Euribor 3 mois flooré à 0 assorti d'une marge de +0.40% l'an,
- Base de calcul des intérêts : sur la base d'un mois forfaitaire de 30 jours et d'une année de 360 jours
- Périodicité des échéances : trimestrielle à terme échu
- Mode d'amortissement du capital : linéaire
- Remboursement anticipé : possible à chaque échéance pour tout ou partie du capital restant dû moyennant un préavis d'un mois
- Pénalités de remboursement anticipé : pas de pénalité

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte lors du prochain Conseil Métropolitain.

Montpellier, le

- 2 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Max LEVITA



Publiée le : - 3 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 2 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°1 de
prolongation au marché 3938MG15
"Acquisition et livraison de fournitures
d'hygiène"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code des marchés publics ,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, Contentieux ; Affaires juridiques et Protocole »,
- Vu le marché n°3938MG15 Acquisition et livraison de fournitures d'hygiène, accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, d'une durée de 12 mois reconductible, prenant fin au 31/12/2019,

-Vu la décision attribuant le marché n° 3938MG15 à la société IGUAL S.A.S.U, sise 175 rue Gustave Courbet – ZAE du Larzat, 34 750 Villeneuve-lès-Maguelone, l'accord-cadre étant passé sans minimum ni maximum

- CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de prolonger pour une durée de 4 mois le marché 3938MG15 par un avenant n°1 en raison de la redéfinition nécessaire et complexe du besoin qui a fait prendre du retard au lancement d'une nouvelle procédure,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n° 1 à l'accord-cadre n°3938MG15 Acquisition et livraison de fournitures d'hygiène avec la société IGUAL S.A.S.U afin de prolonger la durée du marché de 4 mois. Le marché prendra fin le 30 avril 2020. L'accord cadre étant passé sans maximum le présent avenant ne modifie pas ce seuil .

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée éropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 3 DEC. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : - 3 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 3 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Énergie et Télécom

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°5095MG18 "Marché
d'exploitation et de maintenance en génie
climatique d'une partie des bâtiments de
Montpellier Méditerranée Métropole" -
Modification du Lot 2 "Bâtiments culturels
et sportifs"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD , en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines « Administration générale, Affaires juridiques, Contentieux, Protocole »,

- Vu la notification du 14/01/2018 attribuant le lot 2 « Bâtiment culturels et sportifs » du marché à bon de commande n° 5095MG18 «Marché d'exploitation et de maintenance en génie climatique d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société Spie Facilities, sise 170 rue Henri Farman à Saint-Jean-de-Védas (34 435) pour une durée de 12 mois reconductibles 3 fois 1 année,

- CONSIDERANT :

- Que l'article 1 du CCTP prévoit une évolution du parc bâtiment, à la hausse comme à la baisse,

- Qu'il est nécessaire de modifier le lot n°2 « Bâtiment culturels et sportifs » par un avenant n°1 au marché afin de rajouter le bâtiment « Théâtre du Hangar » situé à Montpellier,

- Que l'avenant n°1 a une incidence financière sur le montant forfaitaire du marché : le montant annuel de l'avenant, pour la partie forfaitaire, est de 1 294 € HT soit un écart introduit par l'avenant de 1,86%. Le nouveau montant annuel du lot n°2 pour la partie forfaitaire est de 70 793,32 € HT. L'avenant n'a aucune incidence financière sur la partie passée en accord cadre à bon de commande, sans minimum, ni maximum.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°5095 « Marché d'exploitation et de maintenance en génie climatique d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole » afin de rajouter dans la liste des bâtiments du Lot 2 « Bâtiment culturels et sportifs » le Théâtre du Hangar à Montpellier.

ARTICLE 2 : De dire que l'avenant n°1 a une incidence financière sur le montant forfaitaire du marché : le montant annuel de l'avenant pour la partie forfaitaire est de 1 294 € HT. Le nouveau montant du Lot n°2 pour la partie forfaitaire est 70 793,32 € HT annuel.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 900, 930, 933, 936 et 938.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 3 DEC. 2019

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD**



Publiée le : - 3 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 3 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Ecolothèque

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M9B0043DC " fabrication et fourniture
de repas Bio en liaison froide pour l'accueil
de loisirs de l'Ecolothèque" - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Stéphanie Jannin dans le domaine « Développement durable, environnement, biodiversité et culture scientifique et technique, Plan Climat Air Énergie Territorial »

- CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu de fabriquer des repas pour l'Accueil de Loisirs de l'Ecolothèque, les mercredis et vacances scolaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commandes d'une durée d'un an ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique 50%
 - ° Valeur des prestations 40%
 - ° Autres critères 10%
- qu'après analyse, l'entreprise ESAT des Hautes Garrigues, route du Frouzet, 34380 Saint Martin de Londres, présente l'offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de fabrication et fourniture de repas Bio en liaison froide pour l'Accueil de Loisirs de l'Ecolothèque à l'entreprise ESAT des Hautes Garrigues, sans montant minimal et avec un montant maximal de 70 000 € HT. Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 DEC. 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Stéphanie JANNIN



Publiée le : 13 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

13 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9C0038AT
"réalisation d'une fontaine - Place de la
Ramade à Saint-Brès" - Attribution -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU le dispositif relatif au Code des marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la voirie et de l'espace public et la mixité dans le parc de logement social public ;

CONSIDERANT :

- que des travaux sont nécessaires pour la réalisation d'une fontaine à la Place de la Ramade à Saint-Brès ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 8 semaines, incluant un délai de préparation de 4 semaines ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique pondérée à 60 % ;
 - Prix pondéré à 40 %.
- qu'après analyse, l'entreprise SIREV sise à Saint Barthélémy d'Anjou (49182) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9C0038AT de travaux relatif à la réalisation d'une fontaine à la Place de la Ramade sur la commune de Saint-Brès à l'entreprise SIREV, pour un montant de 147 106,50 € HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 8 semaines, incluant un délai de préparation de 4 semaines.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 3 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le : - 3 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 3 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un Avenant n° 1 de
prolongation du marché 3937MG15 Lot
n°1 "Acquisition et livraison de fournitures
d'environnement de bureau"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code des marchés publics,
- Vu la délibération établissant les listes des délégations permanentes accordées au Président de Montpellier Méditerranée Métropole par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, Contentieux, Affaires juridiques et Protocole »,
- Vu le marché n°3937MG15 – Lot 1 Acquisition et livraison de fournitures d'environnement de bureau, accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, d'une durée de 12 mois reconductibles, prenant fin au 31/12/2019,
- Vu la décision attribuant le marché n° 3937MG15 Lot 1 à la société LYRECO France, sise rue Alphonse Terroir, 59 770 Marly ; l'accord-cadre étant passé sans minimum ni maximum

Décision n° MD2019-1075

- CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de prolonger pour une durée de 4 mois le marché 3937MG15 Lot 1 par un avenant n°1 en raison de la redéfinition nécessaire et complexe du besoin qui a fait prendre du retard au lancement d'une nouvelle procédure,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n° 1 à l'accord-cadre n°3937MG15 Lot 1 Acquisition et livraison de fournitures d'environnement de bureau avec la société Lyreco France afin de prolonger le marché de 4 mois. Le marché prendra fin le 30 avril 2020. L'accord cadre étant passé sans maximum le présent avenant ne modifie pas ce seuil .

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant 1 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés,

Montpellier, le - 3 DEC. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD

Publiée le : - 3 DEC. 2019

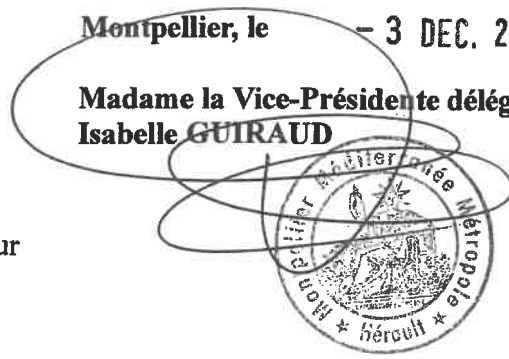
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 3 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
M8D0024DM "Etude de jalonnement sur
le territoire de Montpellier Méditerranée
Métropole"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité.
- Considérant :
- Que dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma Directeur de Signalisation Directionnelle de la Métropole, il est nécessaire de confier à une entreprise spécialisée la production d'études et de projets de définition des carrefours à équiper sur la base du Schéma Directeur existant.

- Qu'une procédure a été lancée en application des articles R2141-1 et R2124-2 et des articles R2162-1 à R2162-46 du Code de la Commande Publique sous forme d'un accord cadre prenant effet dès sa notification pour une période initiale de 1 an. Il est reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- Que les critères d'analyses des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique au regard du mémoire technique (60%)
 - o Prix des prestations au regard du Détails Quantitatif Estimatif (40%)
- Que la Commission d'Appel d'Offre de Montpellier Méditerranée Métropole dans sa séance du 15 octobre 2019 a attribué le marché M8D0024DM après analyse, à la société ASCODE, située impasse opaline - Entrée B - 2090 route des milles 13510 EGUILLES. Cette société propose l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères posés dans le règlement de la consultation.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature de l'accord cadre de la prestation intellectuelle n° M8D0024DM « Etudes de Jalonnement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société ASCODE, sise à EGUILLES. Ce marché prend effet dès sa notification pour une période initiale de 1 an et est reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Article 2 : Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum avec un opérateur économique.

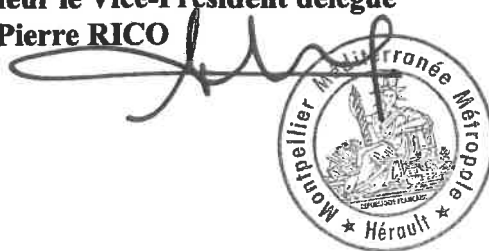
Article 3 : La dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 4 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Article 5 : Monsieur le Direction Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal et Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : 04 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 04 DEC. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Conduites Opérations Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché de travaux
n°4826AT17 - RD610 - Déviation de
Castries - Autorisation de signature du
protocole transactionnel**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace Public ; Mixité dans le parc de logement social public »,

Décision n° MD2019-1085

- Vu la décision n°D2017-370 du 27 juin 2017 attribuant le lot 1 du marché n°4826AT17 au groupement solidaire EIFFAGE (Mandataire) / VALÉRIAN / ANTEA GROUP, sise à Saint Jean de Védas (34430) pour un montant de 4 447 934.39 € HT ;
- Vu la décision n°MD2018-477 du 27 juin 2018 autorisant la signature de l'avenant n°1 du lot 1 du marché 4826AT17 ;
- Vu la décision n°MD2018-933 du 12 novembre 2018 autorisant la signature de l'avenant n°2 du lot 1 du marché n°4826AT17.

- CONSIDERANT :

- que les acomptes 13, 14, 15 et le décompte général n'ont pas pu être payés en raison de la non-signature de l'avenant n°2 de la part du titulaire,
- qu'après discussions, les parties s'accordent sur un montant de 809 051,33 euros HT concernant les acomptes 13, 14, 15 et le règlement des sommes admises du décompte général compte tenu de la réclamation en cours,

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du protocole transactionnel au marché n°4826AT17 d'un montant de 809 051,33 euros HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **- 3 DEC. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSER

Publiée le : - 3 DEC. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : - 3 DEC. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au mandat d'études
préalables à l'aménagement des sites
Naussargues - Mijoulan - Bel Air sur les
communes de Juvignac et Saint-Georges
d'Orques - Avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur à Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines des « Relations internationales, du tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain » ;
- Vu la convention de mandat préalable à l'aménagement des sites Naussargues – Mijoulan – Bel Air, sur les communes de Juvignac et Saint-Georges d'Orques signée le 25 janvier 2018, et notifié le 21 février 2018 au bénéfice de la SA3M,

- CONSIDERANT :

- que les très fortes contraintes écologiques du site, issues des premières études réalisées, conduisent à réorienter la programmation économique de ce grand secteur vers des activités tournées autour de l'agro-écologie,
- que cette réorientation programmatique nécessite de prolonger en conséquence la durée du mandat de 12 mois, portant son terme au 20 février 2021,
- qu'il convient de passer un avenant n°1 à la convention de mandat actant de l'allongement de sa durée de 12 mois,

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au contrat de mandat préalable à l'aménagement des sites Naussargues – Mijoulan – Bel Air, sur les communes de Juvignac et Saint-Georges d'Orques conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M.

ARTICLE 2 : de dire que le terme du mandat d'études préalables est fixé au 20 février 2021.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Gilbert PASTOR

Publiée le : - 6 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 6 DEC. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au mandat d'études
préalables à l'aménagement du site
Saporta
Commune de Lattes - Avenant n°5

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur à Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines des « Relations internationales, du tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain »,
- Vu la convention de mandat d'études préalable à l'aménagement du site Saporta sur la Commune de Lattes, signée le 14 août 2013, et notifié le 19 septembre 2013 au bénéfice de la SAAM devenue SA3M,

Décision n° MD2019-1090

- Vu l'avenant n°1 à la convention de mandat d'études préalables, à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes, conclue avec la SAAM le 4 février 2014,
- Vu l'avenant n°2 à la convention de mandat d'études préalables à l'aménagement, du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes, conclue avec la SAAM devenue SA3M le 9 décembre 2015,
- Vu l'avenant n°3 à la convention de mandat d'études préalables à l'aménagement, du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes, conclue avec la SA3M, le 13 mars 2017,
- Vu l'avenant n°4 à la convention de mandat d'études préalables à l'aménagement, du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes, conclue avec la SA3M le 03 avril 2018,

- CONSIDERANT :

- que les nombreuses contraintes environnementales et foncières s'appliquant sur ce site et les évolutions réglementaires nécessitent de poursuivre les études pour s'assurer de la faisabilité de l'opération,
- qu'il convient de passer un avenant n°5 à la convention de mandat pour acter de l'allongement de sa durée à 99 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2021, sans qu'une évolution du montant global du contrat soit nécessaire,

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°5 au contrat de mandat d'études préalables à l'aménagement du site Saporta, sur la commune de Lattes, conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M. -

ARTICLE 2 : La durée prévisionnelle du mandat initial, égale à 75 mois, est portée à 99 mois.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant n°5 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Gilbert PASTOR

Publiée le : - 6 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 6 DEC. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement du domaine public d'une
emprise de 4 m² avenue de Justice de
Castelnau - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- Vu le problème d'accès pour les véhicules légers au tunnel privé permettant une liaison entre deux opérations immobilières, situé avenue de Justice de Castelnau à Montpellier, le long des emprises du tramway,
- Considérant qu'une emprise d'une superficie de 4 m² à extraire de la parcelle BK 454 permettra de résoudre le problème d'accès au tunnel pour des véhicules légers,
- Considérant que l'emprise concernée pour une superficie de 4 m² n'est pas affectée à l'usage du public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation publique assurées sur ce secteur,

- Considérant la nécessité de constater la désaffectation du domaine public, et de prononcer le déclassement de cette emprise de 4 m² environ, avant de pouvoir la céder,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation du domaine public d'une emprise de 4 m² à extraire de la parcelle cadastrée BK 454 avenue de Justice de Castelnau à Montpellier.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 4 m² à extraire la parcelle cadastrée BK 454 située avenue de Justice de Castelnau à Montpellier et l'intègre à son domaine privé.

ARTICLE 3 : Le service du cadastre sera sollicité pour procéder au numérotage cadastral de l'emprise, qui est désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 5 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : - 6 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 6 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M9C0028DC " Renouvellement des
équipements audiovisuels du musée Fabre
- Lots 1 et 2" - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine de la culture ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché pour le renouvellement des équipements audiovisuels du musée Fabre ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du code de la commande publique, sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de 1 an, reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans ;

- que les critères d'analyse pour le jugement des offres des lots n°1 et n°2 étaient les suivants :

- ° Valeur technique : 60%
- ° Prix des prestations : 40%

- qu'après analyse, l'entreprise ID SCENES, sise 3441 Avenue Etienne Méhul - ZAC GAROSUD BP 25504, 34071 Montpellier Cedex 3 présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour les lots n°1 et n°2.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M9C0028DC « Renouvellement des Equipements Audiovisuels du Musée Fabre » à :

- L'entreprise ID SCENES pour le lot n°1, pour un montant maximal annuel fixé à 25 000 € HT, soit 75 000 € HT pour la durée totale du marché. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an, reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.
- L'entreprise ID SCENES pour le lot n°2, pour un montant maximal annuel fixé à 35 000 € HT, soit 105 000 € HT pour la durée totale du marché. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an, reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

16 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 16 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant n°4 au marché
complémentaire n°2127 pour la
"Réalisation de l'unité de méthanisation
AMETYST"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- VU la convention de mandat en date du 26 février 2004 au bénéfice de la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST ;
- VU la délibération n°10431 en date du 29 septembre 2011 attribuant le Marché complémentaire pour l'unité de méthanisation Ametyst à Montpellier, à l'entreprise SERM, pour un montant de 273 100, 00 euros HT.

- **VU** la délibération n° 12441 du 31 juillet 2014 autorisant la signature de l'avenant n° 1 au Marché complémentaire pour l'unité de méthanisation Ametyst à Montpellier, avenant passé pour un montant de 30 000 euros HT ;
- **VU** la délibération n°13334 du 30 septembre 2015 autorisant la signature de l'avenant n° 2 au Marché complémentaire pour l'unité de méthanisation Ametyst à Montpellier, sans incidence financière ;
- **VU** la délibération n°2018-587 autorisant la signature de l'avenant n° 3 au Marché complémentaire pour l'unité de méthanisation Ametyst à Montpellier, avenant passé pour un montant de 10 965 euros HT et prolongeant la durée du marché ;

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de passer un avenant n° 4 au Marché complémentaire pour l'unité de méthanisation Ametyst à Montpellier pour modifier la durée, le planning ainsi que l'assurance de celui-ci.

Durée et planning

Le troisième paragraphe point 3.2 de l'article 3 du marché complémentaire est rédigé comme suit :

« Pour l'appréciation de ce terme, il est précisé que la réception des derniers travaux est prévue fin du premier semestre 2020, sans que le Mandataire puisse être tenu responsable des retards qui n'auraient pas pour cause sa faute personnelle et caractérisée. »

Assurances

L'article 8.2 du marché complémentaire est modifié comme suit :

« L'assurance responsabilité civile décennale « constructeur non réalisateur » (RCD-CNR) ne pouvant se souscrire que dans le cadre d'une police d'assurance Dommages Ouvrages et le marché complémentaire ne prévoyant pas la souscription d'une police d'assurance Dommages Ouvrages pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, le mandataire n'aura pas à souscrire une police de RCD-CNR. »

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 4 au marché avec l'entreprise SERM, avenant n° 4, sans incidence financière.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 DEC. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL



Publiée le : 30 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

30 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AE 151 située lieu-dit Cabanis -
Commune de Prades-le-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la demande de Madame Lisiane IVORRA en date du 4 novembre 2019, qui propose de céder à Montpellier Méditerranée Métropole, la parcelle AE 151 d'une superficie de 159 m²,
- Considérant la nécessité de régulariser la situation juridique de cette emprise aménagée voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame IVORRA, la parcelle AE 151 d'une superficie de 159 m², située Lieu-dit Cabanis sur la commune de Prades-le-Lez, afin de régulariser la situation juridique de cette emprise déjà aménagée en voirie.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien, à savoir une portion de voie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 04 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 04 DEC. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision modificative relative aux marchés
n°4737MG17 - Maintenance multi-
technique du Siège de la Métropole et des
bâtiments annexes avec travaux associés à
la maintenance, n°4983MG18 - Nettoyage
des locaux de Montpellier Méditerranée
Métropole et n°5095MG18 - Exploitation
et maintenance en génie climatique d'une
partie des bâtiments de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Isabelle GUIRAUD dans le domaine
« Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques, Protocole »,

- Vu la décision D2017-638 attribuant le marché n°4737MG17- Maintenance multi-technique du
Siège de la Métropole et des bâtiments annexes avec travaux associés à la maintenance à
l'entreprise VINCI FACILITIES/CEGELEC MAINTENANCE TERTIAIRE SUD-EST, sise à Rue
Henri Becquerel – 63, allée Niels Bohr – CS 59014 – 34965 Montpellier Cedex 2 pour un montant
de 215 184€ HT (part forfaitaire) et sans minimum ni maximum pour la partie à prix unitaires et
pour une durée de 4 années,

- Vu la décision MD2018-711 (modifiée par la MD2018-832) attribuant le marché n°4983MG18 -
Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole :

- Lot n°1 à l'entreprise ARC EN CIEL SUD-EST, pour un montant forfaitaire annuel (DPGF) de
235 077,48€ HT et sans minimum ni maximum sur la partie des prestations faisant l'objet d'un
accord-cadre à bons de commande,

- Lot n°2 à l'entreprise HYGIE SPHERE, pour un montant forfaitaire annuel (DPGF) de 25 474,24€
HT et sans minimum ni maximum sur la partie des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à
bons de commande,

- Vu la décision MD2018-1057 (modifiée par la MD2019-015) attribuant le marché n°5095MG18 -
Exploitation et maintenance en génie climatique d'une partie des bâtiments de Montpellier
Méditerranée Métropole :

- Lot n°1 « Locaux administratifs », à l'entreprise SPIE FACILITIES pour un montant forfaitaire
annuel de 3 948,08 euros HT et sans minimum ni maximum sur la partie des prestations faisant
l'objet d'un accord-cadre à bons de commande,

- Lot n°2 « Bâtiments culturels et sportifs », à l'entreprise SPIE FACILITIES pour un montant
forfaitaire annuel de 69 499,32 euros HT et sans minimum ni maximum sur la partie des prestations
faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande ;

- CONSIDERANT :

-Que les décisions visées ci-dessus comportent une erreur matérielle en raison de l'omission du
chapitre 900 parmi les chapitres énumérés pour l'imputation des dépenses sur le budget principal,

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que les dépenses seront également imputées sur le budget principal de
Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900, pour les marchés n°4737MG17, 4983MG18 et
5095MG18.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document
relatif à cette affaire,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole
et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de
l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 3 DEC. 2019

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD**



Publiée le : - 3 DEC. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : - 3 DEC. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Mandat de réinvestissement de la Lauze -
Commune de Saint Jean de Védas -
Avenant n°1 - Approbation - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur à Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines des « Relations internationales, du tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain »,
- Vu la convention de mandat d'études et de travaux pour le réinvestissement du secteur d'activités économiques de la Lauze sur la commune de Saint Jean de Védas, signée 28 juin 2018, et notifiée le 4 juillet 2018 à son bénéficiaire (la SA3M).

CONSIDERANT :

OK

Décision n° MD2019-1125

- qu'au regard de l'avancement des études préalables, le calendrier de versements des avances ne permet pas un lissage optimisé de la trésorerie,
- qu'il convient de différer d'un an le versement d'une part importante de l'avance due initialement par la collectivité en 2020 ; mais que le décalage de cette avance nécessite de reporter son remboursement en fin d'opération pour réduire les frais financiers durant les travaux,
- que la répartition des missions a évolué tout en restant dans l'enveloppe financière initiale.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au contrat de mandat d'études préalables et de travaux de réinvestissement du secteur d'activités économiques de la Lauze sur la commune de Saint Jean de Védas, conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M.

ARTICLE 2 : le versement de l'avance de 300 000 € par Montpellier Méditerranée Métropole, prévu initialement à la notification de la tranche optionnelle (travaux), est reporté à la désignation des premières entreprises.

ARTICLE 3 : la totalité des avances sera remboursée à la fin du mandat.

ARTICLE 4 : le planning détaillé de la phase d'études préalables est prolongé de 3 mois pour une durée globale de mandant inchangée.

ARTICLE 5 : la répartition des missions d'études préalables est réajustée, sans que ne soit modifié le budget global.

ARTICLE 6 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Gilbert PASTOR

Publiée le : - 6 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

- 6 DEC. 2019



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

8



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
n° 4676DM16 d'exploitation du parking
Vicarello**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n°14050 en date du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des « Transports et Mobilité »,
- Vu la décision n°2016-952 exécutoire en date du 17 janvier 2017, attribuant le marché n°4676DM16 d'exploitation du parking Vicarello (situé sur la commune de Castelnau-le-lez) à la

société Transport de l'agglomération de Montpellier, pour un montant de 74 001,00 € HT pour une durée de 3 ans,

- **CONSIDERANT** : que le marché, arrivant à échéance le 31 décembre 2019, doit être prolongé de 3 mois afin de permettre l'attribution d'un nouveau marché d'exploitation du parking Vicarello qui débutera le 1er avril 2020.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché d'exploitation du parking Vicarello avec l'entreprise Transport de l'agglomération de Montpellier, avenant n°1 d'un montant de 6 166,75 € HT, portant le nouveau montant du marché à 80 167,75 € HT.

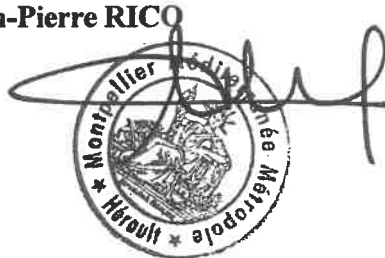
ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 au marché 4676DM16 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 4 DEC. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : **0 4 DEC. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 4 DEC. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à avenant n°1 au mandat
d'études du Domaine du Chapitre -
Commune de Villeneuve-lès-Maguelone -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur à Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines des « Relations internationales, du tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain »,
- Vu la convention de mandat d'étude portant sur le secteur du Domaine du Chapitre sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, signée 9 mars 2018, reçu en Préfecture le 12 mars 2018 et notifiée le 28 mars 2018 à son bénéficiaire (la SA3M),
- **CONSIDERANT**
- que les études de la tranche ferme (faisabilité et première approche financière) ont été finalisées au cours de l'été 2019,

Décision n° MD2019-1128

- que le déclenchement de la tranche optionnelle (approfondissement du parti d'aménagement, poursuite des études notamment techniques, montage juridique et opérationnel) étant conditionné par une validation de la part de SupAgro, il est nécessaire de prolonger la durée totale du mandat jusqu'à la fin de l'année 2020,
- qu'au regard de l'allongement de la durée du mandat consécutif au délai de décision des partenaires du projet et des interfaces à assurer entre les différents partenaires, une rémunération supplémentaire du mandataire (8 000 € HT) est nécessaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au contrat de mandat d'étude portant sur le secteur du Domaine du Chapitre sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M.

ARTICLE 2 : de prolonger la durée du mandat jusqu'au 28 décembre 2020.

ARTICLE 3 : d'augmenter la rémunération de l'aménageur de 8 000 € HT.

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Gilbert PASTOR

Publiée le : - 6 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture 6 DEC. 2019



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n° 2 au
marché 3362GD13 de travaux pour la
réalisation du casier n° 2 de l'Installation
de Déchets Non Dangereux de Castries
(ISDND) - lot 03A**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- Vu la délibération n°11964 du 04 novembre 2013 autorisant la signature du marché de « Réalisation du casier n°2 de l'installation de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Castries (34) -

Décision n° MD2019-1131

lot 3 : Réseau de collecte et unité de valorisation » avec l'entreprise GRS VALTECH, pour un montant global de 439 600 euros HT soit 510 713 euros TTC et une durée de 5 ans, pour une fin prévue au 05/12/2019.

- Vu la décision n°2018-480 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché 3362GD13 de « Réalisation du casier n° 2 de l'Installation de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Castries (34) – lot 03 : réseau de collecte et unité de valorisation et sous lot 03A : réseau de collecte et unité de traitement du biogaz » ;

- CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de passer un avenant n° 2 au marché 3362GD13 de « Réalisation du casier n° 2 de l'Installation de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Castries (34) – lot 03 : réseau de collecte et unité de valorisation et sous lot 03A : réseau de collecte et unité de traitement du biogaz »,

- Que Montpellier Méditerranée Métropole a été autorisée à exploiter le casier n° 2 de l'installation de Stockage de Déchets Non Dangereux de Castries selon les dispositions de capacité et de durée fixées par l'article 1.2.2.3 de l'arrêté n° 2013-I-2234 B, l'exploitation du casier n°2 ayant ainsi débuté le 21 mai 2014 pour une durée prévisionnelle de 5 ans et un tonnage maximum autorisé de 415 000 T,

- Que par arrêté préfectoral complémentaire n°2019-I-590 en date du 17 mai 2019, l'exploitation de l'ISDND a été prolongée jusqu'au 30 novembre 2019 pour atteindre le tonnage autorisé de 415 000 T, sans augmentation de capacité,

- Que cette prolongation n'entraîne aucune autre évolution des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et n'apporte donc pas de modification substantielle aux activités et installations autorisées,

- Que cette prolongation de l'activité d'exploitation du site a pour effet de devoir différer le démarrage des travaux de réalisation des puits verticaux de captage du biogaz, ces derniers devant être réalisés à la fin de l'activité du casier,

L'avenant n° 2 au marché a donc pour objet de prolonger la durée du marché 3362GD13 de 6 mois (jusqu'au 06 juin 2020), sans incidence financière, pour permettre la mise en œuvre du puits et du réseau de captage du biogaz conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché 3362GD13 de « Réalisation du casier n° 2 de l'Installation de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Castries (34) – lot 03 : réseau de collecte et unité de valorisation et sous lot 03A : réseau de collecte et unité de traitement du biogaz » avec l'entreprise GRS VALTECH, 112 chemin des Mûres, 69 780 Saint Pierre de Chandieu, avenant sans incidence financière et qui prolonge la durée du marché de 6 mois, soit jusqu'au 06 juin 2020.

Décision n° MD2019-1131

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 3 DEC. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : - 3 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 3 DEC. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°3 au
marché n°3951DC15 de gardiennage du
musée Fabre de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- Vu la délibération n°13180 en date du 22 juillet 2015 attribuant le marché n°3951DC15 de gardiennage du musée Fabre à l'entreprise GIP LR, pour un montant de 4 900 240,40 euros HT (toutes reconductions confondues), pour les prestations rémunérée à prix forfaitaire et un montant sans minimum, ni maximum pour les prestations faisant l'objet de bons de commandes.

- Vu la délibération n°14096 en date du 28 septembre 2016 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché susmentionné, portant le nouveau montant forfaitaire annuel du marché à 1 221 945,66 euros HT ;
- Vu la décision n°MD2018-1011 en date du 3 décembre 2018 autorisant la signature de l'avenant n°2 au marché susmentionné pour son transfert de la société GIP LR à la société GIP SECURITE (sans incidence financière) ;
- **CONSIDERANT :**
 - Que le marché susmentionné arrivera à échéance du 31 décembre 2019 et qu'une nouvelle consultation n°M9D0089DC en appel d'offres relative aux prestations de gardiennage du musée Fabre de Montpellier a été lancée et est en cours de procédure ;
 - Qu'afin d'assurer la continuité des prestations de gardiennage durant le temps d'achèvement de la procédure de passation du nouveau marché, ce marché doit être prolongé de 4 mois, soit du 1^{er} janvier au 30 avril 2020,
 - Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 26 novembre 2019 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 de prolongation de 4 mois, au marché de gardiennage du musée Fabre de Montpellier avec l'entreprise GIP SECURITE. Le montant de l'avenant pour la partie forfaitaire est de 407 315,22 euros HT, portant le nouveau montant forfaitaire du marché à 1 629 260,90 euros HT . Les prestations ponctuelles rémunérées par application des prix unitaires du BPU sont sans minimum ni maximum annuel. A titre indicatif, le montant de la dépense est estimé à 150 000 € H.T pour la durée de l'avenant.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 04 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative à l'avenant n°1 au marché subséquent M9D0043AT "travaux d'aménagement de la rue F. Soubeyran et l'allée de la Cour Haute" - Commune de Jacou

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la voirie et de l'espace public et la mixité dans le parc de logement social public ;
- **VU** la décision n° MD2019-544 attribuant le marché subséquent n°M9D0043AT (Lot 3 « 3M Est – Pôle Cadoule et Bérange et pôle Vallée du Lez » de l'accord-cadre) relatif aux travaux d'aménagement de la rue F. Soubeyran et de l'allée de la Cour Haute à Jacou à la Société Eurovia Languedoc Roussillon sise à Baillargues (34671), pour un montant de 245 364,50 euros HT pour la tranche ferme et 95 794,00 euros HT pour la tranche optionnelle 1. Les délais d'exécution sont de

10 semaines pour la Tranche ferme et 8 semaines pour la tranche optionnelle 1, non comprise la période de préparation de 4 semaines pour chacune des tranches.

CONSIDERANT :

- Que les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir en application de l'alinéa 3° de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, pour les marchés conclus avant le 1er avril 2016, et notamment que le maître d'œuvre et l'entreprise n'avaient pas connaissance de l'état du collecteur pluvial étant donné que l'ITV a eu lieu ultérieurement à la passation du marché
- Que ces travaux entraînent une plus-value financière de 4,12 % soit un montant de 10 104,16 € HT, portant le nouveau montant de la tranche ferme du marché à 255 468,66 € HT. Le délai d'exécution reste inchangé.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché subséquent n° M9D0043AT relatif aux travaux d'aménagement de la rue F. Soubeyran et de l'Allée de la Cour Haute à Jacou avec la Société Eurovia Languedoc Roussillon sise à Baillargues (34671), avenant n°1 de 4,12 % soit un montant de 10 104,16 € HT sur la tranche ferme, portant le nouveau montant de la tranche ferme à 255 468,66€HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 3 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : - 3 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 3 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
SOLEGE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 30 octobre 2015 passée entre la Métropole et la société SOLEDGE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant en date du 20 novembre 2018,
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 19 septembre 2019,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance, que la société SOLEDGE a trouvé une solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole mais que les futurs bureaux ne seront disponibles qu'au premier trimestre 2022 et qu'en conséquence, pour éviter 2 déménagements successifs engendrant des frais financiers, elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire

DECIDE

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SOLEDGE pour une période de douze mois à compter de sa notification soit jusqu'au 31 octobre 2020.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SOLEDGE pour la surface de 104,05 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 225,70 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n° M2018-694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 11 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 11 DEC. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché
n°M9C0008RI de fourniture d'une
infrastructure réseau avec accès internet
pour la coupe du monde féminine 2019 de
la FIFA**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- Vu la décision n° MD2019-447 en date du 23 avril 2019 attribuant le marché n° M9C0008RI de fourniture d'une infrastructure réseau avec accès internet pour la coupe du monde féminine 2019 de

la FIFA à l'entreprise ORANGE SAS, marché à prix mixte qui court de sa notification jusqu'au 1^{er} juillet 2019, pour lequel les prestations relatives à l'accès internet et l'infrastructure réseau sont rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire pour un montant de 82 290,40 € H.T., et les prestations relatives aux astreintes sont rémunérées par application des prix fixés au bordereau des prix unitaires, applicables pendant toute la durée du marché aux quantités réellement exécutées, sans minimum et avec un maximum de 25 000,00 € HT,

CONSIDÉRANT :

- que le marché n° M9C0008RI de fourniture d'une infrastructure réseau avec accès internet pour la coupe du monde féminine 2019 de la FIFA prévoit des dépenses devant être ventilées à la fois dans la section de fonctionnement et dans la section d'investissement,
- la nécessité, au regard de l'imputation de la dépense prévue par la décision susmentionnée, de prévoir également une imputation de la dépense sur le chapitre 903,
- que cette modification n'a aucune incidence sur le marché en question,

D É C I D E

ARTICLE 1 : De modifier l'article 2 de la décision n° MD2019-447 en date du 23 avril 2019 attribuant le marché n° M9C0008RI de fourniture d'une infrastructure réseau avec accès internet pour la coupe du monde féminine 2019 de la FIFA à l'entreprise ORANGE SAS.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **04 DEC. 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 04 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **04 DEC. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M9D0083VD
relatif au "Suivi post-exploitation de
l'ISDND de Castries - lots 1, 2 et 3" -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les dispositions relatives au Code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté 2017/190 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché pour le «Suivi post-exploitation de l'ISDND de Castries – lot n° 1 : Suivi général, entretien courant et maintenance des équipements techniques du bâtiment, prélèvements et analyses environnementales réglementaires périodiques du site de Castries, lot n° 2 : Exploitation de l'unité de traitement des lixiviats du site de Castries et lot n° 3 : travaux de

maintenance du réseau de captage et de traitement du biogaz, des dispositifs d'étanchéité de collecte et de stockage des eaux du site de Castries » ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles R. 2124-1 et R. 2124-2, R. 2162-2 à R.2162-5 du code de la commande publique sous la forme d'un appel d'offres ouvert alloti, pour une durée totale de 3 ans (période initiale d'un an reconductible deux fois maximum) ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

° Valeur technique : 60 %

° Prix au regard du Détail Quantitatif Estimatif : 40 %

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 29 octobre 2019 a :

- été informée du choix de l'entreprise SMTVD SA, 765, rue Henri Becquerel, 34 000 Montpellier, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- été informée du choix de l'entreprise OVIVE SAS, ZIA – 10, rue de Lorival, 59 113 Seclin, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- été informée du choix de l'entreprise GRS VALTECH, 112, chemin de Mire, 69 780 Saint Pierre de Chandieu, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M9D0083VD relatif au « Suivi post-exploitation de l'ISDND de Castries » :

- à l'entreprise SMTVD, pour le lot n° 1 de « Suivi général, entretien courant et maintenance des équipements techniques du bâtiment, prélèvements et analyses environnementales réglementaires périodiques du site de Castries », avec un montant estimatif de 640 000 € HT sur la durée totale du marché de 3 ans
- à l'entreprise OVIVE SAS, pour le lot n° 2 de « Suivi général, entretien courant et maintenance des équipements techniques du bâtiment, prélèvements et analyses environnementales réglementaires périodiques du site de Castries », avec un montant estimatif de 665 000 € HT sur la durée totale du marché de 3 ans
- à l'entreprise GRS VALTECH, pour le lot n° 3 de « Suivi général, entretien courant et maintenance des équipements techniques du bâtiment, prélèvements et analyses environnementales réglementaires périodiques du site de Castries », avec un montant estimatif de 233 000 € HT sur la durée totale du marché de 3 ans.

Chaque lot est conclu pour une durée d'un an reconductible deux fois maximum pour une durée totale de trois ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 DEC. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL



Publiée le : 11 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4470DM16 -
Avenant n°1 - Ajout de prix
supplémentaires au bordereau des prix
unitaires du lot n°1 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président Délégué aux Transports et à la Mobilité,
- VU la délibération n° 14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;

Décision n° MD2019-1152

-VU la délibération n°13790 du 14 avril 2016 autorisant le lancement de la procédure et la signature du marché.

Considérant :

- Que dans le cadre de la mise en œuvre d'une signalisation directionnelle piétonne au centre-ville de Montpellier, il est nécessaire de compléter le bordereau des prix du lot n°1 du marché à bons de commande n°4470DM16 par un prix supplémentaire pour ce qui relève de prix relatifs à la fourniture de lattes de signalisation directionnelle piétonne.
- Que cette modification n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 relatif à l'ajout d'un prix supplémentaire au bordereau des prix du Lot n°1 du marché n°4470DM16 pour la durée totale du marché.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **04 DEC. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : 04 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **04 DEC. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant N°3 au
marché 5081AT18 relatif aux travaux de
réaménagement de l'Avenue de Fontcaude
à Juvignac - autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE,
- VU le marché N°5081AT18 – Lot 1, relatif aux travaux de réaménagement de l'avenue de Fontcaude à Juvignac conclu avec le groupement Eurovia / Bonnet TP sise à Juvignac (34990), pour un montant de 1 327 711,68 € HT.

Considérant :

- qu'à la demande du maître d'ouvrage, des travaux supplémentaires ont été nécessaires et notamment : travaux de traversées d'arrosage complémentaires, reprises de bordures le long de l'avenue du Perret et Grand Chêne Blanc, la mise à la côte d'ouvrages existants non réalisés par le concessionnaire ;
- que ces modifications ont nécessité l'ajout de prix nouveaux, notifiés par ordre de service n°5 ;
- que le marché de travaux, et notamment le lot n°1 a été notifié le 15 octobre 2018, pour un délai d'exécution des travaux de la phase 3 de 7,5 mois à compter de l'OS de démarrage, période de préparation comprise et un délai d'exécution de la phase 4 de 5 mois à compter de l'OS de démarrage, période de préparation comprise ; le délai d'exécution de la phase 3 a été prolongé de 17 jours par avenant n°2 ;
- que l'objet du présent avenant consiste à entériner le montant des plus-values ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché n°5081AT18 – Lot n°1 relatif aux travaux de réaménagement de l'avenue de Fontcaude à Juvignac conclu avec le groupement Eurovia / Bonnet TP sise à Juvignac (34990), pour un montant en plus-value de 51 427,26 € HT, soit une augmentation de 14,10 % par rapport au marché initial toutes modifications contractuelles confondues (avenants 1, 2 et 3).

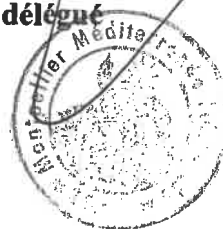
Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 3 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le : - 3 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 3 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une convention
d'occupation temporaire du domaine privé
- Parcelle cadastrée section AK n° 221p -
Commune de Baillargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines de l'administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- Vu le projet de convention d'occupation temporaire consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de Monsieur Gérard SERRE, domicilié Domaine du Bosc à Mudaison (34130), sur une partie de la parcelle située sur la commune de Baillargues, cadastrée section AK n° 221p d'une contenance de 8 068m²,

- Considérant que la parcelle en cause peut, grâce à ce conventionnement, permettre d'éviter tout risque d'occupation illicite dans l'attente de la réalisation des travaux d'aménagement à intervenir,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine privé est passée pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} décembre 2019 jusqu'au 30 novembre 2021, entre Monsieur Gérard SERRE et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire sur la parcelle située sur la commune de Baillargues, cadastrée section AK n° 221p d'une contenance de 8 068m².

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de cinquante euros (50€).

ARTICLE 3 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **04 DEC. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 04 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

04 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
POLIGMA au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n° M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 19 décembre 2016, passée entre la Métropole et la société POLIGMA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant en date du 20 novembre 2017,

- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 12 novembre 2019,

- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société POLIGMA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société POLIGMA jusqu'au 30 novembre 2020.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société POLIGMA pour la surface de 29,76 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 410,39 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2018 - 694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 DEC. 2019

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 11 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **11 DEC. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession au profit
d'Angelotti Promotion parcelle cadastrée
BK 462 avenue de Justice de Castelnau
commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.112-8, L.141-3 et L.141-12,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- Vu la décision n° D2019-1092 en date du 5 décembre 2019 relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 4 m² située avenue de Justice de Castelnau - commune de Montpellier,
- Vu la demande d'Angelotti Promotion d'acquérir la parcelle cadastrée BK 462 d'une superficie de 4 m², située avenue de Justice de Castelnau - commune de Montpellier, permettant l'accès des véhicules légers au tunnel de liaison entre les deux opérations immobilières, le long des emprises du tramway,

- Vu l'estimation de France Domaine n° 2019-172V1420 en date du 12 novembre 2019,
- Considérant qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à Angelotti Promotion la parcelle cadastrée BK 462, d'une superficie de 4 m², située avenue de Justice de Castelnau sur la commune de Montpellier, permettant l'accès des véhicules légers au tunnel de liaison entre les deux opérations immobilières, le long des emprises du tramway.

ARTICLE 2 : Cette vente sera réalisée au prix fixé par France Domaine, à savoir 100 €/m² soit un montant total de 400 € pour une superficie de 4 m².

ARTICLE 3 : L'acte notarié constatant la transaction sera rédigé aux frais des acquéreurs.

ARTICLE 4 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17-DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition d'une
emprise de 21 m² à extraire de la parcelle
ZB 402 - Chemin des Crouzettes -
Commune de Montaud

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la délibération d'ACM Habitat prise en bureau en séance du 10 octobre 2019, entérinant la cession à Montpellier Méditerranée Métropole de deux emprises d'une superficie respective de 18 m² et de 3 m² à détacher de la parcelle ZB 402 en nature de voirie, située sur la commune de Montaud,
- CONSIDERANT qu'il convient de régulariser la propriété foncière de ces deux emprises intégrées à la voirie, chemin des Crouzettes sur la commune de Montaud,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès d'ACM Habitat deux emprises d'une superficie respective de 18 m² et 3 m² à extraire de la parcelle ZB 402 située chemin des Crouzettes sur la commune de Montaud, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir des emprises déjà intégrées dans la voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **31 DEC. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **31 DEC. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **31 DEC. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant à la
convention d'Opération Programmée
d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)
Courreau, Figuerolles, Nord-Ecusson -
Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Noël SEGURA en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, notamment celle de prendre toute décision concernant la signature des conventions de type OPAH, PIG, POPAC, Plan de sauvegarde,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à M. SEGURA, dans le domaine du « Logement »,
- Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R327-1, L.321-1 et suivants, R321-1 et suivants,
- Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat (Anah),
- Vu le Programme Local de l'Habitat, adopté par délibération du Conseil de Métropole du 18 novembre 2019,

Décision n° MD2019-1173

- Vu la convention de délégation de compétence du 30 mai 2016 conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'État, en application de l'article L. 301-5-1
- Vu la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé du 30 mai 2016 conclue entre le délégataire et l'Anah
- Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, en application de l'article R. 321-10 du code de la construction et de l'habitation, en date du 26 septembre 2019
- Vu la convention d'OPAH-RU volet CD Courreau, Figuerolles, Nord-Ecusson (CFNE) signée le 9 décembre 2016, après délibération du 28 septembre 2016,
- Vu la mise à disposition préalable du projet d'avenant au public entre le 26 septembre et le 25 octobre 2019,

- CONSIDERANT :

- Que le bilan de l'OPAH CFNE réalisé en mars 2019 a permis de constater le très bon résultat du dispositif en matière de logements locatifs privés réhabilités, avec un objectif initial de 48 logements locatifs privés à réhabiliter sur 5 ans déjà atteint et un prévisionnel de 49 nouveaux logements encore à financer,
 - Qu'il est souhaitable d'élargir le périmètre actuel de l'OPAH RU CFNE pour inclure un nouvel îlot comportant notamment une opération de réhabilitation d'envergure en sortie de péril sur l'immeuble situé au 7 rue Boussairolles.
 - Qu'il y a lieu de réaffecter l'enveloppe de crédits de Montpellier Méditerranée Métropole dans l'objectif de répondre aux objectifs actualisés, notamment pour la réhabilitation de logements locatifs privés.
- La Métropole participera aux travaux :
- sur fonds délégués Anah à hauteur de 4 077 250 €, soit une subvention augmentée de 1 623 497 € (811 748 €/2ans)
 - sur fonds propres à hauteur de 1 089 101 €, soit une subvention augmentée de 258 232 € (129 116 €/2ans)

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant à la convention d'OPAH-RU volet CD Courreau, Figuerolles, Nord-Ecusson conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Anah.

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur Noël SEGURA à signer l'avenant n°1 de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat CFNE ainsi que tous documents relatifs à cette affaire, en sa qualité de Vice-Président délégué au Logement de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, est chargé de l'exécution de la présente décision.

CF

Décision n° MD2019-1173

10 DEC. 2019

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 10 DEC. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 10 DEC. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un échange foncier sans
soulte avec les consorts CAISSO sur la
commune de Fabrègues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret numéro 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la communauté d'agglomération de Montpellier.
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €.
- VU la décision du Président n°2019-947 en date du 19 septembre 2019 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 75 m², en cours de numérotation cadastrale, située rue Croix de la Mission, commune de Fabrègues,

- VU la promesse unilatérale de vente signée le 28 octobre 2019 par les consorts CAISSO concernant les parcelles cadastrées AE 37partie et AE 38partie dont ils sont propriétaires, d'une superficie respective de 294 m² et 61 m² situées rue Croix de la Mission à Fabrègues pour les échanger, sans versement d'une soulte, avec une parcelle d'une superficie de 75 m² issue du domaine public, aujourd'hui désaffectée et déclassée, en cours de numérotation cadastrale, telle que figurée en teinte verte sur le plan joint,

- VU l'avis des services du Domaine en date du 12 novembre 2019,

-CONSIDERANT que l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles AE 37partie et AE 38partie permettra l'installation d'un poste de refoulement des eaux usées rue Croix de la Mission à Fabrègues,

-CONSIDERANT que la cession par Montpellier Méditerranée Métropole à l'indivision CAISSO d'une emprise de 75 m², n'est pas de nature à remettre en cause les projets de la Métropole sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'indivision CAISSO, les parcelles cadastrées AE 37partie (294 m²) et AE 38partie (61 m²) situées rue Croix de la Mission à Fabrègues.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à l'indivision CAISSO, domiciliée rue Croix de la Mission à Fabrègues, la parcelle en cours de numérotation cadastrale d'une superficie de 75 m² située rue Croix de la Mission à Fabrègues, accessoire de voirie, préalablement désaffectée et déclassée.

ARTICLE 3 : L'échange foncier a lieu sans soulte compte tenu de l'accord entre les consorts CAISSO et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 5 : Monsieur le Président, ou toute autre personne ayant reçue délégation à cet effet, est autorisé à signer l'acte authentique constatant l'échange foncier ainsi que tout autre document relatif à l'affaire visée aux articles 1 et 2.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

5 DEC. 2019

Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : - 6 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 6 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
N°M9D0102AT - Travaux de
réaménagement de l'avenue Champ des
Moulins à Murviel lès Montpellier -
autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les dispositions du Code de la Commande publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace public ; Mixité dans le parc de logement social public »,
- Vu la décision n° MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018,

- **CONSIDERANT :**

- que des travaux de réaménagement sont nécessaires sur l'avenue Champ des Moulins à Murviel-lès-Montpellier,
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot 1 « 3M Ouest », sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de : 2 mois pour la Tranche Ferme, 3 mois pour la Tranche Optionnelle 1 et 4 mois, période de préparation de 1 mois pour chaque tranche non comprise,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix pondéré à 40 %,
 - Valeur technique pondérée à 60 %,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°M9D0102AT relatif aux travaux de réaménagement de l'avenue Champ des Moulins à Murviel-lès-Montpellier à la Société Eiffage sise à Saint Jean de Védas (34433) pour un montant estimatif de 103 563,03 € HT pour la tranche ferme, 107 999,61 € HT pour la tranche optionnelle 1, 178 391,46 € HT pour la tranche optionnelle 2, soit un total estimatif toutes tranches confondues de 389 954,10 € HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service de démarrage de chaque tranche. Sa durée est de 2 mois pour la tranche ferme, 3 mois pour la tranche optionnelle 1, 4 mois pour la tranche optionnelle 2, non comprise la période de préparation de 1 mois pour chacune des tranches.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 3 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

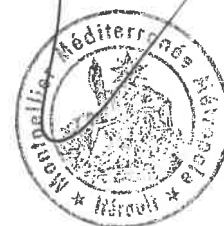
Publiée le : - 3 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture - 3 DEC. 2019



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
domiciliation au sein du bâtiment MIBI
passée entre MONTPELLIER
MEDITERRANEE METROPOLE et la
société SKETCHPIXEL FRANCE**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, notamment celles d'autoriser :
 - l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
 - la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, - la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
 - la résiliation des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° 2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2019 au sein du bâtiment MIBI,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat,
- Vu la demande formulée par la société SKETCHPIXEL MULTIMEDIA VISUAL EFFECTS qui souhaite exercer son activité de production de films institutionnels et publicitaires à Montpellier par des collaborations avec les acteurs locaux dans le domaine du multimédia en continuant à bénéficier de la domiciliation de son bureau de liaison SKETCHPIXEL FRANCE au MIBI,
- Considérant que ce projet pourrait donner suite à une implantation et à des créations d'emploi sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,

DECIDE

ARTICLE 1: Une convention de domiciliation au sein du MIBI est passée pour une durée d'un an à compter de sa notification, entre la société SKETCHPIXEL FRANCE et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2: La convention de domiciliation autorise la société SKETCHPIXEL MULTIMEDIA VISUAL EFFECTS à conserver son bureau de liaison SKETCHPIXEL FRANCE à l'adresse du MIBI (Montpellier International Business Incubator), 672, rue du Mas de Verchant –CS37777- 34967 Montpellier cedex 2

ARTICLE 3: Le coût mensuel hors taxes à payer par l'entreprise domiciliée est de 25,55 euros, conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°2018-694 du Conseil de Métropole en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 4: La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 5: Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Eclairage Public

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant de prix
nouveaux ajoutés au bordereaux des prix
unitaires du lot n°5 au marché n°4411EP16
de fournitures de lanternes d'éclairage
public à Leds - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public ;
- VU la délibération n°13796 attribuant le lot n°5, du marché de fourniture de lanternes d'éclairage public à Leds à l'entreprise RAGNI sise à LA GAUDE, sans minimum ni maximum et conclu pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois.

CONSIDERANT :

- Qu'il convient d'ajouter des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires du lot n°5 « Espace Piétons » pour la fourniture de lanternes d'éclairage public à Leds ;
- Qu'il est donc nécessaire de passer un avenant n°1 pour modifier le bordereau des prix unitaires du lot n°5 « Espace Piétons » du marché n°4411EP16 de fourniture de lanternes d'éclairage public à Leds ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 de prix nouveaux au lot n°5 du marché n°4411EP16 de fourniture de lanternes d'éclairage public à Leds avec l'entreprise RAGNI.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

12 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 du
subséquent n°M8D0026AT - Travaux
d'aménagement de la rue du Cours
complémentaire, des impasses des Oiseaux
et du Rossignol - Commune de CASTRIES
- Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la voirie et de l'espace public et la mixité dans le parc de logement social public ;
- VU la décision n° MD2019-155 attribuant le marché subséquent n°M9D0026AT (Lot 3 « 3M Est – Pôle Cadoule et Bérange et pôle Vallée du Lez » de l'accord-cadre) relatif aux travaux

Décision n° MD2019-1183

d'aménagement de la rue du Cours complémentaire, des impasses des Oiseaux et du Rossignol à Castries au groupement LAUTIER MOUSSAC / FAURIE / TPSO sise ORANGE (84102), pour un montant de 234 632,50 euros HT et pour une durée de 13 semaines.

CONSIDERANT :

- Que des travaux supplémentaires ont été nécessaires dans le cadre de l'aménagement de la rue du Cours Complémentaire, des impasses des Oiseaux et du Rossignol sur la commune de Castries.
- Que ces travaux entraînent une plus-value financière de 7,99 % soit un montant de 18 755,00 € HT, portant le nouveau montant du marché à 253 387,50 € HT et prolongeant la durée du marché de 6 mois.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché subséquent n° M8D0026AT relatif aux travaux d'aménagement de la rue du Cours Complémentaire, des impasses des Oiseaux et du Rossignol à Castries avec le groupement LAUTIER MOUSSAC / FAURIE / TPSO sise ORANGE (84102). L'avenant est d'un montant de 18 755,00 € HT, soit une plus-value de 7,99% du montant du marché et prolonge la durée du marché de 6 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 3 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : - 3 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : - 3 DEC. 2019
Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°4 du
marché n°2921 S 13.01 portant sur la
mission de maîtrise d'œuvre pour l'étude et
la réalisation de l'extension Est de la 1ère
ligne de tramway vers le pôle d'échanges
multimodal Montpellier Sud de France**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,

Décision n° MD2019-1184

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilités,
- Vu la délibération du Conseil n°14196 du 25 octobre 2016 relative à la convention de mandat pour l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- Vu la délibération du Conseil n°11818 du 24 septembre 2013 attribuant le marché n°2921 S 13.01 de maîtrise d'œuvre relative à l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers la pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France au groupement d'entreprises INGEROP Conseil et Ingénierie (mandataire) / Richez et Associés. Ce marché a été attribué pour un montant initial de 1 397 450 € HT toutes tranches confondues,
- Vu la délibération du Conseil n°13202 du 22 juillet 2015 autorisant la signature de l'avenant n°1 ayant pour objet d'intégrer des études complémentaires indispensables à la coordination du projet tramway avec les projets de construction de la nouvelle gare Montpellier Sud de France et de l'ouvrage de franchissement de l'autoroute A9 déplacée par ASF pour un montant de 49 300 € HT, portant le montant du marché à 1 446 750 € HT,
- Vu la décision n°MD2017-800 du 4 décembre 2017 autorisant la signature de l'avenant n°2 permettant de substituer au mandataire initial SA3M le nouveau mandataire TaM,
- Vu la décision n°MD2019-358 du 15 avril 2019 autorisant la signature de l'avenant n°3 permettant la prise en compte des évolutions réglementaires et la mise à jour des dossiers, d'intégrer des modifications de programme et de prolonger la durée du marché de 4 ans, soit jusqu'au 31 octobre 2023,
- **CONSIDERANT :**
 - qu'il est nécessaire de prendre en compte les différentes évolutions réglementaires postérieures à la signature du marché et les mises à jour des dossiers réglementaires,
 - que le projet d'avenant n°4 a été présenté à la Commission d'Appel d'Offres qui s'est réunie le 29 octobre 2019,

D E C I D E

ARTICLE 1 : De prendre acte de la conclusion d'un avenant n°4 ayant pour objet d'intégrer de nouvelles modifications de programme.

ARTICLE 2 : Le montant de l'avenant n°4 s'élève à 103 250 € HT, portant ainsi le montant de la rémunération du maître d'œuvre à 1 657 445 € HT. La dépense sera imputée sur le budget annexe Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant n°4 visé à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n° MD2019-1184

Montpellier, le 04 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RACIER



Publiée le : 04 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire 04 DEC. 2019

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°G9D0108CO - Veille médias -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine « Communication, développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique,

CONSIDERANT :

- que, dans le cadre de ses compétences et plus particulièrement afin d'assurer une veille exhaustive sur leurs relations presse tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, par le biais de leur direction presse mutualisée, doivent pouvoir suivre un certain nombre de sujets parus dans la presse écrite, web éditoriale, pureplayers, médias sociaux et presse audiovisuelle locale, régionale et nationale,

- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée conformément aux articles R2124-1 et R2124-2 du code de la commande publique sous la forme d'un marché à prix forfaitaire pour une période initiale d'un an à compter du 01.01.2020, ou de sa notification si celle-ci est postérieure, reconductible par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° valeur technique au regard du mémoire technique 60%
 - ° prix des prestations, au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 26/11/2019 a choisi l'offre de l'entreprise EDD, sise au 28, Boulevard de Port Royal, 75 005 PARIS, comme présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°G9D0108CO Veille média pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, à l'entreprise EDD, pour un montant forfaitaire annuel de 165 220,00 € HT.

Le marché prend effet à compter du 01.01.2020 ou de sa notification si celle-ci est postérieure, pour une période initiale d'un an, reconductible par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée pour moitié sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ; l'autre moitié étant à la charge de la ville de Montpellier membre du groupement de commandes.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le / **3 1 DEC. 2019**

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : **3 1 DEC. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **3 1 DEC. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition du tiers
indivis parcelle IX 59 et de la parcelle IX
343 auprès de Mme ESNAUD née VILA -
rue de Fontcarrade - Commune de
Montpellier -
Abroge la décision n° MD2018-941 du 21
novembre 2018**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation,

d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu la réserve C 197 du Plan Local d'Urbanisme sur la commune de Montpellier,
- Considérant la nécessité d'élargir la voie devant les parcelles IX 57, IX 58, IX 60 et IX 61, rue de Fontcarrade, conformément à l'emplacement réservé inscrit au Plan Local d'Urbanisme,
- Considérant l'accord de Madame Danièle ESNAUD née VILA en date du 26 mai 2018 sur les modalités du transfert de propriété du tiers indivis de la parcelle IX 59 (192 m²) et de l'emprise à extraire de la parcelle cadastrée IX 57 pour environ 74 m², à constater par l'intervention d'un géomètre-expert au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Considérant la décision n° MD2018-941 signée le 21 novembre 2018 indiquant une emprise de 74 m² issue de la IX 57 et le nouveau travail d'un géomètre-expert corrigeant cette emprise à 71 m², nouvellement cadastrée IX 343.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision MD2018-941 signée le 21 novembre 2018 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Danièle ESNAUD née VILA domiciliée à Montpellier, le tiers indivis de la parcelle IX 59 (192 m²) et la parcelle nouvellement cadastrée IX 343 (71 m²) issue de la parcelle IX 57, situées rue de Fontcarrade, à Montpellier, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : La transaction est ainsi acceptée :

- rétablissement des droits indivisaires sur la parcelle IX 59 par acte notarié ;
- acquisition du tiers indivis sur la parcelle IX 59 d'une contenance totale 192 m², à savoir 64 m² au prix de 70€/m², soit un montant de 4 480 € ;
- acquisition de la parcelle IX 343 (71 m²) au prix de 120€/m², soit 8 520 € ;
- versement d'une indemnité forfaitaire d'un montant de 20 000 € (vingt mille euros) en dédommagement de la perte d'un garage de 26 m²,
ce qui représente un montant total de 33 000 € (trente-trois mille euros).

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Maître Pierre-Marie LASCOMBES, notaire à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole, acquéreur.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

17 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire 17 DEC. 2019

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Marché n°M9B0105DC de conception et
réalisation d'une application Fabre and the
City saison 2 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la commande publique
- VU la délibération des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de définir les besoins fonctionnels ainsi que les exigences techniques minimales permettant de répondre aux fonctionnalités exprimées par Montpellier Méditerranée Métropole concernant la réalisation et la conception de l'application Fabre & the City saison 2 ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire, dont les prestations seront rémunérées par l'application d'un prix global et forfaitaire pour une durée de un an ferme, à compter de sa date de notification. ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° Valeur technique au regard du mémoire technique 60%
 - Capacité de compréhension de la demande, et notamment de la réponse aux besoins centrés utilisateur (front et back office) – 10 points
 - Adaptation de la réponse ergonomique et graphique aux demandes exprimées dans le cahier des charges – 10 points
 - Qualité de l'animation proposée, en rapport avec les enjeux du cahier des charges – 10 points
 - Qualité technique du dispositif proposé (front et back office) – 10 points
 - Proposition de game design – 5 points
 - Proposition d'organisation pour répondre aux enjeux de co-crédation – 5 points
 - Délais de livraison – 10 points
 - ° Prix des prestations au regard de la Décomposition du Prix global et Forfaitaire 40%
- qu'après analyse, le groupement d'entreprise conjoint ATLANTIDE SAS et LES FEES SPECIALES, dont le mandataire est ATLANTIDE SAS, rond-point Benjamin FRANKLIN 34000 MONTPELLIER présente une économiquement avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M9B0105DC de conception et réalisation d'une application Fabre & the City saison 2 au groupement d'entreprise conjoint ATLANTIDE SAS et LES FEES SPECIALES, pour un montant global et forfaitaire de 89 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de un an ferme.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

17 DEC. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



17 DEC. 2019

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

17 DEC. 2019

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
groupement de commandes entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
Ville de Montpellier pour un marché
d'achat de Gaz Naturel Comprimé pour
véhicules**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article L. 2113-6 du Code de la Commande Publique, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, et celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole » ;

- CONSIDÉRANT :

- que dans un souci de rationaliser les marchés publics et de réaliser des économies d'échelle, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de Gaz Naturel Comprimé pour véhicules,
- que la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur de ce groupement et sa commission d'Appels d'Offres sera celle du groupement. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne,
- qu'à ce titre, une procédure de mise en concurrence sera lancée par un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans.
- que l'estimation du besoin pour Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 65 000€ HT annuel

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes pour les achats de véhicules et utilitaires légers entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Conformément aux termes de la convention, la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement de commandes et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour classer les offres et choisir celle économiquement la plus avantageuse.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense concernant Montpellier Méditerranée Métropole sera imputée sur son budget principal et tous les budgets annexes.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 DEC. 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUILLOT



Publiée le : **13 DEC. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **13 DEC. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession des parcelles
cadastrées BX 5p, BX 6p, BY 16p et BY
17p situées sur la Commune de GRABELS
au Conseil départemental de l'Hérault
dans le cadre de l'aménagement du L.I.E.N**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU le courrier en date du 20 août 2019 par lequel Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Hérault demande à Montpellier Méditerranée Métropole l'acquisition d'une emprise foncière issue des parcelles cadastrées BX 5p, BX 6p, BY 16p et BY 17p situées sur la Commune de GRABELS d'une superficie totale de 102.092 m² dans le cadre de la réalisation de la Liaison Intercantonale d'Evitement Nord (LIEN),
- VU l'avis des services du Domaine en date du 12 novembre 2019,
- CONSIDERANT** que les parcelles précitées sont nécessaires au Conseil départemental de l'Hérault pour la réalisation de la Liaison Intercantonale d'Evitement Nord (LIEN),

Décision n° MD2019-1194

-CONSIDERANT que la cession par Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil départemental de l'Hérault d'une emprise foncière de 102.092 m² n'est pas de nature à remettre en cause les projets de la Métropole sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède au Conseil départemental de l'Hérault les parcelles cadastrées BX 5p, BX 6p, BY 16p et BY 17p situées sur la Commune de GRABELS, d'une superficie respective de 23759 m², 25437 m², 28274 m² et 24622 m² pour une superficie totale de 102.092 m².

ARTICLE 2 : Cette cession a lieu moyennant le prix de 102 092 € (cent deux mille quatre vingt douze euros) conformément à l'avis du Domaine précité. Les frais notariés et de géomètre sont à la charge du Conseil départemental de l'Hérault.

ARTICLE 3 : Monsieur le Président, ou toute autre personne ayant reçue délégation à cet effet, est autorisé à signer l'acte authentique constatant la cession, ainsi que tout autre document relatif à l'affaire visée à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **04 DEC. 2019**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 04 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **04 DEC. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de deux
parcelles AI 87 commune de Montpellier et
AB 103 commune de Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L318-3 du Code de l'Urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier n°2019-423, prise en séance du 21 novembre 2019, relative à la cession à la Métropole de deux parcelles AI 87, commune de Montpellier et AB 103 commune de Montferrier-sur-Lez,
- Vu les deux avis de France Domaines n° 2019-172V0062 en date du 16 janvier 2019 et n°2019-169V0679 en date du 3 juin 2019,
- Considérant que la parcelle cadastrée AI 87, d'une superficie de 561 m² située avenue Agropolis à Montpellier, et la parcelle cadastrée AB 103 d'une superficie de 210 m² située lieu-dit « Picheyrou » à Montferrier-sur-Lez et appartenant à la commune de Montpellier, sont nécessaires à la réalisation de la 5ème ligne de Tramway et qu'il convient de prévoir une prise de possession anticipée de ces deux parcelles, afin de ne pas retarder le démarrage des travaux.

DEC I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle AI 87 de 561 m² située avenue Agropolis à Montpellier, et la parcelle cadastrée AB 103 de 210 m² située lieu-dit « Picheyrou » à Montferrier-sur-Lez appartenant à la commune de Montpellier, et qui accepte la prise de possession anticipée par la Métropole ou tout tiers substitué, afin de ne pas retarder le démarrage des travaux.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition de ces deux parcelles est fixé à un euro pour tout prix avec dispense de paiement conformément aux avis de France Domaine.

ARTICLE 3 : L'acte de transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 10 DEC. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 10 DEC. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle TD 183 rue Georges Denizot -
Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord de la société Sud Foncier Lotir en date du 18 novembre 2019, pour céder la parcelle cadastrée TD 183 d'une superficie totale de 22 m², située rue Georges Denizot sur la commune de Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, au prix de 30 €/m²,
- Considérant qu'il convient d'acquérir ce terrain nécessaire à l'aménagement du virage entre la rue René Etiemble et la rue Georges Denizot à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Sud Foncier Lotir la parcelle cadastrée TD 183 d'une superficie totale de 22 m² située rue Georges Denizot, afin d'aménager le virage entre la rue René Etiemble et la rue Georges Denizot sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie au prix de 30 €/m² soit un montant de 660 € pour 22 m².

ARTICLE 3 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **04 DEC. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **04 DEC. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **04 DEC. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M9B0121VD
de "Pompage et transport des perméats de
l'installation de stockage de déchets non
dangereux de Castries (34160)"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché n°M9B0121VD pour le « Pompage et le transport des perméats de l'Installation de stockage des déchets non dangereux de Castries (34160) » ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique, des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 du code susvisé, sous la forme d'une procédure adaptée, pour une durée de 3 ans à compter de sa notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique 60 %
 - ° Prix 40 %
- qu'après analyse, l'entreprise SUEZ RV OSIS SUD EST, rue Maurice Le Boucher, 34 078 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M9B0121VD de « Pompage et transport de perméats de l'Installation de stockage des déchets non dangereux de Castries (34160) » à l'entreprise SUEZ RV OSIS SUD EST, sise à Montpellier, sans montant minimum et pour un montant maximum de 89 000 € HT.
Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 3 DEC. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : - 3 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : - 3 DEC. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 de
substitution de titulaire à la convention
d'occupation temporaire entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société Free-
Mobile concernant un dispositif d'antenne
au 5 avenue de Maurin à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, d'autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération d'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention, et celle d'autoriser la résiliation des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de « L'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole a signé le 01/01/2018 une convention d'occupation temporaire du domaine public ayant pour objet d'autoriser Free Mobile à occuper à titre précaire et révocable des emplacements sur un immeuble situé à Montpellier au 5 avenue de Maurin (34 000) sur la parcelle EV 524 cadastrée à Montpellier. L'autorisation d'occupation permet à SFR d'installer des armoires techniques sur une surface de 20m² et, sur un édicule en toiture de bâtiment, des antennes et des faisceaux, ainsi que des emplacements nécessaires au passages des câbles reliant les équipements techniques précités,
- qu'à compter du 1^{er} Janvier 2020, Free Mobile cède à la SAS Iliad 7, sise 16 rue de la Ville l'Evêque à Paris (75 008), la gestion des équipements d'infrastructure passive concernant son parc de stations radioléctriques,
- que Free Mobile a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'autoriser le transfert à la société Iliad 7 de l'ensemble des droits et obligations liés à la convention d'occupation temporaire concernant du 01/01/2018, étant entendu que Free Mobile continuera à occuper le site concerné,
- que la SAS Iliad 7 est notamment chargée de payer l'ensemble des loyers et charges dus au titre de la convention d'occupation.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, la société Free Mobile et la SAS Iliad 7 signent un avenant n°1 de substitution à la convention d'occupation temporaire du domaine public du 1^{er} janvier 2018 concernant l'installation d'équipements nécessaires à l'exploitation d'un réseau de communication électronique sur un immeuble situé 5 avenue de Maurin à Montpellier, parcelle cadastrée EV 524 à Montpellier.

ARTICLE 2 : L'avenant n° 1 substitue la SAS Iliad 7 à Free Mobile. La SAS Iliad 7 reprend l'ensemble des engagements pris par Free Mobile avec Montpellier Méditerranée Métropole dans la convention d'occupation temporaire du 1^{er} janvier 2018. Les conditions de calcul de la redevance restent inchangées.

ARTICLE 3 : L'avenant n° 1 prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2020.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant n°1 de substitution visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière.

Montpellier, le **19 DEC. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 19 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire **19 DEC. 2019**

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
M9D0103AT concernant les travaux
d'aménagement de la rue de la Chaussée à
Saint Jean de Védas - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et l'Espace public, et à la Mixité dans le parc de logement social public,
- VU la décision n° MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018,

CONSIDERANT :

- que des travaux de d'aménagement de la rue de la Chaussée à Saint Jean de Védas sont nécessaires,
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot 1 « 3M Ouest », sous la forme d'un marché subséquent pour une durée 4 mois, période de préparation de 1 mois comprise,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix pondéré à 40 % ;
 - Valeur technique pondérée à 60 % ;
- qu'après analyse, l'entreprise Eurovia sise à Juvignac (34990) présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M9D0103AT relatif aux travaux d'aménagement de la rue de la Chaussée à Saint Jean de Védas à la Société Eurovia sise à Juvignac (34990) pour un montant estimatif de 250 007,00 € HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service de démarrage. Sa durée est de 4 mois, période de préparation de 1 mois comprise.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

- 3 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

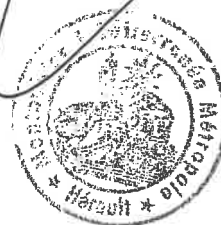
Publiée le : - 3 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire - 3 DEC. 2019

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 12 bus
fonctionnant au Gaz Naturel pour Véhicule
(GNV) auprès de la centrale d'achats de
l'UGAP**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la décision n° MD2018-094 du 26 mars 2018 relative au partenariat conclu avec l'UGAP (Union des Groupements d'Achats Publics) dans le domaine des véhicules qui permet de recourir à cette centrale d'achats, qui a elle-même procédé à la consultation de fournisseurs de véhicules et d'équipements par voie d'appel d'offres, dans le respect du code des marchés publics ;

- Vu la délibération du Conseil n°14050 en date du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des Transports et de la Mobilité.

- **CONSIDERANT :**

- que pour l'année 2020, le programme d'investissements pour l'exploitation du service des transports publics comprend l'acquisition de 12 bus GNV (Gaz Naturel pour Véhicule) ;

- que dans la continuité du parc de véhicules actuels, les bus seront à motorisation GNV, qu'ils seront équipés pour les personnes à mobilité réduite avec des planchers surbaissés, des palettes rétractables, de l'information sonore et visuelle pour les voyageurs et que ces bus seront conformes à la norme Euro 6, norme européenne limitant les émissions et applicable depuis le 1er janvier 2014 pour les poids lourds.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'approuver la commande de 12 bus urbains au GNV à l'UGAP pour un montant maximum de 3 400 000 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 21.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cette commande, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 DEC. 2019

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO**



Publiée le : 04 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **04 DEC. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
IPRASENSE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n° M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 01 décembre 2013 passée entre la Métropole et la société IPRASENSE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifié par avenants dont le dernier en date du 28 août 2019,
- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 19 novembre 2019,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société IPRASENSE a trouvé des locaux correspondant à ses attentes mais seulement disponibles courant du deuxième trimestre 2020 et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IPRASENSE pour une période de six mois à compter de sa notification. Ce délai supplémentaire permettra à la société de finaliser les démarches administratives auprès de son nouveau bailleur et de préparer son déménagement en toute sérénité.

Dans le cas où ses nouveaux locaux seraient disponibles avant la date échéance de cet avenant, la société pourra libérer les locaux occupés au sein de la pépinière Cap Alpha sans préavis particulier.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IPRASENSE pour la surface de 44 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 518,32 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°M2018-694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **11 DEC. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 11 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

11 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature de la
convention de prise de possession anticipée
de la parcelle cadastrée EB n°147partie
sise commune de Lattes

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSET dans les domaines de la prévention des risques majeurs et de la gestion des milieux aquatiques,
- VU la convention de prise de possession anticipée consentie le 10 octobre 2019 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par la SCI TOURNEFORT, sur une emprise de 720 m² à prendre la parcelle cadastrée EB n°147, sise commune de Lattes, moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 720 €,

- **CONSIDERANT** qu'aux termes d'une promesse de vente en date du 10 octobre 2019 la SCI TOURNEFORT s'est engagée à vendre à Montpellier Méditerranée Métropole une emprise de 720 m² environ à prendre sur la parcelle cadastrée EB n°147, sise commune de Lattes, lui appartenant,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite entreprendre la réalisation des travaux de l'accès aux berges du Lez dans les plus brefs délais et ce préalablement à la réitération par acte authentique de la promesse de vente,

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de prise de possession anticipée d'une emprise de 720 m² environ à prendre sur la parcelle cadastrée EB n°147 sise commune de Lattes est signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCI TOURNEFORT, propriétaire, domiciliée chemin de la Pradeleine à Lattes (34970), représentée par Monsieur David TREILLET en sa qualité de gérant.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie et acceptée moyennant le versement d'une indemnité globale et forfaitaire de 720 € (sept cent vingt euros).

ARTICLE 3 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention de prise de possession anticipée visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté de délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **04 DEC. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 04 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

04 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
M9C0050AT concernant les travaux de
création de traversées pluviales - PUP les
Saliniers à Murviel lès Montpellier -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et l'Espace public, et à la Mixité dans le parc de logement social public,
- VU la décision n° MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018,

CONSIDERANT :

- que des travaux de création de traversées pluviales – PUP les Saliniers, à Murviel-lès-Montpellier sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot 1 « 3M Ouest », sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de : 1 mois, période de préparation de 1 mois non comprise ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif pondéré à 40 % ;
 - Valeur technique au regard du mémoire technique pondérée à 60 % ;
- qu'après analyse, l'entreprise Eiffage Route Méditerranée, sise à Saint Jean de Védas (34433) présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M9C0050AT relatif aux travaux de création de traversées pluviales – Pup les Saliniers, à Murviel-lès-Montpellier à la Société Eiffage Route Méditerranée, sise à Saint Jean de Védas (34433) pour un montant estimatif de 117 999,49 € HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service de démarrage. Sa durée est de 1 mois non comprise la période de préparation de 1 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 3 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : - 3 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'ADMICAL (Association pour
le développement du mécénat industriel et
commercial)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- Vu la délibération n°M2018-645 du 3 décembre 2018 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association pour le Développement du Mécénat Industriel et Commercial (ADMICAL),

Considérant :

- qu'il y a lieu de renouveler l'adhésion à l'association susmentionnée.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le renouvellement de l'adhésion à l'Association pour le Développement du Mécénat Industriel et Commercial (ADMICAL), pour un montant annuel de 1 950 €.

Décision n° MD2019-1207

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation à signer le bulletin d'adhésion afférent, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le ~~5~~ DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : - 6 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 6 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Transition Energétique et Ecologique**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9B0119TE
- Construction d'une serre multi chapelle à
usage de cultures maraîchères sur le site de
la Condamine**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n° 14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE dans le domaine de « l'Agro-écologie et à l'Alimentation »,

CONSIDERANT :

- qu'un permis de construire a été obtenu le 25 octobre 2019 pour reconstruire la serre agricole du Domaine de la Condamine qui accueille le collectif agricole dénommé Ferme Urbaine Collective de la Condamine et ayant besoin de locaux adaptés pour leur production,

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 1 an à compter de la notification.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - ° Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise CMF CULTURES, ZI B.P.10001, 44370 VARADES présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer marché « Construction d'une serre multi chapelle à usage de cultures maraichères sur le site de la Condamine » pour un montant de 47 700 € HT, à l'entreprise CMF CULTURES sise à VARADES.

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Madame la Vice-Présidente déléguée
Mylène FOURCADE



Publiée le : - 3 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 3 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Voiries Urbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature de
l'avenant n°2 au marché 3984TV15 relatif
à des missions de géomètres, de levés
topographiques, d'établissement de plans,
de contrôles et de récolements.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public ;
- VU la délibération n°13211 autorisant la signature du marché multi-attributaires n°3984TV15 de missions de géomètres, de levés topographiques, d'établissement de plans, de contrôles et de récolements, marché sans minimum ni maximum et conclu à compter du 17 juillet 2016, pour une durée allant jusqu'au 31 décembre 2016, durée

Décision n° MD2019-1209

reconductible trois fois par période successive d'un an, sans que ce délai ne puisse excéder le 31/12/2019.

- VU la décision n°2016-766 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché intégrant des prix nouveaux aux bordereaux des prix unitaires passé avec les 3 titulaires du marchés, la SCP BILICKI DHOMBRES, le cabinet PAGES TIP et SIRAGUSA.

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de couvrir les besoins en missions de géomètres, de levés topographiques, d'établissement de plans, de contrôles et de récolements de Montpellier Méditerranée Métropole en attendant la passation d'un nouveau marché ;

- Qu'il convient donc de proroger l'accord-cadre multi-attributaires n°3984TV15 relatif aux missions de géomètres, de levés topographiques, d'établissement de plans, de contrôles et de récolements pour une durée de six mois, soit jusqu'au 30 juin 2020.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 de prolongation du marché n°3984TV15 de missions de géomètres, de levés topographiques, d'établissement de plans, de contrôles et de récolements avec les entreprises BILICKI DHOMBRES, PAGES et SIRAGUSA.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

19 DEC. 2019

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



19 DEC. 2019

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 DEC. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relatif au marché global de
performance n°4941EA17 relatif à la
modernisation de la station d'épuration
MAERA - Déclaration sans suite de la
procédure**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

Décision n° MD2019-1211

- CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de réaliser des travaux d'extension et d'adaptation de la station d'épuration MAERA, de créer une filière de traitement ultime des boues, de mettre en place une politique énergétique plus poussée, d'exploiter la station d'épuration et ses périphériques dans le respect d'un traitement architectural et paysager respectueux du site et de son environnement ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25,33,701 à 73 et 92 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics sous la forme d'un marché global de performance pour une durée de 9 ans à partir de sa notification ;

- que deux offres ont été remises :

1 – Le groupement DEGREMONT France/NGE GENIE CIVIL/BG INGENIEURS CONSEILS SAS/COSTE ARCHITECTURE MONTPELLIER/SUEZ EAU France SAS dont l'entreprise DEGREMONT France est le mandataire solidaire du groupement conjoint, sise 183 avenue du 18 juin 1940 – 82508 Rueil-Malmaison Cedex,

2 – Le groupement OTV/VEOLIA – COMPAGNIE GENERALE DES EAUX/RAZEL BEC / GTM SUD OUEST TP GC/EGIS EAU/CABINET D'ETUDE MERLIN/TOURRE SANCHIS/AI PROJECT dont l'entreprise OTV est le mandataire solidaire du groupement conjoint, sise 1 place Montgolfier – immeuble l'Aquarène – 94410 Saint Maurice,

- qu'il est fait constat d'une irrégularité de procédure due à une défaillance informatique de nature à porter atteinte au traitement équitable des candidats ;

DECIDE

ARTICLE 1 : de déclarer sans suite la procédure au motif évoqué ci-dessus.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 3 DEC. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN BOUIMBES



Publiée le : - 3 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 3 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété CHICAUD
- Parcelles AC 20 et AC 19 - Lieudit Les
Clapissous - Commune de Murviel-lès-
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,

- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de MURVIEL-LES-MONTPELLIER approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 12 février 2008,
- VU la délibération du Conseil municipal de MURVIEL-LES-MONTPELLIER du 18 février 2008 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,
- VU la décision du 22 décembre 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain consentie à la Commune de MURVIEL-LES-MONTPELLIER par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 24 septembre 2019, envoyée par Maître CHAUVET, notaire à MAUGUIO, reçue en Mairie de MURVIEL-LES-MONTPELLIER le 1^{er} octobre 2019, concernant la cession à titre gratuit, par Monsieur GILLES CHICAUD, de la totalité de la parcelle cadastrée AC 20 et des 2/3 indivis de la parcelle cadastrée AC 19, situées lieudit les Clapissous,
- VU la décision n°MD2019-1160 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain à la Commune de MURVIEL-LES-MONTPELLIER à l'occasion de l'aliénation de ces parcelles,
- VU l'avis de France domaine du 6 décembre 2019.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- qu'aux termes de l'article L.5217-2 (I-2-b) du Code général des collectivités territoriales, la métropole exerce de plein droit la compétence organisation de la mobilité notamment la création et l'aménagement de voirie ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de restituer dans son intégralité et d'aménager un cheminement piéton entre la rue de l'Ancien Four et la rue des Platanes. Cet aménagement permettra un accès sécurisé en mode doux aux équipements sportifs de la commune ;
- que les parcelles objet de la présente cession sont nécessaires à la réalisation du projet envisagé ;
- que ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de réaliser des équipements collectifs.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Monsieur GILLES CHICAUD, la totalité de la parcelle cadastrée AC 20 et les 2/3 indivis de la parcelle cadastrée AC 19, située lieudit les Clapissous à MURVIEL-LES-MONTPELLIER ,

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit à 0 € (zéro euro), frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

11 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 11 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession des parcelles
CS 322 - CS 324 - CS 325 et CS 326 -
Avenue Konrad Adenauer - Castelnau-le-
Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- Vu l'accord de la société FDI Promotion pour acquérir auprès de Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles CS 322 – CS 324 – CS 325 et CS 326, d'une superficie totale de 90 m², situées avenue Konrad Adenauer à Castelnau-le-Lez,
- Vu l'estimation des Domaines n° 2019-057 V 1410 en date du 22 novembre 2019,
- Considérant la nécessité de régulariser la situation juridique de ces parcelles appartenant la Montpellier Méditerranée Métropole mais intégrées dans la propriété de la société FDI Promotion,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la société FDI Promotion, les parcelles CS 322 – CS 324 – CS 325 et CS 326, d'une superficie totale de 90 m², situées avenue Konrad Adenauer à Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 900 euros, soit 10 € / m², conformément à l'estimation des Domaines n° 2019-057 V 1410 en date du 22 novembre 2019.

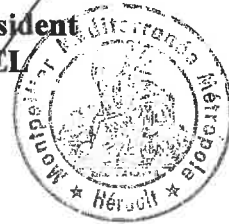
ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de FDI Promotion.

ARTICLE 4: Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 5 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : - 6 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 6 DEC. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un emprunt de quinze millions d'euros auprès du Crédit Agricole CIB

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
 - à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.

Décision n° MD2019-1214

- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- VU l'arrêté n° MAR2019-0224 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,

- VU l'offre établie par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc et le Crédit Agricole CIB en réponse à la consultation de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de Prêt ci-annexé,

- **CONSIDERANT** que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de conclure une convention de financement,

- **CONSIDERANT** qu'à l'issue de l'analyse des offres, la proposition de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc et du Crédit Agricole CIB répond correctement à la demande,
DECIDE

ARTICLE 1 : La décision MD2019-1012 est abrogée.

ARTICLE 2 : Une convention de financement avec phase de mobilisation est conclue avec la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc dont le siège est situé avenue du Montpellieret – Maurin – 34 977 Lattes Cedex, et le Crédit Agricole CIB, dont le siège est situé 12 place des Etats-Unis - CS 70052 – 92 547 Montrouge Cedex.

ARTICLE 3 : Le montant de la convention s'élève à 15 000 000 Euros (Quinze millions d'Euros).

ARTICLE 4 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

| | |
|-----------------------------|---|
| Objet : | Financement du programme d'investissements de la Métropole. |
| Prêteur : | Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc |
| Domiciliataire | Crédit Agricole CIB |
| Montant : | 15 000 000 EUR (quinze millions d'euros) |
| Date de Remboursement Final | 30 Novembre 2051, soit 30 ans |
| Type d'amortissement : | Trimestriel linéaire |
| Frais de dossier : | 0,15% du montant emprunté, soit 22 500 € |
| | Aucun frais liés aux mouvements |
| | Commission de non utilisation : néant |

Principes de fonctionnement du contrat

Période de mobilisation : de la date de signature de la Convention jusqu'au 30 Novembre 2021 (Date de Fin de Mobilisation)

- Encours mobilisable avec indexations EURIBOR 3 mois moyenné, non flooré

Décision n° MD2019-1214

- Remboursements possibles sans indemnité pendant la phase de mobilisation, avec reconstitution du droit à tirage

Période d'Amortissement :

- Consolidation automatique du Concours à la Date de fin de Mobilisation
- Plusieurs tirages possibles
- Multiple choix d'indexation de taux / Modification de taux possible selon les conditions de marché
- Remboursements anticipés définitifs possibles moyennant le paiement d'une indemnité limitée à 2 mois d'intérêts sur Taux variable, et d'une indemnité selon conditions de marché pour les autres indexations
- Remboursements provisoires possibles moyennant le paiement d'intérêts d'attente (Taux en Cours – 90% de la moyenne des EONIA)

Indexations de taux disponibles

Index de Mobilisation :

EURIBOR 3 mois moyenné, non flooré, augmenté d'une marge de 0.74% l'an.
Possibilité d'effectuer des modifications de taux auxquels cas les marges applicables aux index susvisés seront déterminées selon les conditions de marché.

Index Monétaires Courants :

EURIBOR 3 mois préfixé, non flooré, augmenté d'une marge de 0,74% l'an.

Index Spécifiques (marges à déterminer selon les conditions de marché) :

EURIBOR 3 mois post-fixé

Stratégies Spécifiques (index, seuil et niveaux à déterminer selon les conditions de marché et modalités prévues dans la Convention) :

- Taux Fixe
- Taux Alternatif (plafonné) qui correspond, pour chaque période d'intérêt, soit à un taux fixe soit à un taux variable en fonction de la position d'un des index prévus dans la convention par rapport à un seuil déterminé (Le taux variable est composé d'un des index prévus dans la convention augmenté d'une marge déterminée). Le taux variable du Taux Alternatif pourra le cas échéant être plafonné à un taux fixe dit « Taux Plafond ».
- Taux Variable (Plafonné) qui correspond à un taux variable, égal à un des index prévus dans la Convention augmenté d'une marge, éventuellement.
- Taux Révisable Triple Seuil (Plafonné) qui correspond, pour chaque période d'intérêt :
 - soit à un taux fixe 1 si l'index choisi parmi les index prévus dans la Convention est inférieur ou égal à un seuil 1 prédéterminé,
 - soit à un taux variable 1 si l'index est strictement supérieur au seuil 1 et inférieur ou égal à un seuil 2 prédéterminé,
 - soit à un taux fixe 2 si l'index est strictement supérieur au seuil 2 et inférieur ou égal à un seuil 3 prédéterminé,
 - soit à un taux variable 2 si l'index est strictement supérieur au seuil 3. Le taux variable 2 pourra le cas échéant être plafonné à un taux fixe dit « taux plafond ».
- « Taux fixe Duo » qui correspond pour une période d'intérêt donnée, à une moyenne pondérée de deux taux fixes T1 et T2 en fonction du niveau constaté, selon un nombre prédéterminé d'observations au sein d'une période d'intérêt, d'un référent par rapport à un seuil S déterminé. Il est déterminé comme suit : $\text{Taux Fixe Duo} = [T1 \cdot (n1 / NBT)] + [T2 \cdot (n2 / NBT)]$, où :
 - n1 est égal au nombre d'observations où le référent choisi est supérieur au Seuil 1 et inférieur au Seuil 2.
 - n2 est égal au nombre d'observation où le référent choisi inférieur ou égal au Seuil 1 ou supérieur ou égal au Seuil 2.

Décision n° MD2019-1214

- NBT est égal au nombre total d'observations de la période d'intérêt considérée, il est égal à la somme de n1 et n2.
- Taux Fixe Transformable qui correspond à un Taux Fixe pendant une période prédéterminée (une ou plusieurs périodes d'intérêts), assorti d'une ou plusieurs options de passage définitif en taux variable au gré du Domiciliataire ou de l'Emprunteur (selon le choix prédéterminé de l'Emprunteur). Le taux variable sera prédéfini et choisi parmi la liste des index disponibles dans la Convention.
- Taux Successif qui correspond à un taux composé d'une suite de taux définis dans la Convention qui se succèdent strictement dans le temps.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte lors du prochain Conseil Métropolitain.

Montpellier, le - 3 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Max LEVITA




Publiée le : - 3 DEC. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture - 3 DEC. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n° 1 de
transfert du marché 4931VD17
"Traitement des déchets inertes issus des
déchèteries de la Métropole de
Montpellier"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté 2017/190 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- VU la décision n°2018-273 attribuant le marché n° 4931VD17 de « Traitement des déchets inertes issus des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise SOVAMI, pour un montant estimatif de 225 130, 00 euros HT et pour une période allant de sa notification au 31 décembre 2020.

CONSIDERANT :

- Que la société « Carrières des Roches Bleues » dont le siège social est à Saint-Thibéry (34630) et la « Société de Valorisation de Matériaux Inertes - SOVAMI » dont le siège social est à Grabels (34970) ont établi par acte sous-seing privé du 21/02/2019 un projet de fusion par voie d'absorption de la Société de Valorisation de Matériaux Inertes - SOVAMI par la société Carrières des Roches Bleues.
- Que la société SOVAMI est devenue un établissement secondaire des « Carrières des Roches Bleues » dont le numéro de siret a été publié dans le journal d'annonces légales joint en annexe.
- Qu'il est nécessaire en conséquence de passer un avenant de transfert au marché N° 4931VD17 de « Traitement des déchets inertes issus des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cet avenant de transfert ne modifie ni la durée du marché ni son montant.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 de transfert du marché n° 4931VD17 de « Traitement des déchets inertes issus des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole » initialement conclu avec l'entreprise, SOVAMI, au bénéfice de la société « Carrières des Roches Bleues ».

Cet avenant de transfert ne modifie ni la durée du marché ni son montant.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant de transfert et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 3 DEC. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL



Publiée le : - 3 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 3 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Avenant n°1 au marché M8B0014EA
"contrôle des dispositifs d'autosurveillance
des systèmes de collecte et d'épuration des
eaux usées de Montpellier Méditerranée
Métropole"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°MD2019-331 du 16 avril 2019 autorisant la signature du marché n° M8B0014EA Contrôle des dispositifs d'auto surveillance des systèmes de collecte et d'épuration des eaux usées de Montpellier Méditerranée Métropole avec la société CEREG METROLOGIE sise 589 rue Favre de Saint Castor – 34080 MONTPELLIER, pour une durée de 1 an à compter de sa notification reconductible 2 fois et pour un montant annuel maximum HT de 29 900€.

CONSIDERANT :

- la nécessité de rendre définitifs les prix nouveaux provisoires ajoutés au Bordereau des Prix Unitaires.

DECIDE :

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° M8B0014EA Contrôle des dispositifs d'auto surveillance des systèmes de collecte et d'épuration des eaux usées de Montpellier Méditerranée Métropole avec la société CEREG METROLOGIE sise à MONTPELLIER, avenant sans incidence financière.

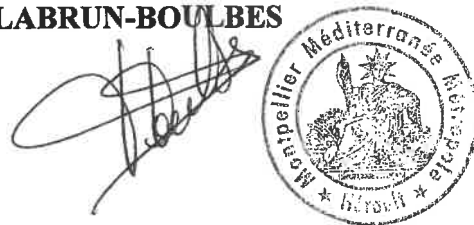
ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 011.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 4 DEC. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le : - 4 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 4 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition auprès des
consorts GRAS des parcelles cadastrées
AK 80, AK 106 et AK 79p situées Plaine de
Colombier sur la Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le courrier en date du 30 octobre 2019 par lequel Montpellier Méditerranée Métropole propose aux consorts GRAS l'acquisition des parcelles cadastrées AK 80, AK 106 et AK 79p d'une superficie respective de 386 m², 4584 m² et 3069 m² représentant une superficie totale de 8039 m² moyennant le prix de 33 €/m², soit 265.287 €, auquel prix s'ajoutent les frais de négociation d'un montant de 26.000 € à la charge de l'acquéreur,
- VU le courrier en date du 12 novembre 2019 par lequel les consorts GRAS donnent leur accord pour la cession à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles précitées moyennant le prix de 265.287 €,

- VU l'estimation du Domaine en date du 22 novembre 2019 fixant la valeur vénale des biens à 265.287 €,

-CONSIDERANT la nécessité d'acquérir ces parcelles afin de constituer des réserves foncières destinées à la mise en œuvre d'un projet urbain compatible avec les objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole, à répondre aux orientations de la politique locale de l'habitat conformément au Plan Local de l'Habitat ou à l'extension ou l'accueil des activités économiques et de réaliser des équipements collectifs,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des consorts GRAS les parcelles cadastrées AK 80, AK 106 et AK 79 partie d'une superficie cadastrale totale de 8039 m² situées Plaine de Colombier sur la commune de Baillargues.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 33 €/m², soit 265 287 € (deux cent soixante cinq mille deux cent quatre vingt sept euros) majoré des frais de négociation d'un montant de 26.000 € TTC (vingt six mille euros), ainsi que des frais d'actes notariés restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Président, ou toute personne ayant reçue délégation à cet effet, est autorisé à signer l'acte authentique constatant l'acquisition des parcelles visées à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



- 6 DEC. 2019

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire - 6 DEC. 2019

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement des
adhésions aux associations French
Régional American Museum (FRAME),
International Council of Museums (ICOM)
et Club 2e (Club des utilisateurs de Flora)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- Vu la délibération n°M2018-731 du 21 décembre 2018 autorisant l'adhésion aux associations suivantes :
 - French Régional American Museum (FRAME)
 - International Council of Museums (ICOM)
 - Club 2e (Club des utilisateurs de Flora)

Considérant :

- qu'il y a lieu de renouveler les adhésions aux associations susmentionnées pour l'année 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le renouvellement des adhésions aux associations French Régional American Museum (FRAME), International Council of Museums (ICOM) et Club 2e (Club des utilisateurs de Flora), pour l'année 2020 et pour des montants annuels respectifs de 6 500 €, 740 € et 120 €.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation à signer les bulletins d'adhésion afférents, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **04 DEC. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 04 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

04 DEC. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique
Pôle Énergie

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant au marché
M9D0004TE ' réalisation d'ombrières
photovoltaïques en autoconsommation sur
le parking de la piscine Poséidon à
Cournonterral ' - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Eliane LLORET dans les domaines « Energie et transition énergétique »,
- VU l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole de réduire ses consommations énergétiques et de participer au développement des énergies renouvelables suite à l'obtention du label « Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte » (TEPCV). À cet effet, la métropole de Montpellier a souhaité mettre en place des ombrières photovoltaïques sur le parking de la piscine Poséidon à Cournonterral,

- VU la décision n° MD2019-747 autorisant la conclusion du marché n° M9D0004TE « réalisation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur le parking de la piscine Poséidon à Cournonterral » avec l'entreprise JOULIE TP pour le lot 2.

CONSIDERANT :

- que le CCTP du lot 2 du marché M9D0004TE précisait l'obligation de replanter les platanes arrachés préalablement, que les contraintes techniques imposent de planter de nouveaux arbres, la replantation étant impossible, et que le choix a été fait de modifier les essences à planter pour favoriser l'intégration paysagère et s'adapter aux contraintes climatiques.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n° M9D0004TE « réalisation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur le parking de la piscine Poséidon à Cournonterral » est passé avec l'entreprise JOULIE TP titulaire du lot 2 et sise à Cournonsec (34 660).

ARTICLE 2 : Le présent avenant s'élève à 1 510 € H.T. soit 3,79% d'écart introduit.

ARTICLE 3 : Le nouveau montant du lot 2 du marché s'élève à 41 335,26 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 DEC. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Eliane LLORET

Pour le Vice-Président
Par délégation

Jackie GALABRUN



Publiée le : 31 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°8.424
portant sur les travaux anticipés du
giratoire Gennevax dans le cadre de la
5ème ligne de tramway - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité.

CONSIDERANT :

- qu'une consultation a été lancée par TaM le 10 juillet 2019 selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique portant sur les travaux anticipés du giratoire Gennevieux n°8.424 dans le cadre de la ligne 5 de tramway,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% pour le prix des prestations et 40% au regard de la valeur technique de l'offre,
- qu'après analyse l'offre de l'entreprise Eurovia LR représente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°8.424 portant sur les travaux anticipés du giratoire Gennevieux dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué à l'entreprise Eurovia LR sise à Juvignac (34).

ARTICLE 2 : Le marché n°8.424 est conclu pour un montant de 924 272,30 € HT résultant du Détail Quantitatif Estimatif et pour une durée de 36 mois à compter de sa notification. Cette dépense sera imputée sur le budget annexe Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

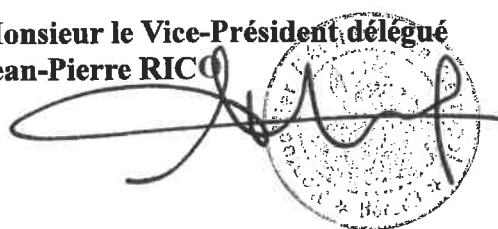
ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le marché visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 DEC. 2019

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO**



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété DUMONT -
Parcelle MS 290 lots 5161 et 5187
Résidence Les Cévennes - Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction

dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-856 du 23 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes impactée par le projet métropolitain de renouvellement urbain de cet ensemble immobilier,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-439 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2019-05-10381 du 16 mai 2019 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes,

- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 19 août 2019, envoyée par Maître BARAILLE, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 26 août 2019, concernant la vente par Madame Mireille DUMONT, d'un appartement avec cave, constituant les lots 5161 et 5187 bâtiment A4 de la copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290, au prix de 142.000 € en ce compris 4.850 € de mobilier et une commission d'agence de 9.000 €,
- Vu le constat dressé le 6 novembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine du 7 novembre 2019.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.
- que la propriété de Madame DUMONT se situe dans la copropriété des Cévennes, copropriété objet d'un projet de renouvellement urbain de la Métropole et d'un Plan de Sauvegarde en cours d'élaboration sur l'ensemble de la copropriété.
- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété DUMONT est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain. L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes, tout en permettant une offre de relogement potentielle dans le cadre d'opération tiroir.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Madame Mireille DUMONT, un appartement avec cave, constituant les lots 5161 et 5187 de la copropriété les Cévennes bâtiment A4, située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé à 105.280 € dont 4.850 € de mobilier et 9.000 € de commission d'agence dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 DEC. 2019

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 04 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **04 DEC. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété NIEL -
Parcelle MS 290 lot 3020 Résidence Les
Cévennes - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,

Décision n° MD2019-1225

- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-856 du 23 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes impactée par le projet métropolitain de renouvellement urbain de cet ensemble immobilier,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-439 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2019-05-10381 du 16 mai 2019 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 5 septembre 2019, envoyée par l'Etude DM NOTAIRES & ASSOCIES, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 9 septembre 2019, concernant la vente par Monsieur Jean-Claude NIEL, d'un appartement occupé par un locataire, constituant le lot 3020 bâtiment L de la copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290, au prix de 62.000 € dont 6.000 € de commission d'agence,
- Vu le constat dressé le 6 novembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine du 8 novembre 2019.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.
- que la propriété de Monsieur NIEL se situe dans la copropriété des Cévennes, copropriété objet d'un projet de renouvellement urbain de la Métropole et d'un Plan de Sauvegarde en cours d'élaboration sur l'ensemble de la copropriété.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de NIEL est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain. L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Monsieur Jean-Claude NIEL, un appartement occupé par un locataire, constituant le lot 3020 bâtiment L de la copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 59.500 € dont 6.000 € de commission d'agence dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 04 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 04 DEC. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété
PELLECUER - Parcelle MS 290 lots 5040-
5015-5836 Résidence Les Cévennes -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

Décision n° MD2019-1226

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-856 du 23 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes impactée par le projet métropolitain de renouvellement urbain de cet ensemble immobilier,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-439 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2019-05-10381 du 16 mai 2019 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 21 août 2019, envoyée par Maître RIBAUD, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 26 août 2019, concernant la vente par Madame Raymonde PELLECUER, d'un appartement occupé par un locataire avec cave et parking, constituant les lots 5040-5015-5836 bâtiment A1 de la copropriété les Cévennes située 29 rue

Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290, au prix de 73.500 € en ce compris une commission d'agence de 6.800 €,

- Vu le constat dressé le 6 novembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine 7 novembre 2019.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.
- que la propriété de Madame PELLECUER se situe dans la copropriété des Cévennes, copropriété objet d'un projet de renouvellement urbain de la Métropole et d'un Plan de Sauvegarde en cours d'élaboration sur l'ensemble de la copropriété.
- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété PELLECUER est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain. L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Madame Raymonde PELLECUER, un appartement occupé par un locataire avec cave et parking, constituant les lots 5040-5015-5836 bâtiment A1 de la copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 73.500 € en ce compris une commission d'agence de 6.800 € dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

CB4-24340017-201901-110 937-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 DEC. 2019

Réception en Préfecture : 06 DEC. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété EL GALTA
- Parcelles LR 3 et 262 lots 70-93-33 -
Résidence Le Plein Ciel - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

Décision n° MD2019-1227

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,

- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 3 septembre 2019, envoyée par Maître GOUJON-VANSUYT, notaire à Juvignac, reçue en Mairie de Montpellier le 19 septembre 2019, concernant la vente par Monsieur Ismaël EL GALTA, d'un appartement occupé par un locataire avec cave et parking, constituant les lots 70-93-33 de la copropriété Le Plein Ciel bâtiment A, 1324 avenue de Heidelberg, cadastrée section LR 3 et 262, au prix de 51.750 € dont 2.250 € de commission d'agence à la charge du vendeur et 2.250 € de commission d'agence en plus à la charge de l'acquéreur,
- Vu le constat dressé le 13 novembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine du 13 novembre 2019.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,
- que la propriété de Monsieur EL GALTA se situe dans la copropriété Le Plein Ciel, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).
- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence Le Plein Ciel a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.
- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Monsieur EL GALTA est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.
L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Monsieur Ismaël EL GALTA, un appartement occupé par un locataire avec cave et parking, constituant les lots 70-93-33 de la copropriété Le Plein Ciel bâtiment A, 1324 avenue de Heidelberg, cadastrée section LR 3 et 262.

Décision n° MD2019-1227

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé au prix révisé de 36.250 € en ce compris 2.250 € de commission d'agence plus 2.250 € de commission d'agence à la charge de l'acquéreur dont justificatifs seront sollicités pour être opérants, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-110359-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 DEC. 2019

Réception en Préfecture : 06 DEC. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à "Aménagement d'une
aire de stationnement des compacteurs à
déchets du centre-ville sur le domaine
privé de la Ville" - Autorisations
d'urbanisme préalables nécessaires -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et de déclaration préalable,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS – ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS – ORSAL dans le domaine de « Prévention et valorisation des déchets, Propreté de l'espace public »,
- VU les nuisances occasionnées par les deux compacteurs à déchets installés depuis l'automne 2014 à l'entrée du parking de l'ancien hôtel de ville malgré et les opérations de vidage, désinfection et de nettoyage des compacteurs à des fréquences renforcées et les consignes répétées aux équipages de collecte de maintenir la propreté des compacteurs, conduisant à envisager leur déplacement,

Décision n° MD2019-1228

- VU les projets de déplacement initialement envisagés et abandonnés du fait des contraintes techniques,
- VU que le parking jouxtant la Maison de la Poésie dont le foncier appartient à la Ville, avenue du Pirée, sert principalement, pour sa partie libre d'accès de lieu de stationnement aux cars de tourisme après le dépôt des passagers, est suffisamment vaste pour installer les deux compacteurs à déchets qui n'occuperaient que deux places de stationnement pour car.
- VU que le projet de déplacement et d'aménagement de la nouvelle aire de stationnement des compacteurs à déchets du centre-ville a été approuvé en conseil municipal par la délibération N° V2019-413
- VU que par la délibération du Conseil Municipal, l'autorisation a été accordée à Montpellier Méditerranée Métropole pour déposer et obtenir les autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation de ces travaux sur une propriété de la Ville.
- **CONSIDERANT** la nécessité d'aménager au fond du parking une nouvelle aire de stationnement pour ces deux compacteurs, comprenant principalement :
 - La réalisation d'une dalle béton ;
 - Les branchements aux réseaux sec (électricité) et humide (eaux usées) ;
 - La pose d'une clôture périphérique en bardage bois pour occulter ces équipements mobiles.

DECIDE

- **ARTICLE 1 :** L'obtention ainsi que la signature des autorisations d'urbanisme préalables sont nécessaires à la réalisation des travaux d'aménagement de la nouvelle aire de stationnement
- **ARTICLE 2 :** Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à déposer, obtenir et signer tous les autorisations et documents d'urbanisme nécessaires à la réalisation du projet conformément à l'arrêté portant délégation de fonction
- **ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 DEC. 2019
 Monsieur le Président
 Philippe SAUREL

Publiée le : 10 DEC. 2019
 Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
 Envoi Préfecture : 10 DEC. 2019
 Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété des consorts
REY - Parcelle LY 47 lot 268 et 938 -
Résidence du Lac - Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

Décision n° MD2019-1229

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,

- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 29 août 2019, envoyée par Maître RIBAUD, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 4 septembre 2019, concernant la vente par les consorts REY, d'un appartement occupé par un locataire avec cellier, constituant les lots 268 et 938 de la copropriété la Résidence du Lac, 53 rue Arnault Peyre, cadastrée section LY 47, au prix de 50.000 € plus 5.000 € de commission d'agence,
- Vu le constat dressé le 13 novembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,
- que la propriété des consorts REY se situe dans la copropriété la Résidence du Lac, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).
- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe La Résidence du Lac a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.
- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété des consorts REY est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété des consorts REY, un appartement occupé par un locataire avec cellier, constituant les lots 268 et 938 de la copropriété la Résidence du Lac, 53 rue Arnault Peyre, cadastrée section LY 47.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 50.000 € plus une commission d'agence de 5.000 € dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340007-20190101-110379-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 DEC. 2019

Réception en Préfecture : 06 DEC. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété société
ARMAND F21 - Ensemble immobilier
industriel - Parcelles CA 13 et 15 - Zone
d'activités des Quatre Chemins -
Commune de Fabrègues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

Décision n° MD2019-1230

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- VU le Plan d'Occupation des Sols de la Commune de FABREGUES approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 23 décembre 1993,
- VU les délibérations du Conseil municipal de la Commune de FABREGUES des 6 juillet 1987 et 29 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et NA du POS,
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 17 septembre 2019, envoyée par Maître Stéphane LOUBIER, notaire à PARIS (17^{ème}), reçue en Mairie de FABREGUES le 19 septembre 2019, concernant la vente par la Société ARMAN F21, d'un ensemble immobilier occupé à usage industriel, situé dans la zone d'activités des Quatre Chemins RN 113 les 4 Chemins à FABREGUES, cadastré section AC 13 et 15, au prix de 3.700.000 €,
- VU le constat dressé le 13 novembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- VU l'avis de France domaine.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière de développement et d'aménagement économique ;
- que cet ensemble industriel est situé dans la zone d'activité des Quatre Chemins et que l'occupant principal actuel, SCHNEIDER ELECTRIC, cesse son activité sur la Commune de FABREGUES ;
- que l'acquisition de ce site aujourd'hui sous-exploité est nécessaire dans un contexte de carence de foncier économique sur le territoire métropolitain et un taux de chômage élevé. Après réaménagement et optimisation de l'occupation de ce site tout en ayant assuré le raccordement aux réseaux, aujourd'hui inexistantes sur la parcelle, Montpellier Méditerranée Métropole pourra répondre, pour la partie ouest de son territoire, à une demande forte d'entreprises du secteur secondaire (production et logistique) en recherche de foncier économique ;
- que, par ailleurs, sur une partie de ce site Montpellier Méditerranée Métropole envisage d'installer un centre technique métropolitain afin de regrouper ses équipes techniques pour le secteur de la Plaine ouest de la Métropole ;
- que ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques et de réaliser des équipements collectifs.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la Société ARMAN F21, un ensemble immobilier à usage industriel, situé dans la zone d'activités des Quatre Chemins RN 113 les 4 Chemins à FABREGUES, cadastré section AC 13 et 15.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé au prix et aux conditions proposés dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 3.700.000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

Décision n° MD2019-1230

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 10 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à "Aménagement du local
à ordures ménagères situé Maison Pour
Tous Louis Feuillade situé sur le domaine
privé de la Ville - Autorisations
d'urbanisme préalables nécessaires -
Autorisation de signature"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et de déclaration préalable,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS – ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS – ORSAL dans le domaine de « Prévention et valorisation des déchets, Propreté de l'espace public »,
- VU que sur le parking de la maison Pour Tous Louis Feuillade, une aire a été aménagée afin de stocker les bacs à déchets nécessaires au dépôt des ordures ménagères de quelques résidences collectives proches dépourvues de locaux poubelles. Des murs de séparation ont été érigés pour délimiter cette aire. A l'usage, cette aire s'avère beaucoup trop grande. Elle est devenue le lieu de

Décision n° MD2019-1231

dépôts sauvages quasi permanents entravant l'accès aux bacs par les agents de collecte, ainsi que de pratiques illicites incompatibles avec la destination des lieux,

- **VU** que le projet de réduire cette aire a été approuvé en conseil municipal par la délibération N° V2019-414,

- **VU** la délibération du Conseil Municipal, l'autorisation a été accordée à Montpellier Méditerranée Métropole pour déposer et obtenir les autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation de ces travaux sur une propriété de la Ville,

- **CONSIDERANT** la nécessité de redonner à cette aire sa destination initiale, il est proposé de la réduire en l'adaptant au strict besoin des bacs et de leur circulation ::

- En réalisant un mur de séparation permettant de restituer une surface libre au parking ;
- En rehaussant par une clôture l'un des murs de séparation déjà réalisé (afin d'éviter que ne soient jetés par commodité des sacs poubelles par-dessus le mur).

DECIDE

- **ARTICLE 1** : L'obtention ainsi que la signature des autorisations d'urbanisme préalables sont nécessaires à la réalisation des travaux

- **ARTICLE 2** : Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à déposer, obtenir et signer tous les autorisations et documents d'urbanisme nécessaires à la réalisation du projet conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

- **ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 10 DEC. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 10 DEC. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision d'ester en justice " Assignation TGI - Résidence Le forum-Lattes"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU l'assignation déposée près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier à la demande de Le Forum Lattes SCCV tendant à la désignation d'un expert consécutivement à des désordres affectant les locaux des ordures ménagères en limite de voie publique de la Résidence Le Forum sise Avenue Paysagère du Montpellieret à Lattes,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier suite au dépôt de l'assignation à la requête de Le Forum Lattes SCCV.

ARTICLE 2.: La défense de ses intérêts est confiée au cabinet PHELIP.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 31 DEC. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 31 DEC. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au dépôt provisoire et
gratuit du Fonds régional d'art
contemporain Occitanie Montpellier d'une
oeuvre de Simon Hantaï, Tabula, 1980, au
musée Fabre**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

Considérant :

- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre ;
- qu'en raison d'un erreur matérielle, la décision n°MD2019-1105 relative au dépôt provisoire et gratuit du Fonds régional d'art contemporain Occitanie Montpellier d'une œuvre de Simon Hantaï, *Tabula*, 1980, au musée Fabre, doit être abrogée, et remplacée par la présente décision.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Compte-tenu de l'erreur matérielle susmentionnée, la décision n°MD2019-1105 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec le Fonds régional d'art contemporain Occitanie une convention de dépôt relative au dépôt d'une œuvre de Simon Hantaï, *Tabula*, 1980 – Huile sur toile – 160 x 140 cm / Inv. : 82P0223, d'une valeur d'assurance de 200 000 € (Deux cent mille euros).

ARTICLE 3 : Le dépôt, objet du contrat, prendra effet à la date de réception de l'œuvre par le conservateur du musée Fabre. L'œuvre sera enregistrée sur l'inventaire des dépôts du musée Fabre.

ARTICLE 4 : Le dépôt est consenti pour une durée de 5 ans, sauf dénonciation par l'un des deux signataires, 2 mois avant son échéance. La présente convention est renouvelée par tacite reconduction. En cas de contestation d'un risque grave pour la sécurité ou la conservation de l'œuvre, le déposant pourra en exiger la restitution immédiate.

ARTICLE 5 : L'œuvre ne pourra être prêtée pour une exposition temporaire qu'avec l'autorisation écrite du déposant, et uniquement à des institutions présentant toutes les garanties de sécurité et de conservation. L'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles ou de la Direction des Musées de France pourra être sollicité. A l'occasion du déplacement de l'œuvre à l'extérieur du musée Fabre, ou des réserves, une assurance clou à clou devra être souscrite par l'organisme emprunteur. Elle devra couvrir les risques de vol, d'incendie et de dégradation pendant le transport et pendant la durée de l'exposition. Une attestation devra être transmise par l'emprunteur et au conservateur du musée dépositaire qui en adressera copie au déposant. L'assurance souscrit par le dépositaire s'effectuera sur la base de la valeur marchande de l'œuvre estimée au moment du dépôt, selon l'estimation transmise par le déposant. Cette valeur pourra être actualisée de façon contradictoire par deux experts.

ARTICLE 6 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer la convention visée à l'article 2, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction dans le domaine « Culture ».

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 04 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Eclairage Public

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant n°1 de prix
nouveaux au marché n°5141EP18 de
fournitures de lampes d'éclairage public -
Autorisation de signer**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public ;
- VU la décision n°2018-961 attribuant le marché de fourniture de lampes d'éclairage public à l'entreprise EDDEP, marché sans minimum ni maximum et conclu pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois.

CONSIDERANT :

- Qu'il convient d'ajouter des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires pour faire face aux besoins requis ;
- Qu'il est donc nécessaire de passer un avenant pour modifier le bordereau des prix unitaires du marché n°5141EP18 de fourniture de lampes d'éclairage public ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 de prix nouveaux au marché n°5141EP18 de fourniture de lampes d'éclairage public avec l'entreprise EDDEP.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : - 6 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 6 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au dépôt provisoire et
gratuit par le Fonds régional d'art
contemporain Occitanie Montpellier au
musée Fabre d'une œuvre de Vincent
Bioulès, *Le grand Silence*, 1981**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,
- qu'en raison d'une erreur matérielle, la décision n°MD2019-1103 relative au dépôt provisoire et gratuit du Fonds régional d'art contemporain Occitanie Montpellier d'une œuvre de Vincent Bioulès, *Le grand Silence*, 1981, au musée Fabre, doit être abrogée,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Compte-tenu de l'erreur matérielle susmentionnée, la décision n°MD2019-1103 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec le Fonds régional d'art contemporain Occitanie une convention de dépôt relative au dépôt d'une œuvre de Vincent Bioulès, *Le grand Silence*, 1981 – Huile sur toile – 190 x 250 cm / Inv. : 82PE0037, d'une valeur d'assurance de 28 000 € (Vingt huit mille euros).

ARTICLE 3 : Le dépôt, objet du contrat, prendra effet à la date de réception de l'œuvre par le conservateur du musée Fabre. L'œuvre sera enregistrée sur l'inventaire des dépôts du musée Fabre.

ARTICLE 4 : Le dépôt est consenti pour une durée de 5 ans, sauf dénonciation par l'un des deux signataires, 2 mois avant son échéance. La présente convention est renouvelée par tacite reconduction. En cas de contestation d'un risque grave pour la sécurité ou la conservation de l'œuvre, le déposant pourra en exiger la restitution immédiate.

ARTICLE 5 : L'œuvre ne pourra être prêtée pour une exposition temporaire qu'avec l'autorisation écrite du déposant, et uniquement à des institutions présentant toutes les garanties de sécurité et de conservation. L'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles ou de la Direction des Musées de France pourra être sollicité. A l'occasion du déplacement de l'œuvre à l'extérieur du musée Fabre, ou des réserves, une assurance clou à clou devra être souscrite par l'organisme emprunteur. Elle devra couvrir les risques de vol, d'incendie et de dégradation pendant le transport et pendant la durée de l'exposition. Une attestation devra être transmise par l'emprunteur et au conservateur du musée dépositaire qui en adressera copie au déposant. L'assurance souscrit par le dépositaire s'effectuera sur la base de la valeur marchande de l'œuvre estimée au moment du dépôt, selon l'estimation transmise par le déposant. Cette valeur pourra être actualisée de façon contradictoire par deux experts.

ARTICLE 6 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer la convention visée à l'article 2, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction dans le domaine « Culture ».

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 5 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : - 6 DEC. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : - 6 DEC. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Eclairage Public

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'avenant n°2 de prix
nouveaux aux lots 6 et 7 du marché
n°4571AT16 "maintenance des
installations d'éclairage public" -
Autorisation de signer

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public,
- VU la délibération n°13881 du 26 mai 2016 autorisant la signature des lots 6 et 7 de l'accord-cadre n°4571AT16 de maintenance des installations d'éclairage public avec l'entreprise CITEOS, lots avec un minimum annuel de 180 000€ HT et sans maximum et conclus pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois,

- VU la décision n°2017-379 autorisant la signature des avenants n°1 d'intégration de prix nouveaux aux lots 6 et 7 de l'accord-cadre n°4571AT16 de maintenance des installations d'éclairage public avec l'entreprise CITEOS.

CONSIDERANT :

- Qu'il convient d'ajouter des prix nouveaux aux bordereaux des prix unitaires pour faire face aux besoins requis ;
- Qu'il est donc nécessaire de passer des avenants pour modifier le bordereau des prix unitaires des lots 6 et 7 du marché n°4571AT16 de maintenance des installations d'éclairage public.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants n°2 de prix nouveaux aux lots 6 et 7 du marché n°5141EP18 n°4571AT16 de maintenance des installations d'éclairage public avec l'entreprise CITEOS.

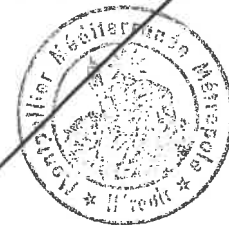
ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants n°2 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à l'avenant
n°3 au marché transféré de la commune de
Restinclières n°4248TV15 Programme de
voirie 2014/2017 - Travaux de rénovation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux « marchés » ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la Voirie et l'Espace public, et de la Mixité dans le parc de logement social public ;
- Vu le transfert du marché n°4248TV15 Programme de voirie 2014/2017 de la commune de Restinclières à Montpellier Méditerranée Métropole, passé avec le Groupement GIRAUD / LAUTIER pour un montant global de 630 958, 75 € HT euros HT réparti en quatre tranches ;
- Vu la décision n°2016-162 autorisant la signature de l'avenant n°1 de reventilation des tranches, la décision n°2016-566 autorisant la signature de l'avenant n°2 de prix nouveaux et la décision

n°MD2019-546 autorisant la signature de l'avenant n°3 d'augmentation de la tranche optionnelle n°3.

CONSIDERANT :

- Que la décision n°MD2019-546 du 29 mai 2019 relative à la signature de l'avenant n°3 d'augmentation de la tranche optionnelle n°3 du marché transféré n°4248TV15 Programme de voirie 2014/2017 sur la commune de Restinclières, d'un montant de 10 008,43 € HT, indiquait que cette augmentation faisait porter le nouveau montant du marché à 767 158,93 € HT.

- Que le nouveau montant du marché indiqué dans la décision était en réalité un montant toutes taxes comprises.

- Qu'il convient donc de modifier la décision n°MD2019-546 comme suit :

Au lieu de lire : « ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché transféré n°4248TV15 Programme de voirie 2014/2017 sur la commune de Restinclières, d'un montant de 10 008,43 € HT, portant le nouveau montant du marché à 767 158,93 € HT. »

Il convient de lire : « ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché transféré n°4248TV15 Programme de voirie 2014/2017 sur la commune de Restinclières, d'un montant de 10 008,43 € HT, portant le nouveau montant du marché à 640 967, 18 € HT. »

DECIDE :

ARTICLE 1 : De modifier la décision n°MD2019-546 en tant que l'augmentation de la tranche optionnelle n°3 fait porter le nouveau montant du marché transféré n°4248TV15 Programme de voirie 2014/2017 sur la commune de Restinclières à 640 967, 18 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 16 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 DEC. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative aux avenants n°1 aux
marchés publics de travaux pour la
réalisation de la phase 1 de l'opération de
restructuration de la médiathèque centrale
Émile Zola (mandat SA3M)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- Vu la convention de mandat conclue en date du 28 Juillet 2017, transmise en Préfecture le 31 Juillet 2017 et notifiée le 17 Août 2017 à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour l'opération d'aménagement de la médiathèque centrale Emile Zola en vue de l'intégration de l'offre de la médiathèque Federico Fellini, Phase 1 – Auditorium,

- Vu la décision N°MD2019-508 attribuant les marchés de travaux de transformation de l'auditorium de la médiathèque Emile Zola en salle de cinéma et de conférence,

CONSIDERANT :

- que, conformément à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, le remplacement supplémentaire de trois rangées d'éclairages dans le cadre de l'opération a été rendu nécessaire du fait de l'obsolescence de ce matériel installé dans cette salle en 1999,
- que cette modification a un impact sur les montants des marchés publics de travaux initiaux des lots 2 « Electricité », et 5 « Equipements scéniques et audiovisuels », et doit en conséquence faire l'objet d'avenants ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché de travaux de transformation de l'auditorium de la médiathèque Emile Zola en salle de cinéma et de conférence, lot 2, « Electricité », conclu avec l'entreprise FAUCHE, avenant d'un montant de 2.500 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 58.479,19 euros HT.

ARTICLE 2 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché de travaux de transformation de l'auditorium de la médiathèque Emile Zola en salle de cinéma et de conférence, lot 5 « Equipements scéniques et audiovisuels », conclu avec l'entreprise SUD MEDIA SYSTEM, avenant d'un montant de 7.577,41 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 169.573,35 euros HT.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 DEC. 2019**

Monsieur le ~~Vice~~ Président délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : **30 DEC. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

30 DEC. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle EB n°147p sur la commune de
Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSET dans les domaines de la « prévention des risques majeurs et de la gestion des milieux aquatiques »,
- VU la promesse de vente en date du 10 octobre 2019 consentie par la SCI TOURNEFORT pour vendre à Montpellier Méditerranée Métropole une emprise de 720m² environ à prendre sur la parcelle cadastrée EB n°147, sise commune de Lattes, lui appartenant, moyennant le prix de 3 600 €, majoré d'une indemnité de 23 232 € correspond au montant des travaux à engager par le propriétaire pour déplacer les installations présentes sur l'emprise à céder,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition de cette partie de parcelle est nécessaire dans le cadre de l'aménagement d'un accès aux berges du Lez,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 720 m² environ à prendre sur la parcelle cadastrée EB n°147 sise commune de Lattes, à la SCI TOURNEFORT, propriétaire, domiciliée chemin de la Pradeleine à Lattes (34970), représentée par Monsieur David TREILLET en sa qualité de gérant.

ARTICLE 2 : Cette acquisition est réalisée moyennant le prix de 3 600 € (trois mille six euros) majoré du versement d'une indemnité de 23 232 € (vingt-trois mille deux cent trente deux euros) correspondant à la réalisation par le propriétaire du déplacement des installations présentes sur l'emprise à céder. Les frais d'acquisition restent à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention de prise de possession anticipée visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté de délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 5 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : - 6 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 6 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature d'un
mandat d'acquisition foncière pour la
démolition de la Tour d'Assas à
Montpellier - Approbation

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées par le Conseil au Président et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine de la Planification urbaine notamment le SCoT et le PLUi, l'urbanisme, l'aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, ainsi que les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme,

- **VU** le protocole de préfiguration portant Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPNRU) Mosson signé le 16 décembre 2016 entre notamment Montpellier Méditerranée Métropole, l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain et le bailleur social ACM Habitat,
- **VU** la délibération n° 2019-405 du Conseil de Métropole en date du 23 juillet 2019, approuvant les dossiers d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'enquête parcellaire pour la constitution d'une réserve foncière sur la Tour d'Assas à Montpellier,
- **VU** le projet de mandat d'acquisition foncière préalable au projet de la démolition de la Tour d'Assas ayant pour objet de confier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) la réalisation des procédures devant aboutir à l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole de l'ensemble des droits de toutes natures sur le périmètre de la réserve foncière approuvé lors du conseil de Métropole du 23 juillet 2019,
- **CONSIDERANT** la nécessité de constituer une réserve foncière durant cette étape d'études préalables en anticipation de la phase projet d'aménagement,
- **CONSIDERANT** la nécessité pour Montpellier Méditerranée Métropole d'engager les démarches d'acquisitions foncières et de libération des immeubles inclus dans le périmètre de ladite réserve foncière, en parallèle de la procédure de déclaration d'utilité publique corrélative sollicitée auprès de M le Préfet de l'Hérault ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Un mandat d'acquisition foncière préalable au projet de démolition de la Tour d'Assas est conclu avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation des procédures d'acquisition foncière, en ce compris l'ensemble des droits de toute nature sur les immeubles intégrés dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique en cours d'instruction.

ARTICLE 2 : Le montant prévisionnel estimé de ce mandat est de 3 040 000 € HT (soit trois millions quarante mille euros hors taxes), comprenant le montant des acquisitions foncières à réaliser par Montpellier Méditerranée Métropole évalué à 3 000 000 €, et le prix des prestations confiées par la SA3M, au nom et pour le compte de la Métropole à des tiers soit 40 000 € hors taxes.

ARTICLE 3 : La rémunération de la SA3M pour la réalisation des missions confiées en exécution dudit mandat est de 234 000 € (deux cent trente quatre mille euros) toutes taxes comprises.

ARTICLE 4 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation est autorisée à signer le mandat objet de la présente et mentionné à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 DEC. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARIAN



Publiée le : 30 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
mandat d'études préalables avec la Société
d'Aménagement de Montpellier
Méditerranée Métropole (SA3M) pour la
construction de l'Ecole Supérieure d'Art
Dramatique (ENSAD) de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

Considérant :

- que dans le cadre de sa compétence dans le domaine de la Culture et des équipements culturels, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite étudier les conditions de transfert de l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier à proximité du Conservatoire à Rayonnement Régional, sur la parcelle de l'ancienne Maternité Grasset ;
- qu'en vue de préciser les conditions de réalisation de cette opération, conformément aux dispositions de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 (articles 3 et suivants), et afin d'assurer une bonne coordination avec le projet de construction sur la même parcelle du Conservatoire à Rayonnement Régional, actuellement conduit par Montpellier Méditerranée Métropole en mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), il est proposé de déléguer à la SA3M la réalisation de ces études ;
- qu'à cet effet, il sera confié à la SA3M le pouvoir de représenter Montpellier Méditerranée Métropole pour accomplir en son nom et pour son compte tous les actes juridiques nécessaires pour la bonne réalisation de sa mission, dans les limites fixées par la présente convention.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'une convention de mandat avec la SA3M pour mener les études préalables visant à la réalisation d'un bâtiment neuf destiné à accueillir l'ENSAD de Montpellier sur la parcelle de l'ancienne Maternité Grasset à Montpellier. Le montant global prévisionnel des études prévues dans le cadre de ce mandat est de 130 000 € HT (valeur novembre 2019). Le contrat de mandat prendra effet à la date de notification par Montpellier Méditerranée Métropole au mandataire du contrat signé et de la date de sa réception par le représentant de l'Etat, et expirera à l'achèvement de la mission du mandataire. La rémunération attribuée au mandataire pour cette mission est fixée à 50 000 € HT (valeur novembre 2019).

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention susmentionnée et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 11 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 11 DEC. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
NUMALIS au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n°M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

Décision n° MD2019-1247

- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 21 décembre 2015 passée entre la Métropole et la société NUMALIS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 5 mars 2019,
- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 21 novembre 2019,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société NUMALIS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NUMALIS pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 décembre 2020.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NUMALIS pour la surface de 92,72 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 376,89 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n° M2018-694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3 La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 10 DEC. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 10 DEC. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession de la parcelle
A 2413 rue de la Taillade Commune de
Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- Vu la décision n° MD 2018-049 du 13 avril 2018 relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise à extraire du domaine public non cadastré, située rue de la Taillade à Castries,
- Vu l'estimation de France Domaine n° 2018-058 V 0711 du 28 novembre 2019,

Considérant :

- qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur,
- que le seul propriétaire riverain est l'acquéreur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SCCV CASTRIES la parcelle cadastrée A 2413 d'une superficie de 122 m², située rue de la Taillade à Castries.

ARTICLE 2 : Cette vente sera réalisée au prix de 57,50 € euros le m² soit un montant total de 7015 euros conformément à l'estimation de France Domaine. L'acte notarié constatant la vente sera rédigé aux frais de de la SCCV CASTRIES.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de la
candidature de RECIPRO'CITE dans
l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.

CONSIDERANT la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire de la SAS RECIPRO'CITE, représentée par son président, la SARL ALTERSEGAUX elle-même représentée par Monsieur Serge LE BOULCH. La société est spécialisée dans le recueil et le traitement de données et prestations de services connectées aux programmes immobiliers de la ZAC Quartier EUREKA Extension. Elle est candidate à la location du lot B10A-1 de 25 m² à compter du 06 décembre 2019, jusqu'au 14 octobre 2020.

La société projette un effectif de 2 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société RECIPRO'CITE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention de sous occupation ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 DEC. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **20 DEC. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **20 DEC. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de gestion
locative de l'Hôtel French Tech à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement économique, de L'Enseignement supérieur, de la Recherche et l'innovation, de la Planification urbaine et à l'Urbanisme, de l'Aménagement et au Renouvellement urbain opérationnels »,
- Vu la délibération du conseil n°13560 du 01/02/2016 relative à la convention d'autorisation d'occupation temporaire d'une partie des locaux de l'ancien hôtel de ville de Montpellier pour la création du préfigurateur du bâtiment totem du numérique, baptisé Hôtel French Tech,
- Vu les articles L1611-7 et L1611-7-1 du CGCT fixant les conditions dans lesquelles les collectivités territoriales et les établissements publics peuvent confier à des tiers, par convention de mandat, respectivement le paiement de certaines de leurs dépenses et l'encaissement de certaines de leurs recettes,

- CONSIDERANT :

- La nécessité d'accompagner les nouvelles entreprises dans leur installation et d'assurer la gestion locative du bâtiment,
- Qu'il convient de confier la gestion locative du bâtiment à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) en vertu des dispositions L 2500-1, L 2500-2 et L 2511-1 et suivants du code de la commande publique,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de la convention de gestion locative de l'Hôtel French Tech avec la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole), ayant pour objet de préciser les modalités d'encaissement des loyers et de suivi administratif avec les entreprises locataires du bâtiment.

ARTICLE 2 : La SA3M percevra dans le cadre du mandat une rémunération de gestion locative correspondant à 6% des redevances HT tirés de la location des surfaces dans l'Hôtel French Tech, et une rémunération de commercialisation à hauteur de 2 mois de redevance HT à la signature de chaque nouvelle convention d'occupation.

ARTICLE 3 : La convention est conclue pour une durée de 12 mois à compter de sa signature et pourra être reconduite de manière tacite deux fois par période d'un an avec l'accord des parties.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer ladite convention de gestion locative ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **04 DEC. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **04 DEC. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **04 DEC. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Eclairage Public

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9D0053EP
de fourniture de mâts d'éclairage public
type tramway - Autorisation de signer le
marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président Délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la mixité dans le parc de logement social public.

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de renouveler le matériel existant qui arrive en fin de vie ou de remplacer les candélabres accidentés sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre sans minimum ni maximum pour une durée de un an renouvelable 3 fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° Prix 70%
- ° Valeur technique 30%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 29 octobre 2019 a classé les offres et choisi l'entreprise TECHNILUM sise Domaine de Lézigno à Béziers présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de fourniture de mâts d'éclairage public type tramway à l'entreprise TECHNILUM, accord-cadre sans minimum ni maximum.

L'accord-cadre prend effet à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 1 an renouvelable 3 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service de coordination des politiques de gestion et d'exploitation du patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M9D0025EP
"surveillance du patrimoine d'ouvrages
d'art de Montpellier Méditerranée
Métropole" - Autorisation de signer le
marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président Délégué à la voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public,

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de prévoir la surveillance organisée du patrimoine d'ouvrages d'art qui se trouve sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,

- qu'une procédure d'appel d'offres a été lancée conformément aux articles R2124-1 et R2124-2 du code, et des articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.
- Il suit les dispositions des articles R2113-4 à R2113-6 du code de la commande publique relatif aux marchés à tranches optionnelles pour une durée de 36 mois.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique 60%
 - ° Prix des prestations 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 29 octobre 2019 a classé les offres et choisi les entreprises suivantes présentant les offres économiquement les plus avantageuses :
 - > Lot 1 Ponts et structures métalliques : SOCOTEC sise 5 place des Frères Montgolfier – Guyancourt CS20732 – 78182 Saint Quentin en Yvelines cedex ;
 - > Lot 2 Murs de soutènement : Bureau VERITAS (SODIA) sise 4-6 rue Langevin – ZAC des Garennes – 78130 Les Mureaux ;
 - > Lot 3 Visites des appuis immergés : CTSM sise 33 rue de la République – 69002 Lyon ;
 - > Lot 4 Ouvrages hydrauliques : SOCOTEC sise 5 place des Frères Montgolfier – Guyancourt CS20732 – 78182 Saint Quentin en Yvelines cedex ;
 - > Lot 5 Portiques, potences et hauts-mâts : SITES sise 95-97 avenue Victor Hugo – 92500 Rueil-Malmaison.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de surveillance organisée du patrimoine d'ouvrage d'art aux entreprises suivantes :

- > Lot 1 Ponts et structures métalliques : SOCOTEC pour un montant forfaitaire de 318 560€ HT (tranche ferme + tranches optionnelles 1 et 2) ;
 - > Lot 2 Murs de soutènement : Bureau VERITAS (SODIA) pour un montant forfaitaire de 74 582€ HT (tranche ferme + tranches optionnelles 1 et 2) ;
 - > Lot 3 Visites des appuis immergés : CTSM pour un montant forfaitaire de 81 850€ HT (tranche ferme + tranches optionnelles 1 et 2) ;
 - > Lot 4 Ouvrages hydrauliques : SOCOTEC pour un montant forfaitaire de 42 480€ HT (tranche ferme + tranches optionnelles 1 et 2) ;
 - > Lot 5 Portiques, potences et hauts-mâts : SITES pour un montant forfaitaire de 44 621€ HT (tranche ferme + tranches optionnelles 1 et 2).
- Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 36 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

CP

Montpellier, le 12 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Voiries Urbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention
d'occupation du domaine public autorisant
l'implantation de sondes de mesure
autonomes sur les supports du réseau
d'éclairage public entre Montpellier
Méditerranée Métropole et l'Agence
Nationale des Fréquences**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la réalisation de conventions d'occupation du domaine public,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président Délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public.

CONSIDERANT :

- Que dans le cadre du déploiement du réseau 5G, il est nécessaire de définir les conditions dans lesquelles l'Agence Nationale des Fréquences est autorisée à implanter des sondes autonomes mesurant le niveau d'exposition du public aux ondes radioélectriques sur les supports d'éclairage public métropolitain.

- Que la présente convention précise également les conditions techniques et financières pour l'installation de ces équipements sur les supports du réseau d'éclairage public situés sur le domaine public et pour leur entretien.

DECIDE

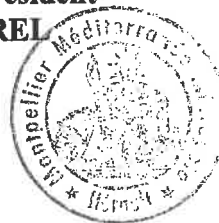
ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention avec l'Agence Nationale des Fréquences.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 11 DEC. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11 DEC. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété DESPLAN -
Parcelle MS 290 lots 5410 et 5424
Résidence Les Cévennes - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction

dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-856 du 23 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes impactée par le projet métropolitain de renouvellement urbain de cet ensemble immobilier,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-439 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2019-05-10381 du 16 mai 2019 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes,

- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 23 septembre 2019, envoyée par Maître VIDAL, notaire à Cournonterral, reçue en Mairie de Montpellier le 26 septembre 2019, concernant la vente par Monsieur Philippe DESPLAN, d'un appartement avec un local annexe, constituant les lots 5410 et 5424 bâtiment B3 de la copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290, au prix de 84.000 € plus 7.000 € de commission d'agence,
- Vu le constat dressé le 19 novembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine du 20 novembre 2019.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.
- que le propriété de Monsieur DESPLAN se situe dans la copropriété des Cévennes, copropriété objet d'un projet de renouvellement urbain de la Métropole et d'un Plan de Sauvegarde en cours d'élaboration sur l'ensemble de la copropriété.
- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de DESPLAN est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain. L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes, tout en permettant une offre de relogement potentielle dans le cadre d'opération tiroir.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Monsieur Philippe DESPLAN, un appartement avec un local annexe, constituant les lots 5410 et 5424 bâtiment B3 de la copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé à 77.500 € plus une commission d'agence de 7.000€ dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété
BARGIBANT - Parcelle LR 12 et 15 lots
419 et 439 Résidence L'Hortus - Commune
de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 1^{er} octobre 2019, envoyée par Maître CABANES-GELLY, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 7 octobre 2019, concernant la vente par Monsieur Cédric BARGIBANT, d'un appartement occupé par des locataires avec cave, constituant les lots 419 et 439 bâtiment 57/3 de la copropriété L'Hortus avenue de Louisville, cadastrée section LR 12 et 15, au prix de 60.000 € en ce compris 5.000 € de commission d'agence,

- Vu le constat dressé le 18 novembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,

- Vu l'avis de France domaine du 21 novembre 2019.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,
- que la propriété de Monsieur BARGIBANT se situe dans la copropriété L'Hortus, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).
- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence L'Hortus a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.
- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Monsieur BARGIBANT est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain. L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Monsieur Cédric BARGIBANT, un appartement occupé par des locataires avec cave, constituant les lots 419 et 439 bâtiment 57/3 de la copropriété L'Hortus avenue de Louisville, cadastrée section LR 12 et 15.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 58.000 € en ce compris 5.000 € de commission d'agence dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



17 DEC. 2019

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché d'acquisition
d'oeuvre d'art dans le cadre de
l'aménagement du centre d'art
contemporain Montpellier Contemporain
(MoCo) à l'hôtel Montcalm de Montpellier
(mandat SA3M, opération n°02944)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

- Vu la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du centre d'art Montpellier Contemporain (MoCo), dont la signature a été approuvée par délibération n°13898 du 30 juin 2016,

CONSIDERANT :

- que, dans le cadre de la convention de mandat susmentionnée, a été prévue l'acquisition par la SA3M, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, d'œuvres d'art destinée à être installée au sein du centre d'art contemporain Montpellier Contemporain (MoCo),
- que l'article R2122-3 du Code de la commande publique, 1^{er} alinéa, permet de confier à un prestataire donné, à l'issue d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalable, un marché ayant pour objet « la création ou l'acquisition d'une œuvre d'art ou d'une performance artistique unique », étant précisé qu'en matière d'œuvre d'art, l'identité de l'artiste détermine en soi le caractère unique et la valeur de l'œuvre d'art, conformément au considérant 50 de la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics,
- que la conclusion de cette procédure nécessite la signature d'un contrat entre la SA3M et l'artiste créateur de l'œuvre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de création et d'acquisition d'œuvre d'art est passé avec M. Bertrand LAVIER 1 rue de la Demoiselle, 21510 Aignay-le-Duc, pour un montant de 100 000 € HT, soit 105 000 € TTC. Le marché prend effet à compter de sa notification au titulaire. Sa durée prévisionnelle d'exécution est de 4 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 DEC. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : 10 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété JAHDARI -
Parcelle LR 262 et 3 lots 438-476-35
Résidence Le Plein Ciel - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction

dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du

quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,

- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,

- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 1^{er} octobre 2019, envoyée par Maître CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 4 octobre 2019, concernant la vente par Monsieur Saïd JAHDARI, d'un appartement avec cave et garage, constituant les lots 438-476-35 bâtiment C de la copropriété Le Plein Ciel 1324 avenue de Heidelberg, cadastrée section LR 262 et 3, au prix de 57.000 €,

- Vu le constat dressé le 18 novembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,

- Vu l'avis de France domaine du 20 novembre 2019.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;

- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,

- que la propriété de Monsieur JAHDARI se situe dans la copropriété Le Plein Ciel, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence Le Plein Ciel a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Monsieur JAHDARI est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes, tout en permettant une offre de relogement potentielle dans le cadre d'opération tiroir.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Monsieur Saïd JAHDARI, un appartement avec cave et

garage, constituant les lots 438-476-35 bâtiment C de la copropriété Le Plein Ciel 1324 avenue de Heidelberg, cadastrée section LR 262 et 3.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 57.000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 DEC. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 17 DEC. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété ROUZAUD
- Parcelle LR 51 lots 338 et 425 - Résidence
Le Nouveau Peyrou - Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme. »,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 23 septembre 2019, envoyée par Maître ANDRIEU, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 27 septembre 2019, concernant la vente par les consorts ROUZAUD d'un appartement avec cave constituant les lots 338 et 425

bâtiment C8 de la copropriété Le Nouveau Peyrou rue de Leyde à Montpellier, cadastrée section LR 51, au prix de 53 000 €,

- Vu le constat dressé le 18 novembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine 20 novembre 2019,

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain,
- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016,
- que la propriété ROUZAUD se situe dans la copropriété Le Nouveau Peyrou, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU),
- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence Le Nouveau Peyrou a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis,
- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété des consorts ROUZAUD est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.
L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes, tout en permettant une offre de relogement potentielle dans le cadre d'opération tiroir.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété des consorts ROUZAUD, un appartement avec cave, constituant les lots 338 et 425 bâtiment C8 de la copropriété Le Nouveau Peyrou rue de Leyde à Montpellier, cadastrée section LR 51.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 53 000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire 17 DEC. 2019

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant 1 rectificatif
de l'avenant 1 du marché n° 5210MG18 '
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la
maintenance des Ascenseurs pour le
groupement de commandes composé de
Montpellier Méditerranée Métropole, le
CCAS de Montpellier, la Ville du Crès, la
Ville de Pérols, la Ville de Pignan et la Ville
de Villeneuve-lès-Maguelone ' -
Approbation

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les dispositions relatives au Code de la commande publique,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines « Administration générale, Affaires juridiques, Contentieux, Protocole »,
- VU la notification du 15 octobre 2018 attribuant le marché 5210MG18 « Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la maintenance des Ascenseurs pour le groupement de commandes composé de Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier, la Ville du Crès, la Ville de Pérols, la Ville de Pignan et la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone » à la société ACCEO, sise Chemin Font de Sereine – Le Grand Bosquet à GEMENOS (13 420),
- VU L'Avenant n°1 au marché n° 5210MG18 qui ajoute 11 appareils à la phase 2 de la mission d'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage pour la maintenance des ascenseurs,

Considérant :

- Que l'avenant n°1 comportait une erreur matérielle portant sur une erreur de calcul, il convient de la rectifier. En effet, la base de calcul de l'avenant n°1 reposait sur la phase 2 uniquement et non la totalité du marché (phase 1+2). Le montant même de l'avenant reste inchangé.
- Que l'avenant rectificatif n°1 a une incidence financière sur le montant du marché : le montant de l'avenant est de 6 644 € HT soit 7 972 € TTC (taux TVA 20%). Le pourcentage d'écart introduit par l'avenant est de 8,6 %.
- Que le nouveau montant du marché est de 83 944 € HT soit 100 732,80 € TTC (taux de TVA 20%).

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°1 rectificatif à l'avenant n° 1 du marché n°5210 « Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la maintenance des Ascenseurs pour le groupement de commandes composé de Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier, la Ville du Crès, la Ville de Pérols, la Ville de Pignan et la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone ».

Article 2 : De dire que l'avenant n°1 rectificatif a une incidence financière sur le montant du marché : le montant de l'avenant est de 6 644 € HT soit 7 972 € TTC (taux TVA 20%). Le nouveau montant du marché est de 83 944 € HT soit 100 732,80 € TTC.

Article 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant visé à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 DEC. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD

Pour la Vice-Présidente

Par délégation

J. GALABEU



Publiée le : 31 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°
M9D0060MG "Achat de prestations
diverses de reprographie pour l'ensemble
des services de Montpellier Méditerranée
Métropole" - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la commande publique
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole » ;
- **CONSIDERANT**
 - qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché n° M9D0060MG d'achat de prestations diverses de reprographie pour l'ensemble des services de Montpellier Méditerranée Métropole ;

-qu'une procédure formalisée a été lancée conformément aux dispositions des articles R.2124-1 et R2161-2 à R2161-6 du Code de la commande publique ;
-que le marché M9D0060MG est un accord cadre à bons de commandes sans minimum et sans maximum passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 du code susvisé. Sans allotissement ni tranche, sa durée est de 4 ans, décomposée comme suit : durée initiale d'1 an à compter de sa notification, reconductible 3 fois 1 an par tacite reconduction ;
-que les critères d'analyse des offres sont pondérés de la manière suivante :
 . Valeur technique au regard du mémoire technique : 40%
 . Prix des prestations au regard du détail quantitatif et estimatif : 60%
-que la Commission d'Appel d'Offres, dans la séance du 26/11/2019, a classé les offres et choisi l'entreprise Groupement Solidaire Impremium 34/Impremium 13 présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° M9D0060MG « Achat de prestations diverses de reprographie pour l'ensemble des services de Montpellier Méditerranée Métropole » au Groupement solidaire Impremium34/Impremium 13, sise à Montpellier (34 000).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 DEC. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD

Pour la Vice-Présidente
Par délégation

J. GALABRUN



Publiée le : 31 DEC. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 31 DEC. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux avenants n° 1 aux lots
9, 12, 13, 15 et 16 du marché de travaux n°
2905 relatif à l'extension et modernisation
du centre de tri des déchets ménagers
recyclables secs DEMETER**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la « Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public » ;
- Vu la convention de mandat approuvée par délibération n° 12712 du 18 décembre 2014 confiant à la SA3M la réalisation du nouveau centre de tri Demeter ;

- Vu la décision n°2018-1102 attribuant le marché de travaux n°2905 relatif à l'Extension et rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER :

- pour le lot n°1 « Terrassement » à l'entreprise BRAULT, pour un montant de 96 000 euros H.T.,
- pour les lots n°2 et 3 « Fondations – dallage – reprises existant – gros œuvre » à l'entreprise EMF, pour un montant de 1 195 333, 00 euros H.T.,
- pour le lot n°4 « Charpente métallique » à l'entreprise LANDRAGIN, pour un montant de 147 652, 00 euros H.T.,
- pour le lot n°5 « Charpente bois » à l'entreprise SBC, pour un montant de 96 000 euros HT,
- pour le lot n°6 « Couverture – Etanchéité » à l'entreprise SOPREMA, pour un montant de 228 000 euros HT,
- pour le lot n°7 « Bardage » à l'entreprise LANDRAGIN, pour un montant de 393 743,20 euros HT,
- pour le lot n°8 « Menuiseries extérieures » à l'entreprise ZONCA, pour un montant de 42 483, 93 euros HT,
- pour le lot n°9 « Serrurerie » à l'entreprise DELMAS, pour un montant de 96 250 euros HT,
- pour le lot n°10 « Cloisons – doublages – faux-plafonds » à l'entreprise CORTINA, pour un montant de 92 323,50 euros H.T.,
- pour le lot n°11 « Menuiseries intérieures » à l'entreprise MCH, pour un montant de 53 866, 24 euros HT,
- pour le lot n°12 « Carrelage – faïences » à l'entreprise SOMEREV, pour un montant de 59 590, 34 euros HT,
- pour le lot n°13 « Peinture – nettoyage » à l'entreprise SOPESUD, pour un montant de 19 772,20 euros HT,
- pour le lot n°14 « Ascenseur » à l'entreprise NSA, pour un montant de 52 400 euros HT,
- pour le lot n°15 « Plomberie – CVC – ECS » à l'entreprise SERCLIM, pour un montant de 150 000 euros HT,
- pour le lot n°16 « Electricité – CFO – CFA » à l'entreprise JP FAUCHE, pour un montant de 245 471,62 euros HT,
- pour le lot n°17 « Défense incendie – sprinklage » à l'entreprise AAI, pour un montant de 490 000 euros HT,
- pour le lot n°18 « VRD » à l'entreprise BRAULT, pour un montant de 636 999,10 euros HT,
- pour le lot n°19 « Espaces verts » à l'entreprise SARIVIERE, pour un montant de 22 756,00 euros HT.

Le marché est conclu pour chaque lot, pour une durée prévisionnelle de 15 mois.

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer des avenants n°1 relatifs au marché de travaux n° 2905 relatif à l'extension et modernisation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER – lot n°09 : serrurerie, lot n°12 : carrelage – faïence, lot n°13 : peinture - nettoyage, lot n° 15 : plomberie – CVC - ECS » et lot n°16 : électricité CFO – CFA »,

- que les avenants concernent les travaux supplémentaires ou modificatifs nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et prescrits aux entrepreneurs titulaires des marchés concernés,

- que les prix nouveaux de ces travaux supplémentaires ou modificatifs ont été provisoirement arrêtés par le maître d'œuvre après consultation des titulaires,

- que les présents avenants arrêtent les prix définitifs des travaux supplémentaires ou modificatifs en application de l'article 14 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux,

- qu'ils n'ont aucune incidence sur le délai global de réalisation des travaux
- que la Commission d'appel d'offres a émis un avis préalable favorable à la passation de ces avenants lors de la séance du 17 décembre 2019.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants n° 1 au marché n° 2905 de « Travaux du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER » :

- pour le lot n°09 de « Serrurerie », avec l'entreprise DELMAS sise 34140 Mèze, avenant n°1 d'un montant de 9 500 euros HT soit + 9,87 % d'augmentation par rapport au montant initial du marché, portant le nouveau montant du lot à 105 750 euros HT,
- pour le lot n°12 de « Carrelage – faïence », avec l'entreprise SO.ME.REV sise 34080 Montpellier, avenant n°1 d'un montant de 3 461,60 euros HT soit + 5,81 % d'augmentation par rapport au montant initial du marché, portant le nouveau montant du lot à 63 051,94 euros HT,
- pour le lot n°13 de « Peinture – nettoyage », avec l'entreprise SAS SOPESUD sise 34070 Montpellier, avenant n°1 d'un montant de 1 244,40 euros H.T. soit + 6,29 % d'augmentation par rapport au montant initial du marché, portant le nouveau montant du lot à 21 016,60 euros HT,
- pour le lot n°15 de « Plomberie – CVC - ECS », avec l'entreprise SERCLIM sise 11000 Carcassonne, avenant n°1 d'un montant de 14 505,56 euros H.T. soit + 9,67 % d'augmentation par rapport au montant initial du marché, portant le nouveau montant du lot à 164 505,56 euros HT.
- pour le lot n°16 de « Electricité CFO – CFA », avec l'entreprise JP FAUCHE sise 34130 Mauguio, avenant n°1 d'un montant de 39 110,57 euros HT soit + 15,93 % d'augmentation par rapport au montant initial du marché, portant le nouveau montant du lot à 284 582,19 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **3 0 DEC. 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL



Publiée le : 3 0 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **3 0 DEC. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux avenants n°1 au
marché de travaux n°2905 relatif à
l'extension et modernisation du centre de
tri des déchets ménagers recyclables secs
DEMETER - lots 2,3, 4, 6, 7, 8, 10 et 18 -
Approbation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- VU la convention de mandat (délibération n° 12712 du 18 décembre 2014) confiant à la SA3M la réalisation du nouveau centre de tri Demeter ;

- VU la décision n°2018-1102 attribuant le marché n°2905 « Extension et rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER » :

- pour le lot n°1 « Terrassement » à l'entreprise BRAULT, pour un montant de 96 000 euros H.T,
- pour les lots n°2 et 3 « Fondations – dallage – reprises existant – gros œuvre » à l'entreprise EMF, pour un montant de 1 195 333, 00 euros H.T,
- pour le lot n°4 « Charpente métallique » à l'entreprise LANDRAGIN, pour un montant de 147 652, 00 euros H.T,
- pour le lot n°5 « Charpente bois » à l'entreprise SBC, pour un montant de 96 000 euros H.T,
- pour le lot n°6 « Couverture – Etanchéité » à l'entreprise SOPREMA, pour un montant de 228 000,00 euros H.T,
- pour le lot n°7 « Bardage » à l'entreprise LANDRAGIN, pour un montant de 393 743,20 euros H.T,
- pour le lot n°8 « Menuiseries extérieures » à l'entreprise ZONCA, pour un montant de 42 483, 93 euros H.T,
- pour le lot n°9 « Serrurerie » à l'entreprise DELMAS, pour un montant de 96 250,00 euros H.T,
- pour le lot n°10 « Cloisons – doublages – faux-plafonds » à l'entreprise CORTINA, pour un montant de 92 323,50 euros H.T,
- pour le lot n°11 « Menuiseries intérieures » à l'entreprise MCH, pour un montant de 53 866, 24 euros H.T,
- pour le lot n°12 « Carrelage – faïences » à l'entreprise SOMEREV, pour un montant de 59 590, 34 euros H.T,
- pour le lot n°13 « Peinture – nettoyage » à l'entreprise SOPESUD, pour un montant de 19 772,20 euros H.T,
- pour le lot n°14 « Ascenseur » à l'entreprise NSA, pour un montant de 52 400, 00 euros HT
- pour le lot n°15 « Plomberie – CVC – ECS » à l'entreprise SERCLIM, pour un montant de 150 000,00 euros H.T,
- pour le lot n°16 « Electricité – CFO – CFA » à l'entreprise JP FAUCHE, pour un montant de 245 471, 62 euros H.T,
- pour le lot n°17 « Défense incendie – sprinklage » à l'entreprise AAI, pour un montant de 490 000, 00 euros H.T,
- pour le lot n°18 « VRD » à l'entreprise BRAULT, pour un montant de 636 999, 10 euros H.T,
- pour le lot n°19 « Espaces verts » à l'entreprise SARIVIERE, pour un montant de 22 756,00 euros H.T.

La durée prévisionnelle des travaux est de 15 mois.

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de passer des avenants n°1 relatifs au marché n° 2905 de « Travaux du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER – lots n° 02 et 03 : « fondations – dallage – reprises existants – gros œuvre », lot n° 04 : « charpente métallique », lot n° 06 : « couverture étanchéité », lot n° 07 : « bardage », lot n° 08 : « menuiseries extérieures », lot n° 10 : « cloisons – doublages – faux-plafonds » et lot n° 18 : « VRD » »,
- Que les avenants concernent les travaux supplémentaires ou modificatifs nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et prescrits aux entrepreneurs titulaires des marchés concernés,
- Que les prix nouveaux de ces travaux supplémentaires ou modificatifs ont été provisoirement arrêtés par le maître d'œuvre après consultation des titulaires,
- Que les présents avenants arrêtent les prix définitifs des travaux supplémentaires ou modificatifs en application de l'article 14 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux,

- Qu'enfin, ils n'ont aucune incidence sur le délai global de réalisation des travaux.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants n°1 au marché de travaux n° 2905 relatif à l'Extension et rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER :

- Pour les lots n° 02 et 03 « Fondations – Dallage – Reprises existants – gros œuvre », avec l'entreprise EMF, avenant n°1 d'un montant de 58 786, 77 euros H.T., portant le nouveau montant du lot à 1 254 119,77 euros H.T.
- Pour le lot n° 04 de « Charpente métallique », avec l'entreprise LANDRAGIN, avenant n°1 d'un montant de 8 950,00 euros H.T., portant le nouveau montant du lot à 156 602,00 euros H.T.
- Pour le lot n° 06 de « Couverture – Etanchéité », avec l'entreprise SOPREMA, avenant n°1 d'un montant de 25 317,71 euros H.T., portant le nouveau montant du lot à 253 317, 71 euros H.T.
- Pour le lot n° 07 de « Bardage », avec l'entreprise LANDRAGIN, avenant n°1 d'un montant de 21 279,32 euros H.T., portant le nouveau montant du lot à 415 022,52 euros H.T.
- Pour le lot n° 08 de « Menuiseries extérieures », avec l'entreprise ZONCA, avenant n°1 d'un montant de 4 325,09 euros H.T., portant le nouveau montant du lot à 46 809,02 euros H.T.
- Pour le lot n° 10 de « Cloisons – Doublages – Faux-plafonds », avec l'entreprise JF, avenant n°1 d'un montant de 2 000,00 euros H.T., portant le nouveau montant du lot à 94 323,50 euros H.T.
- Pour le lot n° 18 de « VRD », avec l'entreprise BRAULT, avenant n°1 d'un montant de 30 978,60 euros H.T., portant le nouveau montant du lot à 667 977,70 euros H.T.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **3 0 DEC. 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL



Publiée le : 3 0 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **3 0 DEC. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°7 au marché
de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée
n°969 pour l'étude et la réalisation de la
3ème ligne de tramway, extension ouest de
la 1ère ligne et ligne 4 la Circulade**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- VU la délibération du Conseil n°6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n°6289 du 21 décembre 2004 approuvant l'avenant n°1 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 3ème ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché,

Décision n° MD2019-1274

- VU la délibération du Conseil n°8414 du 23 juillet 2008 relative à l'avenant n°2 fixant, suite à l'approbation de l'AVP, le montant d'opération à 450 millions d'€ HT (valeur avril 2004) et arrêtant la rémunération du mandataire à 15,541 millions d'euros HT,
- VU la délibération du Conseil n°9761 du 28 septembre 2010 relative à l'avenant n°3 intégrant dans le périmètre du mandat le programme de la ligne 4 la Circulade et des ouvrages et aménagements connexes imbriqués à ceux de la ligne 3 pour un montant de 8,150 millions d'euros HT. Le montant de la rémunération du mandataire est fixé à 15,701 millions d'euros HT,
- VU la délibération du Conseil n°10980 du 28 juin 2012 relative à l'avenant n°4 intégrant dans le périmètre du mandat les études et la réalisation du parking en ouvrage de la Mosson et fixant le montant de la rémunération du mandataire à 16,009 millions d'euros HT,
- VU la délibération du Conseil n°11817 du 24 septembre 2013 relative à l'avenant n°5 intégrant des opérations connexes supplémentaires concernant la ville de Lattes et l'acquisition de 4 rames supplémentaires. Le montant de la rémunération du mandataire a été portée à 16,076 millions d'euros HT,
- VU la décision n°MD2018-846 du 18 décembre 2018 relative à l'avenant n°6 actant la suppression de la réalisation du parking d'échanges en ouvrage de la Mosson et la poursuite du mandat jusqu'au 31 décembre 2019 pour le traitement des procédures administratives foncières et des contentieux toujours en cours, le suivi des études et des travaux de reprise du revêtement de la rue de la République, avec l'objectif d'une livraison avant l'ouverture du MOCO en juin 2019, et pour la réalisation des études et travaux des opérations complémentaires liés à la ligne 3 dont le traitement acoustique du PCC du parking Gambetta.

Considérant :

- Que les procédures de contentieux vont se poursuivre au-delà du 31 décembre 2019 pour une durée prévisionnelle de 3 ans, délai estimé pour la reprise définitive des désordres par la Métropole.
- Que les travaux d'insonorisation du parking Gambetta vont se poursuivre sur le 1^{er} trimestre 2020.
- Que quelques marchés restent encore à solder (Maîtrise d'œuvre, Matériel Roulant, GED, marchés République).
- Qu'il est donc nécessaire de prolonger la durée du mandat sur ces quelques missions uniquement.
- Que le projet d'avenant n°7 a été présenté à la Commission d'Appel d'offres qui s'est réunie le 17 décembre 2019 pour avis préalable, laquelle a émis un avis favorable à sa conclusion,

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature avec le titulaire TAM, de l'avenant n°7, au marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°969 pour l'étude et la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de Montpellier fixant le montant de la rémunération du mandataire à 16 107 815,69 € HT (soit une hausse de 29 497,38 €HT par rapport à l'avenant n°6) représentant une hausse de 12,54 % par rapport à la rémunération initiale du mandataire et arrêtant le terme du mandat au 31 décembre 2022 ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23 ;

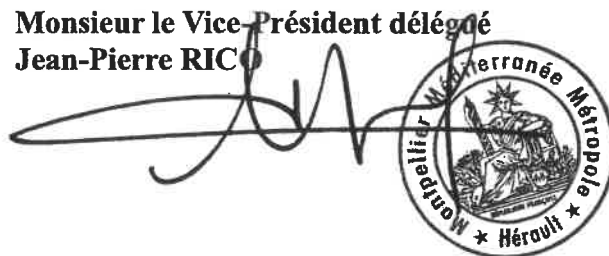
Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 DEC. 2019**

9

Décision n° MD2019-1274

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : **19 DEC. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **19 DEC. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation du domaine public avec la
Ville de Montpellier pour le déploiement de
l'Ideas Box, médiathèque itinérante**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique de déploiement de l'offre culturelle au plus près des territoires de la Métropole et de leurs habitants, et que le réseau des médiathèques dispose à cet effet d'un outil de déploiement mobile nommé « Ideas Box »,
- qu'un programme de déploiement de cet outil est envisagé à Montpellier, au sein de l'école élémentaire Emile Combes,

- que la réalisation de ce projet nécessite la conclusion d'une convention d'occupation du domaine public avec la Ville de Montpellier, en qualité de propriétaire des espaces concernés,

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention est conclue entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise à disposition au bénéfice de cette dernière d'espaces situés au sein de l'école élémentaire Emile Combes, en vue du déploiement de l'Ideas Box, médiathèque itinérante, tous les mercredis de 9h à 12h30, du 15 janvier 2020 au 1^{er} avril 2020.

ARTICLE 2 : Cette convention concerne les locaux de l'école élémentaire Emile Combes, 20 rue Edmond Lautard, 34 080 Montpellier.

ARTICLE 3 : La mise à disposition des lieux par la Ville de Montpellier est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 11 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M9B0086MG - Entretien et maintenance
des balayeuses - Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique ;
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché ayant pour objet l'entretien et la maintenance des matériels de types balayeuses multimarques de voirie avec conducteur embarqué gérés par le service parc auto mutualisé de la Métropole de Montpellier ;

- qu'une procédure adaptée a été lancée pour un marché de services sans allotissement ni tranche n°M9B0086MG « Entretien et Maintenance des balayeuses », conformément aux dispositions des articles R2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- que les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commandes sans minimum et avec un maximum de 89 000 euros HT pour la durée totale du marché passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 du code susvisé ;
- que la durée totale du marché est de 18 mois, décomposée en une durée de 1 an à compter de sa notification, reconductible deux fois trois mois par tacite reconduction ;
- que les critères d'analyse des offres sont pondérés de la manière suivante :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif et estimatif : 40%
- qu'après analyse, l'offre de la SAS Europe Service est l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9B0086MG « Entretien et Maintenance des Balayeuses » à la SAS Europe Service, sise Parc d'activités de Tronquières, Avenue de Garric, 15000 Aurillac, pour un montant sans minimum et avec un maximum de 89 000 euros HT pour la durée totale du marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

19 DEC. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD

Publiée le : 19 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire 19 DEC. 2019

Envoi Préfecture : 19 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Conduites Opérations Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M8D0025AT
- RD986 - Création d'une passerelle pour le
franchissement de la Mosson au PR
53+900 - Communes de Lattes et de
Villeneuve-Lès-Maguelone -
Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret relatif au code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la Voirie et de l'Espace Public ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de créer une passerelle pour le franchissement de la Mosson au PR 53+900 de la RD 986 sur les Communes de Lattes et de Villeneuve-lès-Maguelone.
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément à l'article L2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 105 jours calendaires ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix des prestations au regard du DQE : 60 %
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 40 %
- qu'après analyse, le groupement BUESA FRERES/METALU, rue René Gomez – 34500 BEZIERS présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M8D0025AT – RD986 – Création d'une passerelle pour le franchissement de la Mosson au PR 53+900 au groupement BUESA FRERES/METALU, BUESA FRERES étant le mandataire du groupement, pour un montant de 208 493.10 € HT

Le marché prend effet à compter de la signature de l'Ordre de Service de démarrage. Sa durée est de 105 jours calendaires.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 DEC. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Pour le Vice-Président

Par délégation

Jackie GALABRUN



Publiée le : **30 DEC. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 DEC. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Gestion Multimodale des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la mise à la réforme de matériel de comptage routier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des « Transports et de la Mobilité »,

CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole n'a aucun intérêt à conserver du matériel de comptage routier vétuste et qu'il convient de le réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De mettre à la réforme les biens usagers qui ne sont plus en état d'utilisation.

ARTICLE 2 : La liste des bien concernés est annexée à la présente décision.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer les documents de la cession des biens visés à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 DEC. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **20 DEC. 2019**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **20 DEC. 2019**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition amiable de
la propriété des Consorts LOMBARDINI -
Parcelle LR 33 - Lots 1089 et 1025 -
Résidence Le Pic Saint Loup - Commune
de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION, dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme »,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la proposition de vente en date du 25 octobre 2019 faite par les consorts LOMBARDINI à Montpellier Méditerranée Métropole, concernant un appartement sans occupant de 70,94 m² avec cave, constituant les lots 1089 et 1025 de la copropriété « Pic Saint Loup » 72 avenue de Louisville, cadastrée section LR 33,
- Vu l'avis de France domaine du 13 novembre 2019.

CONSIDERANT :

- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain conformément à la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,
- que les lots de copropriété n°1089 et 1025 correspondant à l'appartement et la cave des consorts LOMBARDINI se situent dans la copropriété « Pic Saint Loup », dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU),
- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence « Pic Saint Loup » a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis,

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété des consorts LOMBARDINI, est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir,
- que les consorts LOMBARDINI souhaitent vendre ce bien 55 000 €, proposition en conformité avec l'évaluation des Domaines.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur de la propriété des consorts LOMBARDINI, un appartement sans occupant de 70,94 m² avec cave, constituant les lots 1089 et 1025 de la copropriété « Pic Saint Loup » 72 avenue de Louisville, cadastrée section LR 33.

ARTICLE 2 : L'acquisition est proposé au prix de 55 000 € frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Montpellier Méditerranée Métropole pourra substituer à l'acte d'acquisition toute société d'aménagement qu'elle aura désignée pour mettre en œuvre le projet de renouvellement urbain sur le quartier de la Mosson.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 20 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 20 DEC. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Ingénierie Partenariale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'Assemblée des
Communautés de France (AdCF) -
Exercice 2019**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Monsieur Max LEVITA dans le domaine des «Finances »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole adhère à des organismes par le versement de cotisations,
- que l'Assemblée des Communautés de France (AdCF) est la fédération nationale des élus de l'intercommunalité,
- que depuis sa fondation en 1989, l'AdCF promeut la coopération intercommunale et le dialogue territorial,
- que l'AdCF assure plusieurs missions fixées dans ses statuts : elle assure la représentation des intercommunalités auprès des pouvoirs publics nationaux (gouvernement, Parlement, agences

nationales...), participe aux débats sur les évolutions de notre organisation territoriale et des politiques publiques décentralisées, développe une expertise spécifique au service de ses adhérents, - que l'AdCF fédère près de 1 000 intercommunalités, le réseau de l'AdCF rassemblant au total plus de 80% de la population française regroupée en intercommunalité, l'AdCF est leur porte-parole auprès des pouvoirs publics.

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion à l'Assemblée des Communautés de France au titre de l'année 2019 par le versement d'une cotisation d'un montant total de 9 000 € TTC.

ARTICLE 2 : De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2019 en nature 6281, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

17 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9B0119TE
- Construction d'une serre multi chapelle à
usage de cultures maraîchères sur le site de
la Condamine - Autorisation de signature -
Abrogation de la décision n°MD2019-1208
du 3 décembre 2019**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n° 14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,
- **Vu** le Code de la commande publique,
- **Vu** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE dans le domaine de « l'Agro-écologie et à l'Alimentation »,

CONSIDERANT :

- que la décision MD2019-1208 doit être abrogée, en raison d'une erreur dans le nom de l'entreprise
- qu'un permis de construire a été obtenu le 25 octobre 2019 pour reconstruire la serre agricole du Domaine de la Condamine qui accueille le collectif agricole dénommé Ferme Urbaine Collective de la Condamine et ayant besoin de locaux adaptés pour leur production,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 1 an à compter de la notification.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - ° Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise SAS BN SERRES 294 ROUTES D'AVIGNON, 84170 MONTEUX présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : La décision MD2019-1208 en date du 3 décembre 2019 est abrogée.

ARTICLE 2 : d'attribuer marché « Construction d'une serre multi chapelle à usage de cultures maraichères sur le site de la Condamine » pour un montant de 47 700 € HT, à l'entreprise SAS BN SERRES. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an.

ARTICLE 3 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 DEC. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Mylène FOURCADE

Publiée le : 31 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 DEC. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°19MA05295 CAA - Ressources
humaines"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°19MA05295 déposée près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 3 décembre 2019 par Madame Charlotte PEIS, agent de la Métropole, contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1703066 du 4 octobre 2019 refusant sa demande d'intégration dans le cadre d'emplois des assistants territoriaux,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°19MA05295 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 3 décembre 2019 par Madame Charlotte PEIS.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

Décision n° MD2019-1290

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 DEC. 2019**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : **23 DEC. 2019**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **23 DEC. 2019**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une convention avec la
Ville de Montpellier pour la mise à
disposition de locaux situés au sein de la
médiathèque Jean-Jacques Rousseau

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- que la Ville de Montpellier a sollicité auprès de Montpellier Méditerranée Métropole la mise à disposition de la salle d'animation située au sein de la médiathèque Jean-Jacques Rousseau,
- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite répondre favorablement à cette sollicitation.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de mise à disposition de locaux est conclue avec la Ville de Montpellier. Cette convention concerne la mise à disposition de locaux situés au sein de la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, 230 avenue du Biterrois, 34080 Montpellier, pour l'organisation d'une représentation du spectacle « Bonjour », le mercredi 15 janvier 2020 à 16h30.

ARTICLE 2 : Compte tenu de l'intérêt général, la mise à disposition est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué à la Culture, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 DEC. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **20 DEC. 2019**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : **20 DEC. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un contrat de location
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la SAS Cellmark France - Locaux Lot n°
4 au 391 rue de Font Froide à Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, dispose d'ateliers Eco-artisans disponibles à la location pour des entreprises artisanales ou toutes autres entreprises spécialisées dans l'écoconstruction, l'éco-rénovation mais aussi les énergies propres et les énergies renouvelables ;
- **CONSIDERANT** que la SAS Cellmark France recherche des locaux de développer sur le site des ateliers Eco-Artisans une plateforme technique spécialisée dans la valorisation des sous-produits industriels critiques ;

-CONSIDERANT que le secteur de l'économie circulaire (gestion et valorisation des flux) correspond aux activités cibles pour le site des ateliers Eco-Artisans et permet l'éligibilité de l'activité de la SAS CellMark France ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la SAS Cellmark France dont le siège social est situé 182 Avenue Charles de Gaulle 92 200 Neuilly-sur-Seine.

ARTICLE 2 : La location concerne des locaux dont Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire, d'une surface d'environ 81 m², identifiés Lot 4 et situés au 391 rue de Font Froide, 34 090 Montpellier.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée de 2 ans à compter de sa signature. Il est renouvelable une fois de façon expresse pour la même durée.

ARTICLE 4 : La location est consentie pour un loyer annuel de 5 265 euros HT. Avec la TVA au taux de 20% en vigueur en sus, le loyer annuel est de 6 318 euros hors charges et hors taxe locale.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le bail visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le : **1 6 DEC. 2019**



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 1 6 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **1 6 DEC. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule de marque Ford modèle
Transit Connect immatriculé AA-708-ME
techniquement réparable et
économiquement irréparable - Hôtel des
Ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule de marque Ford modèle Transit Connect immatriculé AA-708-ME techniquement réparable mais économiquement irréparable,
- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule techniquement réparable mais économiquement irréparable et qu'il convient de le réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède un véhicule de marque Ford modèle Transit Connect techniquement réparable mais économiquement irréparable à l'hôtel des ventes de Montpellier, sis 194 Chemin de Poutingon à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 DEC. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **16 DEC. 2019**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **16 DEC. 2019**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Avenant n°1 au marché M9D0005EA
Dévoisement du réseau des eaux usées
avenue du Marché Gare/Rue de l'Industrie
à Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »;
- VU la décision n°MD2018-254 du 29 mars 2018 attribuant l'accord cadre n° 4938EA17 de travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole aux sociétés suivantes
- SADE sise ZI – 820 rue de la Marbrerie BP 33 – 34741 VENDARGUES (mandataire du groupement SADE/RAZEL BEC)

- SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise 381 avenue du Mas d'Argelliers – CS 90005 – 34078 MONTPELLIER CEDEX 3 (mandataire du groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE / RAMPA TP)
- SCAM TP sise Agence Languedoc Roussillon – 825 avenue de la Cresse Saint Martin – 34660 COURNONSEC (mandataire du groupement SCAM TP / FAURIE)
- EHTP sise route de Vauguières – La Mogère – RD 172 – 34130 MAUGUIO (mandataire du groupement EHTP/MALET)
- SOLATRAG sise Zone Industrielle – 34302 AGDE Cedex

- VU la décision n°MD2019-441 du 01 juillet 2019 attribuant le marché subséquent n° M9D0005EA Dévoisement du réseau des eaux usées avenue du Marché Gare/Rue de l'Industrie à Montpellier au groupement SCAM/FAURIE dont le mandataire est l'entreprise SCAM TP sise Agence Languedoc Roussillon – 825 avenue de la Cresse Saint Martin – 34660 COURNONSEC, pour un montant de 612 113,72 euros HT et pour une durée de 15 semaines.

CONSIDERANT :

- Que des travaux complémentaires sont devenus nécessaires en cours de chantier ;
- Que des modifications des travaux prévus initialement ont été effectuées;

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° M9D0005EA Dévoisement du réseau des eaux usées avenue du Marché Gare/Rue de l'Industrie à Montpellier au groupement SCAM/FAURIE, pour un montant de 84 072,81€ HT. Le nouveau montant du marché après avenant s'élève à 696 186,53€ HT.

ARTICLE 2: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 DEC. 2019

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOUIBES**

Publiée le : 31 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **31 DEC. 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°2 au
marché n° 4025MG16 "Prestation de
Télésurveillance, intervention de sureté et
sécurité des équipements de Montpellier
Méditerranée Métropole" - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la Commande Publique
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines « Administration générale, Affaires juridiques, Contentieux, Protocole,
- VU la notification du 20/09/2016 attribuant le marché n° 4025MG16 « Prestation de Télésurveillance, intervention de sureté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société GLCE Littoral, Parc de Bellegarde, 1 chemin de Borie 34 170 Castelnau-le-Lez, pour une durée de 9 mois puis 12 mois reconductibles 3 fois prenant fin le 20/06/2020,

- VU l'avenant n°1 notifié le 08/01/2018 portant sur la suppression du report de la télésurveillance sur un PC extérieur et modifiant le montant initial du marché pour la partie forfaitaire,

Considérant :

- Que suite à un nouveau besoin identifié, il apparaît nécessaire de modifier le marché 4025MG16 par un avenant n°2 afin de rajouter une ligne au Bordereau des Prix Unitaires s'intitulant « Forfait d'intervention sur déclenchement » dont le montant est de 70 euros HT.

- Que l'avenant n°2 n'a aucune incidence financière sur le montant de l'accord-cadre qui est passé sans minimum ni maximum pour la partie à prix unitaires et donc le présent avenant ne modifie donc pas ce seuil.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché 4025MG16 «Prestation de Télésurveillance, intervention de sureté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole » avec la société GLCE Littoral afin de rajouter une ligne au Bordereau des Prix Unitaires s'intitulant « Forfait d'intervention sur déclenchement » dont le montant est de 70 euros HT.

Article 2 : De dire que l'avenant n°2 n'a aucune incidence financière sur le marché qui est un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum.

Article 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant visé à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

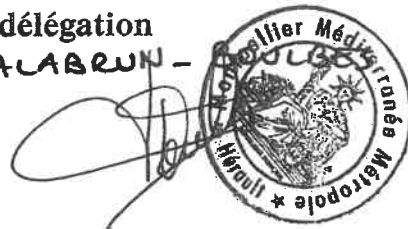
Montpellier, le 31 DEC. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD

Pour la Vice-Présidente

Par délégation

J. GALABRUN -



Publiée le : 31 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la quote
part de 1/88ème de chemin des parcelles
cadastrées CK n°44, CL n°39, CO n°64,
CO n°65 sise commune de Juvignac - ZAD
de NAUSSARGUES**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche et l'innovation, à la Planification urbaine et à l'Urbanisme, à l'Aménagement et au Renouvellement urbain opérationnels »,
- Vu la délibération 13904 en date du 30 juin 2016, créant la Zone d'Aménagement Différé sur la commune de Juvignac lieu-dit « Naussargues-Bel Air »,

- **Vu** la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole le 9 mars 2019 par Madame Isabelle ROULLAUD, Madame Béatrice ROULLAUD, et Monsieur ROULLAUD Frédéric portant sur la parcelle cadastrée CL n°30, d'une superficie cadastrale totale de 7 714 m² en nature de landes, et sise commune de Juvignac, moyennant un prix de 45 000 € toutes indemnités confondues,
- **Vu** la décision n°MD 2019-542 du 20 juin 2019 relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CL n°30 sise commune de Juvignac - ZAD de NAUSSARGUES,
- **Vu** la donation-partage du 27 décembre 2010 publié au service de la publicité foncière de Montpellier I, le 14 mars 2011, volume 2011P 8717, indiquant que les conjoints ROULLAUD sont propriétaires des 1/88^{ème} de chemin cadastrés CK n°44, CL n°39, CO n°64, CO n°65, sur la commune de Juvignac,
- **Vu** l'avis des services de France Domaine en date du 11 décembre 2019 fixant le prix de la quote part indivise à 2 402,79 €,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition de la parcelle CL n°30 est indissociable de celles des parts indivises du chemin situées sur les parcelles cadastrées CK n°44, CL n°39, CO n°64, CO n°65 sur la commune de Juvignac, afin de constituer des réserves foncières destinées à la mise en oeuvre d'un projet urbain compatible avec les objectifs du SCoT de la Métropole, à répondre aux orientations de la politique locale de l'habitat conformément au Programme Local de l'Habitat, ou à l'extension ou l'accueil des activités économiques et de réaliser des équipements collectifs,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès de Madame Isabelle ROULLAUD domiciliée 22 rue Jean Vilar à SETE, Madame Béatrice ROULLAUD domiciliée 43 bis rue Alfred Maury à MEAUX, et Monsieur ROULLAUD Frédéric domicilié 104 rue de la Hase à NIMES, la quote-part de 1/88^{ème} de chemin sur les parcelles cadastrées CK n°44, CL n°39, CO n°64, CO n°65 situées sur la commune de Juvignac.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 2 402,79 € (deux mille quatre cent deux euros et soixante dix-neuf centimes) toutes indemnités confondues, les frais d'actes restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction à signer l'acte authentique d'acquisition de la parcelle ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 27 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de la
candidature de la société SCI NMB dans la
ZAC GAROSUD EXTENSION**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des « Relations internationales, du tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC GAROSUD EXTENSION à Montpellier : la société NMB est une SCI dont l'activité est la location de terrains et d'autres biens immobiliers. Elle est candidate à l'acquisition du lot n°15 de 3 625 m² pour la réalisation d'un bâtiment à vocation de bureaux et stockage de 1 807 m² de surface de plancher. L'utilisateur final sera la société ILIOS CONFORT pour une activité de rénovation énergétique et travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation. La société utilisatrice compte 51 personnes aujourd'hui et prévoit un effectif de 65 salariés à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI NMB ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 DEC. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **20 DEC. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

20 DEC. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de la société AWADAC dans
l'HÔTEL FRENCH TECH à Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et l'innovation, de la French Tech, de l'artisanat, de la planification urbaine (SCoT, PLUi),
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier. La société AWADAC, représentée par Monsieur Jérôme GAUCHET est une SAS dont l'activité est la conception, la fabrication et la distribution de mobiliers connectés.
Elle est candidate à la location des lots 4.5/2 et 4.5/3 d'une surface totale de 119,28 m² jusqu'au 18 février 2022. Le lot 4.5 d'une surface totale de 238,56 m² sera partagé avec la société VIRDYS. AWADAC projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société AWADAC ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention de sous occupation ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 DEC. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 20 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **20 DEC. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire du domaine
public avec le Relais des Assistantes
Maternelles de Saint Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celles d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, d'autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, d'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention, et d'autoriser la résiliation des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

Considérant :

- que le relais municipal d'assistantes maternelles de la commune de Saint Jean de Védas a sollicité auprès de Montpellier Méditerranée Métropole la mise à disposition de la salle d'animation située au sein de la médiathèque Jules Verne.
- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite répondre favorablement à cette sollicitation.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de mise à disposition de locaux est conclue avec la commune de Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : Cette convention concerne la mise à disposition de locaux situés au sein la médiathèque Jules Verne, 21 rue Auguste Renoir, 34430 Saint Jean de Védas, pour six matinées réparties sur l'année 2020, en vue de l'organisation d'un atelier musical proposé par le relais municipal d'assistantes maternelles de Saint Jean de Védas. La présente convention est conclue pour l'année 2020, et pourra être prolongée par tacite reconduction pour une durée d'un an, dans la limite de deux reconductions.

ARTICLE 3 : Compte tenu de l'intérêt général, la mise à disposition est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué à la culture, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 20 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 20 DEC. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelles AL n°206 et AL n°207, 31 rue de
la Parquière à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- Vu l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des « Transports et de la Mobilité » ;
- Vu la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023.

CONSIDERANT :

- que 79 m² et 81 m² du bien immobilier situé au 31, rue de la Parquière à Montpellier, cadastré respectivement section AL n° 206 et AL 207, appartenant au Syndicat des Copropriétaires de la Résidence du Bois de Montmaur sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway,
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ces dites emprises,
- qu'il est également nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur ces parcelles AL n°206 et 207.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 79 m² et 81 m² du bien immobilier situé au 31, rue de la Parquière à Montpellier, cadastré section respectivement AL n°206 et ALn°207, appartenant au Syndicat des Copropriétaires de la Résidence du Bois de Montmaur.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 8 473 € (HUIT MILLE QUATRE CENT SOIXANTE TREIZE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par le Syndicat des Copropriétaires de la Résidence du Bois de Montmaur et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par le Syndicat des Copropriétaires de la Résidence du Bois de Montmaur.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

27 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 27 DEC. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire 27 DEC. 2019
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de la société VIRDYS dans
l'HÔTEL FRENCH TECH à Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et l'innovation, de la French Tech, de l'artisanat, de la planification urbaine (SCoT, PLUi) »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier. La société VIRDYS, représentée par Monsieur Thierry COTTENCEAU est une SAS dont l'activité est l'édition de logiciels. Elle est candidate à la location des lots 4.5/1, 4.5/4 et 4.5/5 d'une surface totale de 119,28 m² jusqu'au 18 février 2022. Le lot 4.5 d'une surface totale de 238,56 m² sera partagé avec la société AWADAC.
VIRDYS projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société VIRDYS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention de sous occupation ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 DEC. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **20 DEC. 2019**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **20 DEC. 2019**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°1906372-5 TA - Guy RUBAN"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°1906372-5 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 26 novembre 2019 par Monsieur Guy RUBAN tendant à l'application des règles du Plan Local d'Urbanisme à la rue Laurent Chabry à Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1906372-5 par Monsieur Guy RUBAN.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 DEC. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 23 DEC. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société SCCV
CANTAUSSSEL dans la ZAC de
CANTAUSSSEL à Saint-Brès**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC CANTAUSSSEL à Saint-Brès : la société SCCV CANTAUSSSEL est une société civile de construction vente de programmes immobiliers. Elle est candidate à l'acquisition du lot n°A2 de 3 121 m² pour la réalisation d'un bâtiment de 1 500 m² à vocation mixte (18 locaux) : bureaux, locaux d'activité de production et locaux médicaux. Une surface de 300 m² en RDC est réservée aux locaux d'activités.

Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1800 m². Parmi les preneurs déjà identifiés figure un groupement de professions libérales dont trois kinésithérapeutes : Madame VERRAES, Madame BORDES, Monsieur BEDLEEM ; un vétérinaire : Madame MUS et un orthophoniste : Madame SENEN. L'effectif prévisionnel sur le site sera d'environ 27 personnes au démarrage et 35 à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCCV CANTAUSSEL ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

Montpellier, le **20 DEC. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **20 DEC. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire **20 DEC. 2019**

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°1906290-6 TA - Nora FLORENT"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°1906290-6 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 12 novembre 2019 par Madame Nora FLORENT tendant à bénéficier du Fonds de Solidarité pour le Logement,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1906290-6 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 12 novembre 2019 par Madame Nora FLORENT.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats PARME.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



23 DEC. 2019

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire 23 DEC. 2019

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°1905694-6 TA - Régis MAITRE"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°1905694-6 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 23 octobre 2019 par Monsieur Régis Maitre contre la décision de Montpellier Méditerranée Métropole du 10 octobre 2019 relative au montant de l'aide qui lui a été octroyée au titre du Fonds de Solidarité pour le logement.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1905694-6 le 23 octobre 2019 par Monsieur Régis Maitre.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP PARME Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

23 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la donation de Madame
Francine Arnal d'une Peinture acrylique
aérosol sur toile libre, Pliage, vers 1970
d'André-Pierre Arnal**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- que Madame Francine Arnal domiciliée Villa La Lézardière, 83 avenue de Lodève, 34070 Montpellier, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une œuvre d'André-Pierre Arnal, *Pliage*, 1970, peinture acrylique aérosol sur toile libre 215 x 215 cm d'une valeur de 20 000 € (vingt mille euros),
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Madame Francine Arnal d'une œuvre d'André-Pierre Arnal, *Pliage*, 1970, peinture acrylique aérosol sur toile libre 215 x 215 cm d'une valeur de 20 000 € (vingt mille euros).

ARTICLE 2 : Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

27 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 27 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 27 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la donation de la
Fondation d'Entreprise du musée Fabre
d'une œuvre de Jean-Baptiste REGNAULT
(Paris, 1754 - id., 1829), Mars et Vénus,
vers 1795

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER,

Considérant :

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre, représentée par Monsieur Max Ponceillé, Président-Directeur Général Oc Santé, Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537, 34960 Montpellier Cedex 2, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une œuvre de Jean-Baptiste REGNAULT (Paris, 1754 – id., 1829), *Mars et Vénus*, H. 45,50 ; L. 37 cm d'une valeur de 9 100 € (neuf mille cent euros).
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre, représentée par Monsieur Max Ponseillé, d'une œuvre de Jean-Baptiste REGNAULT (Paris, 1754 – id., 1829), Mars et Vénus, H. 45,50 ; L. 37 cm d'une valeur de 9 100 € (neuf mille cent euros).

ARTICLE 2 : Cette œuvre graphique sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 27 DEC. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire 27 DEC. 2019
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
contrat de location entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société SCI
du Trois Mats - Locaux au 4ième étage et 7
places de parking Immeuble "le Belem" à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses missions d'intérêt général et du développement de ses services, Montpellier Méditerranée Métropole a besoin de louer des locaux à usage de bureaux et des places de parking pour y installer des services,

-CONSIDERANT que la SCI DU TROIS MATS, dont le siège social est situé 204 rue Michel Teule à Montpellier (34 080) dispose de locaux vacants à usage professionnel et de places de parking dans l'immeuble « Le Belem », sis 355 avenue Vendémiaire à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un bail de location avec la SCI DU TROIS MATS, représentée par son gérant la SAS Méditerranée Immobilier agissant par son représentant légal en exercice.

ARTICLE 2 : Dans l'immeuble « Le Belem », situé 355 avenue Vendémiaire à Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole prend à bail des locaux situés au 4^{ème} étage d'une superficie de 439, 46m² ainsi que 7 places de parking situées au premier sous-sol, numérotées de 52 à 58.

ARTICLE 3 : Le bail est accepté et consenti pour une durée de 6 ans à compter de sa signature, renouvelable une fois tacitement pour la même durée.

ARTICLE 4 : Le montant annuel du loyer, payable trimestriellement, est de 65 627,10 euros HT (TVA en sus au taux en vigueur), auquel s'ajoute une provision pour charges payable à chaque terme du loyer de 3 858 euros HT.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

19 DEC 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



19 DEC. 2019

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 19 DEC. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la donation de la
Fondation d'Entreprise du musée Fabre de
3 gouaches de Jean Hugo (Paris, 1894 -
Mas de Fourques, 1984) : Décor à quatre
personnages, Cheval et personnage à vélo,
Méditation sous un arbre

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

CONSIDÉRANT :

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre, représentée par Monsieur Max Ponceillé, Président-Directeur Général Oc Santé, Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537, 34960 Montpellier Cedex 2, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole trois gouaches de Jean Hugo (Paris, 1894 - Mas de Fourques, 1984), *Décor à quatre personnages*, 19 x 25 cm, sous encadrement, d'une valeur de 1 270 € (mille deux cent soixante dix euros), *Cheval et personnage à vélo*, 33 x 24 cm, sous encadrement, et *Méditation sous un arbre*, 19 x 25 cm, sous encadrement d'une valeur pour ce lot de 4 826 € (quatre mille huit cent vingt six euros).
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre, représentée par Monsieur Max Ponceillé, de trois gouaches de Jean Hugo (Paris, 1894 - Mas de Fourques, 1984), *Décor à quatre personnages*, 19 x 25 cm, sous encadrement, d'une valeur de 1 270 € (mille deux cent soixante dix euros), *Cheval et personnage à vélo*, 33 x 24 cm, sous encadrement, et *Méditation sous un arbre*, 19 x 25 cm, sous encadrement, d'une valeur pour ce lot de 4 826 € (quatre mille huit cent vingt six euros).

ARTICLE 2 : Ces trois gouaches seront conservées au sein des collections graphiques du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 27 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion aux associations Fédération
Européenne des Cités Napoléoniennes et
Sites et cités remarquables de France,
association des villes et pays d'art et
d'histoire et des sites patrimoniaux**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- Vu la délibération n°M2019-95 du 22 mars 2019 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Fédération européenne des cités napoléoniennes, et à Sites et cités remarquables de France, association des villes et pays d'art et d'histoire et des sites patrimoniaux.

Considérant :

- qu'il y a lieu de renouveler l'adhésion aux associations susmentionnées pour l'année 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le renouvellement de l'adhésion à l'association Fédération européenne des cités napoléoniennes, et à Sites et cités remarquables de France, association des villes et pays d'art et d'histoire et des sites patrimoniaux, pour des montants annuels respectifs de 3 137 € et 4 800 €.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation à signer le bulletin d'adhésion afférent, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

27 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 27 DEC 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'estimer en justice " Requêtes
n°1906236-4 et n°1906237-4 TA - EURL
BOUCHERIE LOPEZ"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU les requêtes n°1906236-4 en référé provision et n°1906237-4 recours au fond déposées près le Tribunal Administratif de Montpellier le 22 novembre 2019 par la EURL BOUCHERIE LOPEZ tendant à obtenir réparation pour préjudice commercial subi consécutivement à la réalisation de travaux de voirie rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requêtes n°1906236-4 en référé provision et n°1906237-4 recours au fond par la EURL BOUCHERIE LOPEZ.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Phelip Gonzague.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
IMAGEAU au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 01 octobre 2011 passée entre la Métropole et la société IMAGEAU pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 10 octobre 2019,
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 12 décembre 2019,
- **CONSIDERANT** que la société IMAGEAU a mandaté un cabinet immobilier et s'est également rapprochée du service Implantation des entreprises de la DDEI pour la recherche de ses futurs locaux,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance au 31 décembre 2019 et que la société IMAGEAU n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IMAGEAU pour une période de six mois soit du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IMAGEAU pour la surface totale de 197,55 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 800,94 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°M2018-694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JAN. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du Droit de
Préemption Urbain (DPU) - Propriété LA
SARL LA GRANDE BRASSERIE- lots de
copropriété - Parcelle HM 487 - 66 rue du
jeu de ballon - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme » ;
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement ;
- Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier ;
- Vu la délibération du Conseil de Métropole du 29 mars 2017, approuvant l'instauration d'un périmètre d'étude dans le cadre de la stratégie de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez ;
- Vu la délibération du Conseil de Métropole du 18 décembre 2019, approuvant l'extension du périmètre d'étude de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez, compte tenu de la complexité du site et des interfaces avec des projets majeurs comme «Place à tous » ;
- Vu la convention de mandat d'études préalables à la mise en valeur de l'espace urbain du secteur Comédie- Esplanade – Triangle, signée entre la Métropole et la SA3M, en date du 19 septembre 2018 ;
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 13 novembre 2019, envoyée par Maître CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 14 novembre 2019, concernant la vente par la société LA GRANDE BRASSERIE représentée par Monsieur Marcel SALERNO, d'un local commercial loué avec réserves, constituant les lots 940-942-945 de la copropriété Le Triangle 66 rue du Jeu de Ballon à Montpellier, cadastrée section HM 487, au prix de 1 500 000 € ;
- Vu l'avis de France domaine ;

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que cette parcelle est située en zone urbaine 1U1 au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier correspondant à une zone de mixité urbaine ;
- que cette parcelle est située dans le périmètre d'étude instauré dans le cadre de la stratégie de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez, dont les objectifs sont les suivants :
 - la définition d'une stratégie économique et territoriale et une programmation urbaine qui mettent en perspective l'avenir du secteur,

- affirmer et développer des liaisons urbaines et créer une relation ambitieuse et porteuse d'identités entre la ville et son fleuve,
 - reconquérir le tissu existant, principalement tertiaire, stratégique ou en mutation par des opérations de renouvellement urbain et d'intervention sur l'espace public ;
- que l'acquisition de cette parcelle permettra de répondre à cette démarche ;
- que ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la société LA GRANDE BRASSERIE composée d'un local commercial loué avec réserves, constituant les lots 940-942-945 de la copropriété Le Triangle 66 rue du Jeu de Ballon à Montpellier, cadastrée section HM 487.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 1 000 000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 JAN. 2020

Pour Monsieur le Président empêché,
Madame la Première Vice-Présidente,
GALABRUN-BOULBES

Publiée le : 09 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200109-MD2019-1332-AR.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 JAN. 2020

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du Droit de
Préemption Urbain (DPU) - Propriété LA
SARL LA GRANDE BRASSERIE- lots de
copropriété - Parcelle HM 487 - 66 rue du
jeu de ballon - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme » ;
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement ;
- Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier ;
- Vu la délibération du Conseil de Métropole du 29 mars 2017, approuvant l'instauration d'un périmètre d'étude dans le cadre de la stratégie de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez ;
- Vu la délibération du Conseil de Métropole du 18 décembre 2019, approuvant l'extension du périmètre d'étude de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez, compte tenu de la complexité du site et des interfaces avec des projets majeurs comme « *Placé à tous* » ;
- Vu la convention de mandat d'études préalables à la mise en valeur de l'espace urbain du secteur Comédie- Esplanade – Triangle, signée entre la Métropole et la SA3M, en date du 19 septembre 2018 ;
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 13 novembre 2019, envoyée par Maître CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 14 novembre 2019, concernant la vente par la société LA GRANDE BRASSERIE représentée par Monsieur Marcel SALERNO, d'un local commercial loué avec réserves, constituant les lots 940-942-945 de la copropriété Le Triangle 66 rue du Jeu de Ballon à Montpellier, cadastrée section HM 487, au prix de 1 500 000 € ;
- Vu l'avis de France domaine ;

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que cette parcelle est située en zone urbaine 1U1 au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier correspondant à une zone de mixité urbaine ;
- que cette parcelle est située dans le périmètre d'étude instauré dans le cadre de la stratégie de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez, dont les objectifs sont les suivants :
 - la définition d'une stratégie économique et territoriale et une programmation urbaine qui mettent en perspective l'avenir du secteur,

- affirmer et développer des liaisons urbaines et créer une relation ambitieuse et porteuse d'identités entre la ville et son fleuve,
 - reconquérir le tissu existant, principalement tertiaire, stratégique ou en mutation par des opérations de renouvellement urbain et d'intervention sur l'espace public ;
- que l'acquisition de cette parcelle permettra de répondre à cette démarche ;
- que ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la société LA GRANDE BRASSERIE composée d'un local commercial loué avec réserves, constituant les lots 940-942-945 de la copropriété Le Triangle 66 rue du Jeu de Ballon à Montpellier, cadastrée section HM 487.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 1 000 000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

| |
|--|
| Envoyé en préfecture le 09/01/2020 |
| Reçu en préfecture le 09/01/2020 |
| Affiché le 09/01/2020 |
| ID : 034-243400017-20200109-MD2019_1332-AR |

~~Decision n° MD2019-1332~~

Montpellier, le 9 janv. 2020

Signé.

**Pour Monsieur le Président empêché,
Madame la Première Vice-Présidente, Jackie
GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 09 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

09 JAN. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété POPESCU -
Parcelle LS 13 lots 411-488-595 Résidence
Les Allée du Bois - Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,

- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 13 novembre 2019, envoyée par Maître LICHTLE, notaire à Saint Chinian, reçue en Mairie de Montpellier le 14 novembre 2019, concernant la vente par Madame Liliana POPESCU, d'un appartement libre avec cave et garage, constituant les lots 411-488-595 de la copropriété Les Allées du Bois 288 rue d'Uppsala à Montpellier, cadastrée section LS 13, au prix de 74.000 € en ce compris 2.450 € de mobilier et 5.750 € de commission d'agence,
- Vu le constat dressé le 17 décembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine du 18 décembre 2019.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,
- que la propriété de Madame POPESCU se situe dans la copropriété Les Allées du Bois, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).
- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence Les Allées du Bois a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.
- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Madame POPESCU est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.
L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes, tout en permettant une offre de relogement potentielle dans le cadre d'opération tiroir.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Madame Liliana POPESCU, un appartement libre avec cave et garage, constituant les lots 411-488-595 de la copropriété Les Allées du Bois 288 rue d'Uppsala à Montpellier, cadastrée section LS 13.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 74.000 € en ce compris 2.450 € de mobilier et 5.750 € de commission d'agence € dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 30 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété HARLE -
Parcelle LR 51 lot 346 et 433 Résidence Le
Nouveau Peyrou - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 23 octobre 2019, envoyée par Maître GOUJON-VANSUYT, notaire à Juvignac, reçue en Mairie de Montpellier le 31 octobre 2019, concernant la vente par Madame Danielle HARLE, d'un appartement libre avec cave, constituant les lots 346 et 433 de la copropriété Le Nouveau Peyrou bâtiment C9, 176 rue de Leyde à Montpellier, cadastrée section LR 51, au prix de 71.000 €,
- Vu le constat dressé le 5 décembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine du 5 décembre 2019.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;

- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,

- que la propriété de madame HARLE se situe dans la copropriété Le nouveau Peyrou, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence Le Nouveau Peyrou a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Madame HARLE est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.
L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes, tout en permettant une offre de relogement potentielle dans le cadre d'opération tiroir.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété Madame Danielle HARLE, un appartement libre avec cave, constituant les lots 346 et 433 de la copropriété Le Nouveau Peyrou bâtiment C9, 176 rue de Leyde à Montpellier, cadastrée section LR 51.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix révisé de 63.100 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 DEC. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 30 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété
HAOUHAOU - Parcelle LR 262 lots 494 et
427 Résidence Le Plein Ciel - Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,

- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 30 octobre 2019, envoyée par Maître DUFORÉTS, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 31 octobre 2019, concernant la vente par Monsieur Ahmed HAOUHAOU, d'un appartement libre avec cave, constituant les lots 494 et 427 de la copropriété Le Plein Ciel bâtiment C, 1324 avenue de Heidelberg à Montpellier, cadastrée section LR 262, au prix de 60.000 €,
- Vu le constat dressé le 10 décembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine 13 décembre 2019.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
 - que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,
 - que la propriété de Monsieur HAOUHAOU se situe dans la copropriété Le Plein Ciel, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).
 - que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence Le Plein Ciel a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.
 - que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de ... est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.
- L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes, tout en permettant une offre de relogement potentielle dans le cadre d'opération tiroir.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Monsieur Ahmed HAOUHAOU, un appartement libre avec cave, constituant les lots 494 et 427 de la copropriété Le Plein Ciel bâtiment C, 1324 avenue de Heidelberg à Montpellier, cadastrée section LR 262.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 60.000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 DEC. 2019

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 30 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **30 DEC. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété SAIDI -
Parcelle LY 47 lots 626-627-628-629-863-
944-945-946-968 La Résidence du Lac -
Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation,

d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,

- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 15 octobre 2019, envoyée par Maître GRANIER, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 17 octobre 2019, concernant la vente par Madame Jamila SAIDI, d'un appartement duplex libre avec 4 parkings, 1 garage et 3 caves, constituant les lots 626-627-628-629-863-944-945-946-968 de la copropriété La Résidence du Lac, 53 rue Arnault Peyre à Montpellier, cadastrée section LY 47, au prix de 74.250 € en ce compris 9.250 € de commission d'agence,
- Vu le constat dressé le 10 décembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine du 13 décembre 2019.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
 - que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,
 - que la propriété de Madame SAIDI se situe dans la copropriété La Résidence du Lac, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).
 - que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la copropriété La Résidence du Lac a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.
 - que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Madame SAIDI est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.
- L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes et de restructurer les bâtiments.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Madame Jamila SAIDI, un appartement duplex libre avec 4 parkings, 1 garage et 3 caves, constituant les lots 626-627-628-629-863-944-945-946-968 de la copropriété La Résidence du Lac, 53 rue Arnault Peyre à Montpellier, cadastrée section LY 47.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 74.250 € en ce compris une commission d'agence de 9.250 € dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

02 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **02 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **02 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété
HARMOUR - Parcelle LR 25 lots 1030-
1060-1093 Résidence Bonnier de la Mosson
- Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,

- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 12 novembre 2019, envoyée par Maître NAHME, notaire à GIGNAC, reçue en Mairie de Montpellier le 15 novembre 2019, concernant la vente par Monsieur Idir HARMOU, d'un appartement libre avec cave et garage, constituant les lots 1030-1060-1093 de la copropriété Bonnier de la Mosson bâtiment 62, 525 avenue de l'Europe à Montpellier, cadastrée section LR 25, au prix de 86.500 €,
- Vu le constat dressé le 17 décembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine 18 décembre 2019.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
 - que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,
 - que la propriété de Monsieur HARMOU se situe dans la copropriété Bonnier de la Mosson, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).
 - que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence Bonnier de la Mosson a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.
 - que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Monsieur HARMOU est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.
- L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes, tout en permettant une offre de relogement potentielle dans le cadre d'opération tiroir.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Monsieur Idir HARMOU, un appartement libre avec cave et garage, constituant les lots 1030-1060-1093 de la copropriété Bonnier de la Mosson bâtiment 62, 525 avenue de l'Europe à Montpellier, cadastrée section LR 25.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix révisé de 52.000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 DEC. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 30 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **30 DEC. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

PARTIE III - SOMMAIRE

ARRETE REGLEMENTAIRE JANVIER 2020

| N° AFFAIRE | Titre des Affaires | Page |
|-------------------|--|-------------|
| MAR2020-0279 | Délégations de signature et intérim - Département Administration Générale et Finances (DAGF) | 702 |



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature et intérim
Département Administration
Générale et Finances (DAGF)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Département Administration Générale et Finances est composé des directions suivantes :

- Direction des Finances (DF)
- Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP)
- Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments (DMGB)

Le poste de Directeur Général Adjoint en charge du Département Administration Générale et Finances étant vacant, l'intérim de direction du département (incluant délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante : courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) est assuré par :

- Monsieur Christian FINA pour ce qui relève de la Direction des Finances (DF) et de la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments (DMGB) ;
- Monsieur Alain PONS de VINCENT pour ce qui relève de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP) ; en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS de VINCENT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction des Finances est composée des services suivants :

- Ressources comptables et financières
- Gestion budgétaire
- Gestion comptable
- Ingénierie partenariale
- Expertise financière

Monsieur Vincent DOMEIZEL, directeur des Finances, reçoit à cette date sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Christelle ROSE-BONAUD, Madame Emilie DREUX, Madame Céline FERRIE, Monsieur Fabien DELCASSO et Madame Natacha LEUPERT, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE-BONAUD, de Madame Emilie DREUX, de Madame Céline FERRIE, de Monsieur Fabien DELCASSO et de Madame Natacha LEUPERT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.
En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-1 : Madame Christelle ROSE-BONAUD, responsable du service Ressources comptables et financières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christelle ROSE-BONAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle ROSE-BONAUD et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-2 : Madame Emilie DREUX, responsable du service Gestion budgétaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie DREUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie DREUX et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-3 : Madame Céline FERRIE, responsable du service Gestion comptable, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRIE et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-4 : Monsieur Fabien DELCASSO, responsable du service Ingénierie partenariale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien DELCASSO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabien DELCASSO et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-5 : Madame Natacha LEUPERT, responsable du service Expertise financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Natacha LEUPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Natacha LEUPERT et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 3 : La Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique est composée des services et directions adjointes suivants :

- Service Affaires juridiques,
- Service Ressources juridiques,

- Direction adjointe des Etudes, Rédactions, Procédures Commandes publiques, elle-même composée du service Procédures et marchés,
- Direction adjointe de la Conduite et Coordination de l'Achat public, elle-même composée du service Accompagnement et Coordination de la Commande publique.

Monsieur Benjamin DI GRAZIA, directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOU, Madame Roxane ROBERT, Monsieur Fabrice MOURET, et Madame Lore DEXPERT, chacun en ce qui concerne leur service ou direction adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, de Madame Emmanuelle RANCHOU, de Madame Roxane ROBERT, de Monsieur Fabrice MOURET et de Madame Lore DEXPERT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-1 : Madame Emmanuelle RANCHOU, responsable du service Affaires juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle RANCHOU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emmanuelle RANCHOU et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-2 : Madame Roxane ROBERT, responsable du service Ressources juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Roxane ROBERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Roxane ROBERT et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-3 : Monsieur Fabrice MOURET, directeur adjoint des Etudes, Rédactions, Procédures Commande publiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction adjointe placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabrice MOURET et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-3-1 : Madame Anne-Marie BLATIERE, responsable du service Procédures, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne-Marie BLATIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MOURET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Anne-Marie BLATIERE, de Monsieur Fabrice MOURET et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-4 : Madame Lore DEXPERT, directrice adjointe de la Conduite et Coordination de l'Achat public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction adjointe placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Lore DEXPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Lore DEXPERT et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-4-1 : Madame Emilie BARBENOIRE, responsable du service Accompagnement et Coordination de la Commande publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie BARBENOIRE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Lore DEXPERT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie BARBENOIRE, de Madame Lore DEXPERT et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 4 : La Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments est composée des services suivants :

- Architecture, bâtiments et sécurité
- Energie et Télécommunications
- Administratif et financier et Actions coopératives
- Parc auto

Monsieur Philippe RENAUD, directeur des Moyens Généraux et des Bâtiments, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, Monsieur Jérôme ALBERGE, Monsieur Frédéric RICO et Monsieur Manuel VASSALO, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe RENAUD, de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, de Monsieur Jérôme ALBERGE, de Monsieur Frédéric RICO et de Monsieur Manuel VASSALO, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, responsable du service Architecture, bâtiments et sécurité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Jérôme ALBERGE, responsable du service Energie et Télécommunications reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme ALBERGE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jérôme ALBERGE et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Frédéric RICO, responsable du service Administratif et financier et Actions coopératives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric RICO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Frédéric RICO et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4-4 : Monsieur Manuel VASSALO, responsable du service Parc auto, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Manuel VASSALO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Manuel VASSALO et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 27 janv. 2020



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/01/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200101-117650-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/01/20

Réception en Préfecture : 28/01/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE III - SOMMAIRE

ARRETES INDIVIDUELS

JANVIER 2020

| N°AFFAIRE | Titre des Affaires | Pages |
|------------------|--|--------------|
| MAI2020-0001 | Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n° 106 | 711 |
| MAI2020-0009 | Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de PEROLS "Accord double sortie journalière" - Autorisation de stationnement n° 3 | 714 |



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°
106**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté métropolitain portant sur la réglementation générale des taxis n° MAR2018-104 du 28 juin 2018 ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°MAI2018-0108 en date du 31 octobre 2018 relatif à un changement de véhicule ;

CONSIDERANT que la société SALTA, titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de MONTPELLIER, a procédé au changement de son véhicule.

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 31 octobre 2018, n°MAI2018-0108, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : La société SALTA (SIREN 791 750 839), domiciliée 81 rue Le Caravage à Montpellier (34000), est autorisée à stationner avec le véhicule MERCEDES type C220 immatriculé BC-075-SC de couleur Gris, sur le territoire de la commune de MONTEPELLIER dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 106, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,

- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 27 janv. 2020



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200101-116223-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/01/20

Réception en Préfecture : 27/01/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de PEROLS
"Accord double sortie journalière" -
Autorisation de stationnement n° 3**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté métropolitain portant sur la réglementation générale des taxis n° MAR2018-104 du 28 juin 2018 ;
- VU l'arrêté de la commune de Pérols n°2014-373 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°MAI2018-0080 en date du 27 juillet 2018 relatif à un changement de véhicule ;
- VU le contrat de location-gérance signé entre Monsieur Philippe BRAY et Monsieur Yann EUZET ;
- VU le contrat de travail signé entre Monsieur EUZET et son salarié.

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 27 juillet 2018, n°MAI2018-0080, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : L'autorisation de stationnement n°3 sur la commune de Pérols est autorisée à double sortie journalière.

ARTICLE 3 : Monsieur Philippe BRAY né le 13 mai 1969 à Paris (14ème), domicilié 35 route de Mèze à Villeveyrac (34 560) est autorisé à stationner avec le véhicule VOLKSWAGEN type TIGUAN de couleur NOIRE immatriculé EY-184-WT, sur le territoire de la commune de PEROLS dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

Ce même véhicule doit être utilisé pour l'exploitation de l'autorisation n° 9 sur l'emprise de l'aéroport de MONTPELLIER MEDITERRANEE, accordée par la Préfecture de l'Hérault.

ARTICLE 4 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 3, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route.
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **PEROLS** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 27 janv. 2020



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200101-117268-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/01/20

Réception en Préfecture : 27/01/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.